

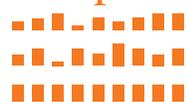


La recherche académique française en PME :

LES THÈSES, LES REVUES,
LES RÉSEAUX

Regards sur les PME est édité par OSEO,
27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort.
Tél. : 01 41 79 81 59. Courriel : observatoiredespme@oseo.fr
Numéro 14, juin 2007. ISSN 1761-1741
Imprimé en France par Graphoprint, Paris. N° 0707462
Dépôt légal 2^e trimestre 2007.
Directeur de la publication : Jean-Pierre Denis.
Conception, réalisation et relecture : Contours, Paris.

observatoire des pme



Copyright : OSEO considère que la diffusion la plus large des informations qu'il édite concourt à ses missions. Les demandes d'autorisation de citation d'extraits de *Regards sur les PME* doivent être adressées au préalable par courriel à : observatoiredepme@oseo.fr, en indiquant dans l'objet du courriel « demande d'autorisation de citation ». Les citations doivent systématiquement mentionner la source sous la forme suivante : « Source : *Regards sur les PME* n° 14, Observatoire des PME, OSEO ».

Introduction

Encourager la recherche universitaire

Christian Marbach

La recherche
académique
française en PME

REGARDS SUR LES PME
N° 14

Introduction

Christian Marbach

5

Soyons très heureux que la recherche universitaire prenne parfois, pour objet d'étude, les PME.

Il s'agit là d'une démarche légitime, que l'Observatoire des PME voulait à son tour « étudier » pour en mesurer les conditions, le poids, l'impact – et même, disons-le tout de suite, pour voir s'il était nécessaire de prolonger ce premier effort universitaire et académique en suscitant et encourageant de nouvelles recherches.

L'entreprise, collectivité ou projet, mérite de toute évidence d'être analysée selon différents types de regards. Elle est tout ou partie (tout, un ensemble complexe de fonctions et de relations ; partie, une partie d'un système productif, d'un secteur, d'une macroéconomie). Elle est aventure individuelle : donc occasion d'étudier des motivations, des trajectoires, des compétences. Elle est expédition collective : prétexte à apprécier des comportements, des conflits, des organisations. Elle est, par nature, productrice de produits ou de services ; elle est, par destination, orientée vers des marchés et des pays. Elle est, aussi, objet à elle seule, objet-patrimoine appartenant à des actionnaires ou des associés, objet-gage pour les prêteurs, objet-image pour des collectivités. Étant tout cela, elle peut proposer des champs d'étude de types nombreux, être l'objet de regards multiples et de méthodologies variées, très intuitives et très qualitatives, tournées vers le passé en présentant des bilans de nature historique, ou vers l'avenir en offrant des perspectives.

Dans certaines tribunes libres de grande qualité qui accompagnent l'étude principale d'Olivier Torrès, des universitaires nous rappellent que l'analyse faite dans leurs cercles s'inscrit en général dans des champs académiques peu à peu définis par l'accumulation des « process » universitaires, pas toujours faciles à lire pour le grand public même s'ils ont des justifications évidentes pour qui veut travailler intelligemment, le faire avec des grands maîtres, s'y retrouver dans les

travaux déjà effectués et donc offerts à la collectivité des chercheurs, enfin être reconnu pour poursuivre travaux et carrière de manière valorisante. Or, nous disent-ils, si la PME en tant que telle apparaît souvent (en tout cas, le recensement effectué par Olivier Torrès le démontre), elle ne constitue pas un champ d'analyse spécifique reconnu par le monde académique.

Du coup, les chercheurs travaillant sur l'« entreprise » sont plus naturellement enclins à prendre pour objet d'analyse la grande entreprise, ils disposent plus facilement de données sur elle, ils peuvent y être plus souvent nourris et même accablés d'archives et de documents, ils trouvent aussi à l'étranger de quoi faire des comparaisons stimulantes. Reconnaissons qu'il est a priori plus gratifiant, surtout si l'on veut s'inscrire dans une réflexion « politique », de réfléchir sur l'« ambition dominatrice de telle multinationale américaine » plutôt qu'à l'organisation de la journée d'un marchand de quatre saisons, et plus passionnant d'observer comment les grands organismes, les grandes entreprises quittent l'organisation taylorienne pour l'enrichissement des tâches en oubliant que les compagnons des PME effectuent des tâches « enrichies » depuis des décennies – ou au contraire immuables depuis toujours, comme chez le coiffeur cher aux commentateurs de Fourastié.

Cependant, la recherche sur les PME existe, et l'Observatoire des PME a voulu en analyser la portée. C'est pourquoi elle a demandé à un connaisseur déjà très introduit du domaine de l'aider à repérer les travaux disponibles et à en étudier quelques grandes caractéristiques. Olivier Torrès a utilisé à ce propos les éléments disponibles, en fonction des outils que le monde universitaire forge peu à peu en matière de « fichiers de thèses » et autres travaux et que l'évolution de la « toile » Internet propose avec des moteurs de recherche pour lesquels la PME n'est pas toujours identifiable avec évidence. Aussi nous a-t-il proposé, car ce sont les approches les plus pertinentes, de privilégier deux types de recensements : les thèses des trente dernières années et les articles des revues. Avec honnêteté, lui-même, mais aussi l'Observatoire des PME qui a demandé cette recherche, doivent signaler que les réponses ainsi apportées ne peuvent qu'être tronquées. L'insuffisance ou l'approximation des sources consultées et des mots clés utilisés, la nature des banques de données existantes et leurs paramétrages documentaires, l'approche générale de la recherche universitaire considérant parfois la PME comme une simple entreprise « homothétique » dans sa taille comme dans ses préoccupations et son vécu ne permettent pas à ce stade une approche plus globale.

De même, la réalité de sous-catégories évidentes de PME pas toujours assimilées à ce terme globalisant, les professions libérales ou les artisans, risque d'être minorée : aussi les travaux universitaires conduits sur l'artisanat avec le parrainage de l'Institut supérieur des métiers ne sont-ils pas tous repérés dans notre liste.

En revanche, et le groupe OSEO ne s'en plaindra pas, certains sujets sont très prisés, comme celui de l'entreprise innovatrice et du venture-capital.

À la question originelle de notre approche : « les PME sont-elles l'objet de recherches universitaires ? », nous pouvons donc répondre oui, même si nous ne prétendons pas offrir à nos lecteurs la vision complète de ces travaux. Mais nous souhaitons aussi aller plus loin, développer cette recherche, la faire mieux connaître, la rendre donc plus utile – un de nos auteurs de tribune libre utilise à ce propos le terme « actionnable ».

Nous souhaitons que se développe la recherche sur tous les aspects des PME, ceux que j'ai signalés plus haut à propos des thématiques générales sur les entreprises comme ceux qui se focalisent sur les aspects plus spécifiques des entreprises petites et moyennes, leur taille, évidemment, mais aussi l'implication très forte de son dirigeant.

Nous souhaitons que cette recherche soit mieux connue, que ses auteurs aient plus d'occasions d'en parler et d'approfondir leurs travaux : nous espérons prendre des initiatives dans ce domaine.

Nous aimerions aussi proposer aux décideurs de faire davantage appel aux chercheurs pour préparer leur décision, puis les évaluer. Une telle attitude de respect des experts est fréquente dans bien des domaines de « sciences dures » : les politiques s'empresse à juste titre de consulter les savants et de mettre en avant ceux dont les travaux appuient leurs décisions, mais dans certains domaines on les trouve moins enclins à demander leur avis aux experts des sciences économiques. Le thème des PME nous paraît cependant assez porteur de vie économique et sociale pour mériter un dialogue fructueux entre chercheurs qui progressent régulièrement et décideurs qui apprennent à écouter davantage.

L'Observatoire des PME se ne contente pas de dire aux responsables, institutions nationales, territoriales, professionnelles : basez davantage votre action PME sur des connaissances plus fines, sur des bases plus scientifiques. Elle leur dit aussi : « Venez nous voir si vous souhaitez lancer une étude de qualité sur tel ou tel aspect... »

Sommaire

Introduction

Encourager la recherche universitaire

Christian Marbach

La recherche
académique
française en PME

REGARDS SUR LES PME
N° 14

Sommaire

La recherche académique française en PME : les thèses, les revues, les réseaux

8

L'ÉTUDE

	Préambule	13
I	LA THÈSE, PREMIER ACTE DE LA RECHERCHE ACADÉMIQUE	15
1.	Les divers courants de recherche en PME	17
	1.1. Les fondements de la recherche en PME : les travaux sur la taille et la croissance	18
	1.2. Vers une problématique complexe : spécificité <i>versus</i> diversité	20
2.	Trois cent quatre-vingt-trois thèses soutenues sur la période 1975-2005	22
	2.1. Une progression ininterrompue jusque dans les années 2000 à laquelle succède un fléchissement	24
	2.2. La gestion et l'économie, principales disciplines pourvoyeuses de thèses	27
	2.3. Des thèmes abordés très divers	28
	2.4. Une répartition spatiale davantage centrée sur la France et ses anciennes colonies que sur ses partenaires européens et les pays émergents	33
	2.5. La classification selon la taille : la très petite entreprise, grande oubliée de la recherche en PME	34
	2.6. Montpellier, Bordeaux et Grenoble en tête des directions de thèses	36
II	LES REVUES, RESSOURCES PRIMORDIALES DE LA PUBLICATION SCIENTIFIQUE	39
1.	Une relative faiblesse du thème PME dans les principales revues généralistes françaises	42
2.	Quarante revues spécialisées en PME et entrepreneuriat, notamment anglo-saxonnes	45

III	LA RECHERCHE, UNE ACTIVITÉ RELATIONNELLE : L'IMPORTANCE DES RÉSEAUX	55
1.	L'International Council for Small Business (ICSB)	57
2.	L'European Council for Small Business and Entrepreneurship (ECSB)	58
3.	L'Entrepreneurship, Innovation and Small Business (EISB)	59
4.	L'Association internationale de recherche en entrepreneuriat et PME (AIREPME)	60
5.	L'Académie de l'entrepreneuriat	61
6.	Les Rencontres de Saint Gall	62
IV	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS : PLUS D'ACADÉMISME ET PLUS D'ACTIONNABILITÉ	65
1.	Plus d'académisme : des connaissances en PME... à la reconnaissance de l'entrepreneuriat	67
2.	Plus de professionnalisme : des connaissances académiques... aux connaissances actionnables	70
	TÉMOIGNAGE	74
	ANNEXES	79
	Annexe 1 : Thèses en PME sur la période 1975-2005	79
	Annexe 2 : Thèses en entrepreneuriat sur la période 1985-2005	102

La recherche
académique
française en PME

REGARDS SUR LES PME
N° 14

Sommaire

9

LA TRIBUNE

1.	Améliorer le dialogue universités-petites et moyennes entreprises, <i>Christian de Boissieu</i>	107
2.	La PME : un terrain à fort potentiel de découvertes pour le chercheur, <i>Jean-François Roubaud</i>	108
3.	Un bilan inédit, <i>Jean-Christophe Martin</i>	110
4.	La recherche académique doit être utile aux PME, <i>Robert Paturel</i>	111
5.	Une recherche plus académique et plus actionnable, chiche !, <i>Hamid Bouchikhi</i>	117

LES COMPLÉMENTS

1.	Auteur, contributeurs, remerciements	123
2.	Sources documentaires et méthodologie	124
3.	Éléments bibliographiques	127
4.	Table des illustrations	130

L'OBSERVATOIRE DES PME

La recherche
académique
française en PME

REGARDS SUR LES PME
N° 14

Sommaire

<i>Présentation</i>	132
<i>Méthode</i>	132
<i>La recherche universitaire</i>	133
<i>Publications : Regards sur les PME, oseo.fr</i>	134
<i>OSEO</i>	136



La recherche académique française en PME

LES THÈSES, LES REVUES,
LES RÉSEAUX

PRÉAMBULE

Depuis plusieurs décennies, les chercheurs de diverses disciplines s'interrogent sur les petites et moyennes entreprises. Année après année, de nombreuses thèses ont été soutenues, de multiples revues ont vu le jour et d'innombrables articles ont été publiés sur ce champ particulier. Le grand public ignore certainement qu'il existe même des associations savantes dont l'unique objet de recherche est la PME. À tel point qu'il existe aujourd'hui un savoir académique considérable qui s'est développé dans les colloques internationaux, dans les revues spécialisées et dans les salles de soutenance de doctorat... sans que les premiers concernés, les dirigeants de PME, soient nécessairement au courant.

L'objectif de cette étude est donc de combler cette lacune en dressant un panorama de la production de ces connaissances et, ce faisant, d'expliquer le mode de fonctionnement de la recherche académique (ses règles et ses pratiques).

Dans la première partie, nous avons recensé un grand nombre de thèses en PME soutenues en France sur la période 1975-2005 (l'année 2006 n'étant pas complètement recensée au moment de l'étude). Il n'existait pas à ce jour d'étude faisant un bilan de la recherche doctorale française en PME. Pourtant, la thèse est le premier stade de la recherche. Celle-ci est la clé d'entrée nécessaire à toute personne désirant faire une carrière à l'université en particulier ou dans la recherche en général.

Mais la recherche en PME ne se limite pas à la seule thèse de doctorat. La recherche académique se mesure aussi et surtout par l'activité de publication d'articles dans des revues (le fameux « *publish or perish* »). La publication obéit à des règles strictes. Les articles publiés dans des revues à comité de lecture sont considérés comme ayant la plus forte valeur scientifique. Ainsi, un article dans une revue reconnue internationalement a souvent plus de valeur que la publication d'un ouvrage. Si les ouvrages apportent une certaine notoriété aux auteurs, ce sont surtout les articles dans des revues académiques qui fondent la légitimité du chercheur. C'est la raison pour laquelle la deuxième partie de cette étude est consacrée aux revues.

Dans un premier temps, nous avons recensé les articles en PME publiés dans quelques revues généralistes d'économie et de gestion. Le constat est accablant tant les articles sont rares. La PME est rarement abordée dans ces revues. La *Revue française d'économie* n'a publié aucun article en PME sur la période 1995-2005. Bien des progrès doivent être réalisés, notamment en sciences économiques.

Dans un second temps, nous avons recensé les revues spécialisées en PME et/ou en entrepreneuriat. Cette fois-ci, le constat est inverse car il existe une quarantaine de revues dans ce seul champ. Mais il convient de préciser que la plupart de ces revues sont en langue anglaise. Le Royaume-Uni et surtout les États-Unis sont à l'origine de la création de la plupart de ces revues. Cela ne peut s'expliquer uniquement par le poids de la langue anglaise dans le domaine scientifique. Cette domination atteste aussi de l'importance que ces pays accordent à la production d'informations et de connaissances. L'avènement d'une économie du savoir (*knowledge economy*) doit inciter les pouvoirs publics français mais aussi les divers patronats à s'investir davantage dans cette voie.

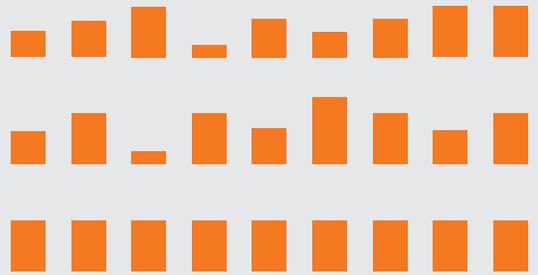
Comment expliquer ce décalage entre la faible production d'articles en PME dans les revues généralistes et la profusion de revues dédiées aux PME? Peut-être que la difficulté de publier dans une revue généraliste a incité les «PMistes» à créer leur propre revue. Mais on peut supposer à l'inverse que la création de revues spécialisées en PME ait pu à son tour détourner les chercheurs en PME de publier dans des revues généralistes.

Cela montre que la recherche académique est une activité sociale qui fonctionne avec ses propres règles, ses propres institutions, ses propres usages, ses propres rythmes... Elle fonctionne comme un système social où les rapports de force, de pouvoir et d'influence sont constamment en jeu. C'est la raison pour laquelle nous avons consacré une troisième partie au recensement des réseaux.

Par réseau, nous entendons les structures formelles à vocation académique, le plus souvent constituées sous forme associative, dont l'objet principal est l'organisation régulière de colloques, lieux de rencontre par excellence. L'activité scientifique est une activité hautement relationnelle. Elle est ancrée dans un entrelacs de relations interpersonnelles souvent denses, toujours complexes, de plus en plus internationalisées. La recherche est aujourd'hui de moins en moins le fait d'individus isolés mais résulte de plus en plus d'entités collectives transnationales. Les réseaux jouent ainsi un rôle indéniable dans l'échange d'informations, dans la constitution de projets collectifs, mais aussi contribuent à la notoriété des chercheurs et au crédit qu'on leur accorde. Il est important donc de les recenser et de donner de l'information sur chacun d'eux. Ces divers réseaux ne s'opposent pas; ils sont tous complémentaires. L'insertion du chercheur dans les réseaux est une condition nécessaire à son travail. Il en va de son efficacité, de sa légitimité et de sa notoriété.

L'étude

I. La thèse, premier acte de la recherche académique



1. LES DIVERS COURANTS DE RECHERCHE EN PME

Comment justifier que des chercheurs s'intéressent exclusivement aux PME? Sur quelles bases théoriques les chercheurs se fondent-ils pour considérer la PME comme un objet de recherche à part entière? Schématiquement, il est possible de repérer quatre types de justifications d'une recherche en PME.

La justification empirique

Les PME occupent une place importante dans la plupart des économies. En France, 99,8 % des entreprises dans le champ « Industrie, Commerce et Services » (ICS) sont des PME, c'est-à-dire des entreprises de moins de 250 salariés. Les PME constituent le principal pourvoyeur d'emploi (60 % des emplois) et contribuent à 55 % de la valeur ajoutée (Savajol, 2003).

La justification politique

Depuis plus de dix ans, tous les gouvernements successifs ont accordé aux PME et à la création d'entreprise une attention accrue. La loi du 12 juillet 1999 sur l'innovation a renforcé la valorisation de la recherche publique par la création d'entreprise, facilitant ainsi le transfert de la connaissance scientifique vers la sphère industrielle. La loi sur l'initiative va dans le même sens, notamment en facilitant considérablement les démarches de création d'entreprise. La création du « contrat nouvelle embauche » vise à dynamiser le marché de l'emploi en s'appuyant pour l'essentiel sur les TPE. Enfin, le regroupement de l'ANVAR, de la BDPME et de l'Agence des PME au sein de la nouvelle entité OSEO s'est en partie inspiré de l'organisation de la Small Business Administration américaine. Toutes ces mesures économiques sont orientées vers les entreprises de petite taille¹ et attestent du caractère de plus en plus entrepreneurial des politiques macroéconomiques.

La justification méthodologique

Par sa faible dimension, la PME est souvent présentée comme une unité productive dont les phénomènes sont plus facilement lisibles. Selon Marchesnay (1993), la recherche en PME permet de faire apparaître « *concrètement, visiblement aux yeux de l'observateur, ce qui est caché, difficile à saisir et à interpréter dans les organisations de grande dimension* ».

1. Pour une lecture plus approfondie du rôle des PME dans les politiques économiques, on peut lire avec profit l'ouvrage de l'historienne Sylvie Guillaume (2005).

La justification théorique

Au cours des années 1980, les PME ont acquis un véritable statut en tant qu'objet de recherche scientifique. Sur le strict plan économique, Julien (1998) identifie plusieurs raisons : le rôle de l'entrepreneuriat, les critiques à l'égard des économies d'échelle ou de champ, les besoins de flexibilité et les mutations de nos systèmes productifs sont autant de justifications qui plaident en faveur d'un renouveau de la théorie économique basée sur l'instabilité plutôt que sur la recherche d'équilibre.

C'est cette dernière justification qui nous intéresse dans cette étude. Faire le bilan de la recherche académique en PME suppose au préalable de présenter, même succinctement, les fondements et les divers courants qui caractérisent ce domaine de recherche. Il n'est pas question dans cette étude de relater dans le détail les différentes étapes et les divers courants de recherche qui jalonnent l'évolution de la recherche en PME depuis plus de trente ans. En revanche, il semble nécessaire de préciser à grands traits les diverses étapes clés qui ont ponctué la recherche académique en PME.

1.1. Les fondements de la recherche en PME : les travaux sur la taille et la croissance

Curieusement, les premiers jalons de la recherche en PME sont à mettre au crédit de chercheurs qui n'ont pas travaillé particulièrement sur la PME mais indirectement sur la taille des entreprises. Avant de considérer les PME comme des organisations particulières, il est primordial de montrer que la taille n'est pas un facteur neutre sur le plan organisationnel. Deux courants vont se succéder. Dans un premier temps, certains travaux vont mettre en évidence l'importance cruciale de la taille des organisations. Puis, de manière plus dynamique, des chercheurs vont s'intéresser à la croissance, c'est-à-dire aux effets induits par l'augmentation de la taille.

Parmi les travaux qui ont mis en évidence l'influence de la taille sur l'organisation dans les années 1960, l'école d'Aston (Pugh *et alii*, 1968) est très souvent citée comme pionnière, notamment dans l'amorce d'analyses comparatives dont le but est de découvrir les problèmes communs et spécifiques d'organisations de tous types. Les principaux résultats de l'école d'Aston confortent l'idée selon laquelle la taille de l'organisation constitue un facteur majeur de la structuration de l'entreprise. À partir d'une approche comparative, ces auteurs montrent que les caractéristiques organisationnelles des entreprises sont significativement différentes selon la taille.

Mais la justification de l'objet-PME repose également sur l'idée qu'il existe une frontière entre le monde des PME et celui des grandes entreprises. Où se situe cette frontière? Quel est le seuil au-delà ou en deçà duquel les configurations organisationnelles peuvent être considérées comme spécifiques? La difficulté est d'identifier où se situe précisément la « frontière critique » afin d'opérer le découpage. La réponse à ces questions suppose de considérer la taille non plus comme un facteur figé mais comme une variable appréhendée à partir de modèles dynamiques. Plusieurs recherches vont alors se consacrer à l'étude de la croissance de l'entreprise et proposer des modélisations.

Durant le début des années 1970, un courant de recherche se développe autour d'un objet de recherche commun : la croissance de l'entreprise. L'idée centrale de ces travaux consiste en la mise en évidence de phénomènes de rupture de l'organisation au fur et à mesure de son développement. Selon Mintzberg (1982), l'un des chercheurs les plus influents en théorie des organisations, « *de nombreux éléments nous indiquent qu'à mesure que les organisations grandissent elles passent par des périodes de transition structurelle, qui sont des changements de nature plutôt que des changements de degré. Les preuves sont ici écrasantes.* » La croissance de l'entreprise n'est pas un phénomène continu et rectiligne, mais discontinu et ponctué par des crises qui obligent l'entreprise à se métamorphoser. Les changements quantitatifs de la taille occasionnent un changement de la nature de l'organisation. Comme le note Gervais (1978), « *le vrai problème de l'analyse de l'organisation-PME dans l'optique dynamique est plus de mettre en évidence les seuils critiques que traversent les petites et moyennes entreprises au cours de leur croissance et d'en rechercher les causes que de chercher à déterminer la succession virtuelle des étapes de croissance* ». Aussi, dans la période des années 1980, plusieurs auteurs tentent de valider empiriquement ces modèles de croissance pour mettre en évidence les seuils critiques.

Au total, parce qu'ils accèdent à l'idée selon laquelle la taille exerce des changements (effet-taille) et que ces changements sont des différences de nature (métamorphoses), l'ensemble de ces travaux conduit logiquement à faire de la taille un critère pertinent de découpage. En ce sens, les travaux sur la taille et la croissance fournissent les fondements de la recherche en PME puisque celle-ci repose sur un découpage fondé sur le critère de taille.

C'est sur la base de ces travaux et à partir de la fin des années 1970 que deux courants distincts, spécialisés dans l'analyse exclusive des PME, se développent conjointement. D'une part, le courant de la spécificité a pour projet de mettre en évidence les traits caractéristiques

des entreprises de petite taille et de proposer une théorie spécifique de l'organisation-PME. D'autre part, le courant de la diversité cherche à établir des typologies dans le but d'ordonner et de classer l'hétérogénéité du monde des PME.

1.2. Vers une problématique complexe : spécificité *versus* diversité

Ce n'est qu'à la fin des années 1970 que la recherche en PME prend un nouvel essor, lorsque plusieurs auteurs ne la considèrent plus comme un modèle réduit de la grande entreprise mais comme une entreprise à laquelle on peut associer des particularités : la PME est spécifique (Gervais, 1978; Dandridge, 1979; Marchesnay, 1982; Hertz, 1982...). L'entreprise de petite taille devient la « petite entreprise ». La PME se constitue alors progressivement en objet de recherche.

Ce courant de recherche porte une attention accrue à la mise en évidence d'uniformités qui résultent des tendances de la petite taille. Malgré l'hétérogénéité du monde des PME, chaque auteur insiste sur les caractéristiques communes. Car ce sont ces invariants qui constituent la base de la spécificité des PME : « *Le monde de la PME, considéré individu par individu, se révèle lui-même d'une extrême complexité; mais pris en tant que tel, des constantes, des permanences, des tendances en surgissent à l'examen* » (Julien et Marchesnay, 1988). Dès lors, la tâche est de définir un profil type de la PME en insistant sur les points communs qui caractérisent les entreprises de petite taille.

En se fondant sur de nombreux travaux, Pierre-André Julien, le fondateur de la *Revue internationale PME*, considère que le concept de PME peut se décliner en cinq critères :

- une centralisation de la gestion,
- des systèmes d'information internes et externes simples et informels,
- une faible décomposition des tâches,
- une stratégie implicite et souvent à court terme,
- un contact direct avec la clientèle.

Toutefois, si ce courant constitue le point de départ de la recherche en PME, la thèse de la spécificité peut s'avérer trop réductrice de la variété des PME. En d'autres termes, si la thèse de la spécificité a une vertu homogénéisante, elle s'accommode mal de l'extrême hétérogénéité qui semble caractériser le monde des PME. La PME n'est pas une catégorie homogène, mais une appellation commode qui désigne une

réalité diverse susceptible de se différencier par le secteur d'activité, par le degré technologique de son système productif, par les caractéristiques de son environnement...

Aussi, parallèlement aux tentatives de généralisations théoriques du courant de la PME-objet, plusieurs travaux empiriques vont être menés dans le but de mieux cerner la diversité du champ des PME en dressant des typologies de PME. La recherche de typologies fondées exclusivement sur des échantillons de PME a été particulièrement active entre 1975 et 1985. Les différents types établis retracent alors la diversité exclusivement au sein des PME.

En définitive, la recherche en PME peut schématiquement se décomposer en deux courants distincts car antagonistes, tant en ce qui concerne les objectifs qu'ils se fixent que les approches qu'ils préconisent.

Le courant de la spécificité s'efforce de définir l'objet-PME considéré comme une institution singulière. La démarche est volontairement universelle et unitaire puisqu'il s'agit de préciser les caractéristiques propres à la PME (les spécificités) et d'en déduire des problématiques de recherche *ad hoc* tout en facilitant l'accumulation des connaissances sur la PME. Ce courant court le risque de généraliser l'idée que toutes les PME sont spécifiques et conformes au modèle théorique.

Le courant de la diversité s'efforce de simplifier la diversité du champ-PME en dressant des types distincts. Cette orientation se situe aux antipodes de la thèse de la spécificité. L'approche est beaucoup plus contingente, et la portée théorique plus limitée. Cette approche est plus réaliste mais limite les connaissances de la PME au niveau d'énoncés anecdotiques. Sous couvert de réalisme, on en déduit qu'aucune généralisation n'est possible et que tout est alors affaire de contexte.

À l'approche universelle du courant de la spécificité s'oppose donc l'approche contingente du courant de la diversité. Marchesnay qualifie cet antagonisme de véritable « dilemme » auquel le chercheur en PME se trouve confronté :

« - Rechercher des types idéaux mais se heurter dans ces conditions au risque de non pertinence empirique.

- S'efforcer de serrer au plus près les comportements effectifs et établir des typologies en fonction de chaque problème étudié. Mais dans ces conditions, le risque est grand de multiplier les typologies sans bénéficier d'un cadre de référence général. Ce que gagnent de telles constructions en descriptivité, elles le perdent en prédictivité, comme il l'a souvent été reproché aux approches contingentes. »

Comment concilier ces deux courants de recherche? Comment rendre compte à la fois de la singularité et de la diversité de ces objets particuliers que sont les PME? En somme, comment répondre à ce que Julien et Marchesnay (1992) qualifient de « problématique complexe »? C'est dans cette perspective que s'inscrivent les prolongements de la recherche en PME¹.

Nous allons voir comment cette spécificité et cette diversité apparaissent tant dans le recensement des thèses soutenues en France depuis 1975 que dans la multiplication des revues dédiées au champ des PME et à l'entrepreneuriat. Cette étude se décomposera en deux volets.

- D'une part, les dispositifs académiques de recherche sur les PME seront abordés. Nous évoquerons tout d'abord la production des thèses de doctorat sur les vingt-cinq dernières années. Puis nous analyserons la production d'articles consacrés aux PME, tout d'abord dans quelques revues généralistes d'économie et de gestion, puis dans quelques revues spécialisées. Enfin, nous décrirons les divers réseaux de recherche en PME.

- D'autre part, il sera fourni une liste détaillée des thèses en PME et entrepreneuriat soutenues durant la période 1975-2005.

2. TROIS CENT QUATRE-VINGT-TROIS THÈSES SOUTENUES SUR LA PÉRIODE 1975-2005

La thèse de doctorat est le diplôme universitaire le plus élevé (si l'on excepte l'habilitation à diriger des recherches-HDR² – dont l'objet est de permettre à un enseignant-chercheur d'encadrer des thèses à son

1. Pour une lecture approfondie de l'évolution de la recherche en PME et plus particulièrement l'émergence récente du courant de la dénaturation, nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage *PME : de nouvelles approches*, paru en 1998 aux éditions Economica, ainsi qu'à Torrès et Julien (2005).

2. L'habilitation à diriger des recherches (HDR) est un document écrit qui retrace le parcours de recherche d'un chercheur. Les usages diffèrent selon les disciplines, mais en règle générale la HDR est soutenue cinq à dix ans après la soutenance de la thèse. Au-delà d'une simple synthèse, le chercheur doit montrer la cohérence de ses travaux antérieurs, esquisser les voies de recherches futures et enfin montrer son aptitude à l'encadrement d'une recherche. Tout comme la thèse, l'HDR donne lieu à une soutenance et à la production d'un rapport. Toutefois, le jury ne décerne pas de mention. Rares sont les chercheurs français ayant soutenu une HDR dans le domaine de l'entrepreneuriat ou des PME. On peut toutefois citer de simple mémoire Mohamed Bayad, Bernard Belletante, Alain Fayolle, Alice Guilhon, Franck Lash, Loïc Mahéroult, Christophe Schmitt, Olivier Torrès, Thierry Verstraete, Thierry Volery... Les banques de données actuelles ne permettent pas cependant de recenser de manière efficiente toutes les HDR.

tour). Le travail doctoral s'effectue généralement au sein d'un laboratoire de recherche. Les laboratoires de recherche sont des organismes rattachés soit aux universités, soit au CNRS, avec pour but de développer des recherches selon un ou plusieurs axes. La délimitation des axes est importante car ce sont eux qui définissent la politique de recherche du laboratoire. Ces axes vont déterminer non seulement les sujets des thèses des doctorants mais aussi la politique de publications dans les revues et de communications dans les colloques des membres du laboratoire. La reconnaissance des laboratoires par le ministère s'effectue selon un processus quadriennal. Afin de fédérer un corps professoral étoffé, les laboratoires se déclinent souvent en plusieurs équipes aux thématiques diverses et adoptent généralement des intitulés très généraux. Cela fait qu'il n'existe pas à notre connaissance de laboratoire en France qui ait retenu le sigle PME dans son intitulé. On peut en revanche évoquer l'existence de plusieurs équipes de recherche spécialisées en entrepreneuriat et/ou PME. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous citerons l'équipe SEPT (Stratégie des entreprises de petite taille), dirigée par Michel Marchesnay et Colette Fourcade au sein de l'ERFI (Équipe de recherche sur la firme et l'industrie), de l'université Montpellier-I, l'équipe « Entrepreneuriat et stratégie », sous la direction de Thierry Verstraete, au sein de l'IFREGE (Institut fédératif de recherche en gestion) de Bordeaux-IV, et enfin le Centre normand de la moyenne entreprise (CNME), fondé par Luc Boyer et Patrick Joffre, de l'université de Caen-Basse-Normandie. Notons également l'existence d'une Équipe de recherche technologique (ERT) « Entrepreneuriat et processus d'innovation », fondée par Alain Fayolle à l'Institut national polytechnique de Grenoble.

Le laboratoire de recherche est le lieu de prédilection pour préparer une thèse. La thèse de doctorat dure généralement trois ans, période à l'issue de laquelle le candidat doctorant est invité à soutenir sa thèse devant un jury de cinq personnes (un président, deux rapporteurs provenant d'universités extérieures et deux suffragants¹). À l'issue de la soutenance, le jury délivre une mention au candidat et lui décerne le titre de docteur. La mention obtenue (passable, honorable, très honorable et très honorable avec les félicitations du jury) est en principe un indicateur de la qualité de la thèse. Les mentions passable et honorable sont relativement rares et les félicitations oscillent entre 10 et 20 % des thèses. C'est le rapport de soutenance que rédige le président du jury qui donne l'aperçu le plus fidèle de la qualité de la thèse et de son apport aux connaissances. Cette information n'est cependant pas disponible dans les banques de données que nous avons interrogées.

1. Les suffragants sont les membres du jury qui ont un droit de suffrage lors du vote de la mention du candidat.

En France, 383 thèses ont été soutenues durant la période de 1975 à 2005 (voir annexe 1¹). Ce sont principalement les thèses dont le titre mentionne de manière explicite les PME qui ont été sélectionnées. Quelques nuances doivent être apportées. Certains titres se réfèrent à la seule petite entreprise ou à la seule moyenne entreprise. D'autres, très rares toutefois, font référence aux TPE (très petites entreprises).

L'analyse de la production de thèses en PME (voir notice méthodologique) s'avère très riche et pleine d'enseignement tant sur le plan des ancrages disciplinaires (gestion, économie, sociologie, géographie...) que sur le plan des thèmes et des sujets. Si certaines problématiques reviennent sans cesse tout au long de cette période, nous verrons également que les sujets tendent à devenir de plus en plus ciblés, précision inhérente à l'évolution de la pensée scientifique qui investit des champs sans cesse renouvelés mais qui se fondent aussi sur l'état du stock de connaissances précédentes.

Cette analyse permet également de mettre en évidence des pôles d'excellence, souvent initiés par des chercheurs, pionniers dans le domaine, qui ont su fédérer autour d'eux des équipes de recherche parfois reconnues internationalement.

2.1. Une progression ininterrompue jusqu'à la fin des années 2000 à laquelle succède un fléchissement

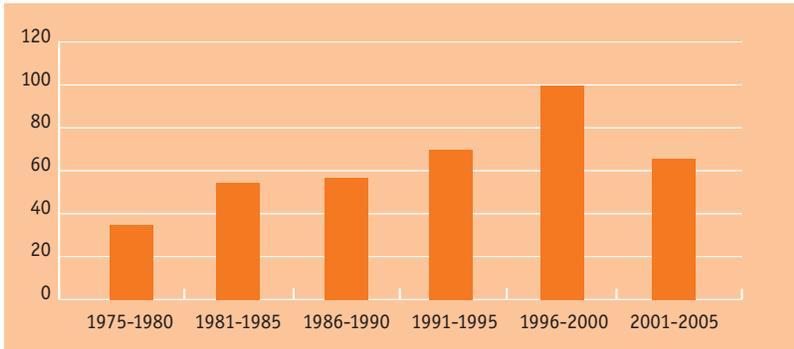
Tableau 1 : Nombre de thèses soutenues en France dans le champ de la PME (1975-2005)

Période	Nombre de thèses
1975-1980	35
1981-1985	55
1986-1990	57
1991-1995	69
1996-2000	101
2001-2005	66

1. Le champ des PME n'est qu'un aspect du domaine plus global de l'entrepreneuriat. L'entrepreneuriat est une véritable discipline à part entière aux États-Unis et regroupe des travaux relevant de divers champs comme le *small business*, le *family business*, l'innovation, le venture capital... Dans notre travail de recensement, nous avons parfois identifié des thèses qui, bien que ne faisant pas explicitement référence aux PME dans leur titre, s'inscrivent dans des problématiques entrepreneuriales. Nous les avons regroupés dans l'annexe 2. Cette annexe 2 tient également compte du travail effectué par Robert Paturel sur les thèses en entrepreneuriat et de la liste des thèses recensée par l'Académie de l'entrepreneuriat. Mais en aucune manière cette annexe 2 n'est exhaustive. La multiplicité des aspects que l'on peut intégrer à l'entrepreneuriat aurait alourdi cette étude et considérablement allongé le temps qui nous était imparti pour la réaliser.

Si l'on retrace l'histogramme du nombre des thèses sur la période 1975-2005, la progression apparaît continue sur une longue période de vingt-cinq ans de recherche, avec toutefois un fléchissement sur la période 2001-2005. Comment expliquer cette tendance longue puis cet apparent revirement ?

Graphique 1 : Nombre de thèses soutenues en France dans le champ de la PME (1975-2005)



En l'espace de deux décennies, la production des thèses en PME a quasiment triplé, passant de 35 thèses durant la période 1975-1980 à 101 sur la période 1996-2000. Cette progression montre l'intérêt croissant du champ des PME ces trente dernières années. La fin des trente glorieuses, que les économistes ont qualifiée de crise du modèle fordiste, traduit aussi le renouveau de la forme PME, dont les traits caractéristiques sont devenus des vertus : dynamisme, réactivité, souplesse, flexibilité... Il est vrai que tous ces traits s'avèrent, en période de crise, des atouts majeurs. L'attrait suscité par les PME n'est pas uniquement économique. Ce mouvement exprime aussi une tendance profonde d'évolution de la société française vers le rejet du gigantisme, une aspiration à la décentralisation et à l'abandon des systèmes taylorisants.

Mais à partir de la période 2001-2005, le nombre de thèses semble se réduire et revenir au score du début des années 1990. Selon nous, cette évolution résulte de deux phénomènes :

- a) un effet de substitution avec le champ en entrepreneuriat en pleine émergence ;
- b) une diminution du corps professoral spécialisé en PME.

a) En effet, à partir de la fin des années 1990, de nombreuses thèses vont davantage s'intéresser aux phénomènes d'entrepreneuriat (création d'entreprise, innovation, capital-risque, essaimage, rôle de l'entrepreneur...). Ainsi, aux travaux en PME considérée comme une entité déjà constituée, on doit ajouter les travaux sur l'entrepreneur appréhendé

comme un créateur d'entités nouvelles. Loin de se tarir, la recherche en PME et les travaux en entrepreneuriat se complètent et se développent de concert, comme en atteste la création en 1998 de l'Académie de l'entrepreneuriat. De même, l'Association internationale de recherche en PME va devenir, en 2002, l'Association internationale de recherche en entrepreneuriat et PME (AIREPME) (voir la partie sur les réseaux de recherche). De ce fait, et compte tenu de notre méthode de recensement des thèses en PME, de nombreuses thèses ne sont plus répertoriées bien qu'en fait elles demeurent proches des problématiques des entreprises de petites tailles. C'est dans cet esprit que nous avons ajouté en annexe 2, mais sans prétendre à l'exhaustivité, plusieurs dizaines de thèses complémentaires. On peut y observer que la production doctorale en entrepreneuriat est en nette progression, passant d'un rythme moyen d'une thèse par an sur la période 1985-1995 à une cadence moyenne annuelle d'environ cinq thèses sur la période 2000-2005.

Cette progression est-elle la première étape d'une reconnaissance par le monde académique d'un champ de recherche jusqu'alors trop délaissé? Est-ce enfin une réponse adaptée à la demande croissante des pouvoirs publics et surtout des collectivités territoriales, lesquelles ont besoin d'informations de plus en plus précises sur les entreprises de leur territoire? C'est ce dernier point qui semblerait expliquer l'ancrage de nombreux titres de thèses dans des régions françaises (voir le tableau de répartition spatiale).

b) Mais malgré cette évolution, l'ensemble de la production (PME + entrepreneuriat) accuse encore une baisse sensible. La raison est certainement liée à la démographie du corps professoral. De nombreux grands producteurs de thèse partent ou sont déjà partis en retraite. Cette génération de directeurs de thèses peine à trouver des successeurs, à tel point que le nombre de professeurs en exercice spécialisés en management des PME se comptent sur les doigts d'une main. Il en va de même pour l'entrepreneuriat, bien que des collègues comme Alain Fayolle, Émile-Michel Hernandez, Thierry Verstraete et d'autres encore commencent à développer de véritables programmes de recherche. Mais c'est dans les années à venir que l'on en mesurera les résultats, et, si d'autres vocations ne se font pas jour, on peut imaginer que le flux de thèses en PME et entrepreneuriat ne sera pas à la hauteur des grands défis qui attendent la France et son enseignement supérieur. Si ce sont les doctorants qui font les thèses, n'oublions pas que ce sont les professeurs qui, en amont, déterminent les programmes de recherche et définissent les sujets de thèse.

2.2. La gestion et l'économie, principales disciplines pourvoyeuses de thèses

Sur le plan des disciplines, la recherche en PME est principalement ancrée dans les sciences de gestion (233 thèses). On trouve ensuite les sciences économiques avec 90 thèses et loin derrière le droit (26 thèses dont 20 en droit privé et 6 en droit public), la géographie (13 thèses), la sociologie (12 thèses), les sciences de l'information et communication (6 thèses)¹ et enfin la psychologie (5 thèses). On notera de manière plus anecdotique deux thèses sur la gestion des déchets, deux en médecine, plus particulièrement sur le rôle de la médecine du travail, et enfin une thèse en pharmacie et une thèse en histoire contemporaine. La recherche doctorale en PME est donc couverte en France par plusieurs disciplines, mais ce sont essentiellement les sciences de gestion qui alimentent la production de thèses en PME. Son objet de recherche étant la performance de l'entreprise, il est naturel que la gestion soit au cœur de la recherche française en PME.

Tableau 2 : Nombre de thèses par discipline

Disciplines	Nombre de thèses sur la période de 1975-2005	Disciplines	Nombre de thèses sur la période de 1975-2005
Sciences de gestion	233	Psychologie	5
Sciences économiques	90	Sciences et techniques des déchets	2
Droit (public et privé)	26	Médecine	2
Géographie	13	Histoire contemporaine	1
Sociologie	12	Pharmacie	1
Information-Communication	6		

Parmi les thèses en sciences de gestion, plus de 60 d'entre elles mentionnent explicitement l'existence de spécificités de gestion des PME. Nous avons vu que la thèse de la spécificité constitue le fondement d'un véritable paradigme au sein de la recherche en gestion des PME. C'est l'existence de ce paradigme qui justifie le clivage entre PME et grandes entreprises et, comme nous le verrons plus loin, légitimera la création de revues, d'associations et de colloques exclusivement consacrés au champ des PME.

1. La plupart des thèses en sciences de l'information et communication sont soutenues à l'université d'Aix-Marseille-III, où un pôle de recherche semble émerger sur le thème des systèmes d'information des PME et de l'Internet.

2.3. Des thèmes abordés très divers

Les thèses abordent généralement plusieurs thèmes à la fois. Ainsi, la thèse suivante de Martine Rispal sera classée à la fois dans les thématiques « coopération », « Europe » et également « dirigeant ». Cela fait que la somme des thèmes abordés excède celle des thèses.

Rispal (Martine)	Les modes de création et de fonctionnement d'accords de coopération transnationaux entre dirigeants de PME-PMI européens : une analyse qualitative inductive.	1993	Bordeaux 1
------------------	---	------	------------

Quatre subdivisions sont opérées en fonction de l'occurrence d'un thème : on distingue arbitrairement les thèmes principaux (plus de 30 thèses), importants (entre 20 et 30 thèses), secondaires (moins de 20 thèses) et mineurs (moins de 5 thèses).

2.3.1. Les thèmes principaux

Tableau 3 : Nombre de thèses par thèmes principaux

Thématiques	Nombre de thèses
Pays en voie de développement, secteur informel, mise à niveau...	77
Financement, banque, endettement, crédit, capital-risque, trésorerie, investissement, crédit-clients, Bourse...	74
Exportation, internationalisation, mondialisation, Europe, interculturel, investissement à l'étranger...	47
Innovation, R&D, technologie, transfert de technologie, productique, automatisation, high-tech...	43
Stratégie, savoir-faire, diagnostic, développement, avantage concurrentiel...	41
Système d'information, veille, informatique, EDI, information, système expert, écoute prospective, intelligence économique, NTIC, traçabilité...	37
Politiques publiques, collectivités territoriales, relations avec l'État, aides, intervention, environnement institutionnel, Région, développement local, cluster...	34

Sept domaines principaux se dégagent nettement des autres : les problématiques de développement dans les pays en voie de développement, les problèmes de financement, l'internationalisation, l'innovation, la stratégie, les systèmes d'information et le rôle de l'État et des collectivités territoriales.

Cette tendance est en cohérence parfaite avec les connaissances actuelles concernant les PME. Nous savons que le financement

demeure encore une difficulté à laquelle les PME sont souvent confrontées. De même, l'innovation, l'internationalisation et l'informatisation sont les voies les plus souvent évoquées pour renforcer la compétitivité des entreprises de petite taille. Ces axes sont illustratifs de l'évolution du monde des affaires vers des schémas de concurrence de plus en plus innovants et mondialisés et de l'importance croissante de l'économie de l'information et de la connaissance. Dans ces conditions, la stratégie, après la finance, apparaît naturellement comme la discipline de gestion la plus souvent mobilisée pour appréhender les pratiques de gestion en PME¹. On peut également noter que ces thèmes sont liés entre eux. Beaucoup de thèses concernant les pays en voie de développement sont naturellement orientées vers les problèmes de financement et d'accès au crédit bancaire. De même, un grand nombre de thèses se consacrant à l'innovation et à l'internationalisation s'inscrivent dans le cadre d'une analyse stratégique. Enfin, le rôle de l'État et plus encore celui des collectivités territoriales ne surprend pas, tant les PME font l'objet en France, surtout ces dernières années, d'une attention accrue des pouvoirs publics.

2.3.2. Les thèmes importants

Tableau 4 : Nombre de thèses par thèmes importants

Thématiques	Nombre de thèses
Coopération, réseau, alliance, joint-venture, groupement, partenariat...	30
Organisation, structure, ingénierie organisationnelle...	29
Performance, résultats...	26
Gestion des ressources humaines, embauche, gestion des cadres, compétences, formation, travail, motivation...	26
Dirigeant	22

Parmi les domaines abordés par 20 à 30 thèses, nous trouvons la coopération, l'organisation, l'analyse de la performance, la GRH et le dirigeant. Ce classement n'est pas surprenant. Le thème de la coopération et des alliances est un thème classiquement abordé en PME. Il est souvent admis que l'insuffisance de moyens incite les PME à rechercher des formes partenariales de développement. L'alliance est souvent une option stratégique qui permet de contourner les dilemmes classiques de la PME (diversification *versus* internationalisation) (Puthod, 1998).

1. Pour une analyse approfondie de la production francophone en stratégie des PME, le lecteur peut consulter utilement l'étude bibliométrique de Boissin, Castagnos et Guieu (1999) réalisée sur la période 1990-1995.

De même, si l'on fait référence à la chaîne de valeur de Michael Porter (1986), on constatera que les thèmes de l'organisation et de la GRH correspondent aux activités de soutien. Selon cet auteur, les activités de soutien viennent à l'appui des activités principales (logistique interne, production, logistique externe, commercialisation et vente, service) en fournissant la technologie et les ressources humaines et en assurant diverses fonctions de l'ensemble de l'entreprise. Or ce sont souvent ces activités, plus que les activités principales, qui posent problème en petite entreprise. Les dirigeants ne voient pas toujours l'utilité immédiate de développer ces fonctions qui paraissent périphériques à leur métier de base. On voit ici combien la recherche peut être utile en orientant ses champs d'intérêt vers des domaines délaissés par les praticiens. La recherche consiste à prendre du recul et à formuler des prescriptions managériales qui n'apparaissent pas spontanément aux yeux des praticiens. Les systèmes d'information et la GRH sont souvent peu développés et peu formalisés en PME. Il y a certainement dans ces domaines des sources de valeur ajoutée qui peuvent être mises à profit pour les PME.

2.3.3. Les thèmes secondaires

Tableau 5 : Nombre de thèses par thèmes secondaires

Thématiques	Nombre de thèses
Analyse sectorielle (tourisme, bâtiment, agro-alimentaire, Internet...)	19
Comptabilité, normes comptables, contrôle de gestion, tableaux de bord, coûts, comptabilité par activités...	14
Juridique, structure de propriété...	11
Marketing, force de vente, prix, étude de marché, commercial...	10
Création, démarrage, entrepreneuriat, intrapreneuriat, essaimage...	9
Conseil	9
Survivance, viabilité, défaillance, faillite...	7
Familial	6
Rural, exploitant agricole...	6
Reprise, transmission, cession...	6
Pays en transition	5
Théorie	5

Certains thèmes sont relativement moins abordés en PME. Par exemple, les aspects comptables (14 thèses) et juridiques (11 thèses) sont généralement externalisés par le dirigeant de PME auprès de son expert comptable, première source de conseil en PME. De même, le recours au conseil n'est pas une pratique développée

dans le monde des PME. Cela peut expliquer que ces thèmes ne soient pas plus présents. En revanche, on peut être fortement surpris par le faible poids que représentent la fonction commerciale et le marketing (seulement 10 thèses sur 383). Cela tient peut-être à l'ancrage disciplinaire des directeurs de thèses, lesquels sont plus souvent des stratèges ou des financiers que des spécialistes de marketing. Cela est paradoxal dans la mesure où la vente et la satisfaction des clients sont souvent considérées comme l'une des préoccupations majeures des dirigeants de petites entreprises.

De même, les problèmes liés aux défaillances d'entreprise ainsi qu'à la reprise ou à la transmission de l'entreprise préoccupent de plus en plus notre société. Il y aura certainement un retard à combler dans les années à venir dans ces domaines précis. Le caractère familial mériterait également une attention accrue. Le domaine du *family business* est une branche très prisée outre-Atlantique, avec sa revue phare *Family Business Review*¹. Enfin, la création semble sous-dimensionnée. Mais cela vient du fait que les thèses sur la création d'entreprise relèvent davantage de l'entrepreneuriat pur que du champ des PME. On retrouve la plupart des thèses sur ce thème dans l'annexe 2, qui regroupe les doctorats ne faisant pas référence explicitement à la notion de PME.

2.3.4. Les autres thèmes

Tableau 6 : Nombre de thèses par thèmes peu traités

Thématiques	Nombre de thèses	Thématiques	Nombre de thèses
Qualité, certification, kanban...	4	Achat	1
Artisanat	4	Éthique	1
Services	4	Gestion de projet	1
Taille	3	Histoire	1
Croissance	2	Pérennité	1
Risque	2	Redéploiement industriel	1
Sous-traitance	2	Religion	1

Nous pouvons regretter que certains thèmes soient aussi peu traités. Nous pensons notamment à la problématique des services. C'est une lacune d'autant moins compréhensible que la « PMisation » de l'économie française a surtout été portée par la tertiarisation. Il est surprenant que seulement quatre thèses sur les 383 répertoriées fassent référence explicitement aux spécificités des services. On retiendra la

1. Pour la situation française, nous renvoyons le lecteur intéressé par ces problématiques aux nombreux travaux développés notamment par José Allouche et Bruno Amann.

thèse pionnière de Jean-Noël Chauvey (1992) sur l'épineux problème de la fixation des prix dans les PME de services. De même, le domaine des achats est quasiment inexistant. Cela n'est pas propre à la recherche en PME mais au management en général. L'achat/approvisionnement est plus rarement abordé que la vente/marketing. On retrouve ce même déséquilibre sur le plan international entre les importations et les exportations. Peut-être parce que l'on croit à tort qu'il est plus facile d'acheter que de vendre.

Le thème de la qualité mériterait également davantage d'investigation. Nous savons depuis la thèse de Messegheem en 1999 que l'adoption d'une certification qualité est fondamentalement contre nature au modèle spécifique de gestion des PME. Les normes de qualité imposent de réduire l'informel, de renforcer l'explicite, d'atténuer la personnalisation, d'accroître les procédures... On parle dans ce cas de « processus de dénaturation », c'est-à-dire un processus par lequel la petite entreprise tend à perdre ses spécificités classiques de gestion pour se rapprocher des standards de management de la grande entreprise (Torrès, 1998).

La sous-traitance et l'artisanat sont aussi insuffisamment abordés. Cela est encore surprenant dans la mesure où la sous-traitance et l'artisanat sont deux secteurs très fortement composés de PME. Une autre surprise vient de l'absence totale de thèse portant sur les domaines de la « concurrence » ou de la « compétition », comme si les PME étaient à l'abri des phénomènes concurrentiels. Cette lacune dans un domaine essentiel du management stratégique est une belle opportunité pour les futurs chercheurs qui désireraient développer des travaux pionniers.

On notera enfin que le thème de l'éthique des affaires n'a produit qu'une seule thèse, celle de Jean-Marie Courrent. Cette situation est en total décalage par rapport aux très nombreux travaux dans le domaine de l'éthique en PME dans les pays anglo-saxons et aux pré-occupations croissantes que les entrepreneurs français expriment. Il en est de même avec le thème de la religion, où l'on note la thèse de Jean-Luc Castro sur l'influence des valeurs catholiques du dirigeant de PME sur son mode de management.

2.4. Une répartition spatiale davantage centrée sur la France et ses anciennes colonies que sur ses partenaires européens et les pays émergents

Tableau 7 : Répartition spatiale des thèses

Pays	Nombre de thèses sur la période de 1975-2005	Pays	Nombre de thèses sur la période de 1975-2005
France	35	Chine	2
Régions françaises	24	Congo	2
Maroc	13	États-Unis	2
Cameroun	11	Italie	2
Côte d'Ivoire	10	Algérie	2
Tunisie	8	Afrique subsaharienne	1
Liban	5	Belgique	1
Japon	4	Burundi	1
Mexique	4	Corée	1
Québec – Canada	4	Espagne	1
Allemagne	3	Gabon	1
Brésil	3	Madagascar	1
Sénégal	3	Mauritanie	1
Burkina	2	Pérou	1

L'analyse des titres montre aussi la diversité spatiale des thèses. La France ainsi que ses régions sont de très loin les plus citées. Relevons que 24 thèses mentionnent très explicitement l'ancrage régional du champ empirique.

Parmi les pays étrangers, relevons d'abord le Maroc et le Cameroun, pays francophones qui entretiennent toujours avec la France des liens privilégiés et dont certains de leurs ressortissants viennent en France pour soutenir une thèse souvent axée sur les problématiques du secteur informel propre aux économies en développement. Le passé colonial de la France surdimensionne les thèses relevant des pays de l'ancien Empire français (Maroc, Tunisie, Côte d'Ivoire, Cameroun, Sénégal, Liban...). On notera aussi un relatif bon score du Canada, porté par les Québécois, dont plusieurs sont venus soutenir leur thèse en France.

On peut regretter le peu de thèses qui se consacrent aux économies dominantes (Japon, Allemagne, États-Unis...). Par exemple, on ne trouve rien sur la Grande-Bretagne, pays pourtant réputé en matière

de PME, dont le rapport Bolton (1971) est très souvent cité comme un rapport précurseur en la matière. De même, l'Allemagne ne concerne que trois thèses. Pourtant le modèle du *Mittelstand* serait certainement un champ d'analyse fructueux pour le tissu des moyennes entreprises françaises. Il en va de même avec le cas italien, dont les districts industriels de type marshallien fourmillent dans la région Nord-Est-Centre, formant ce que les spécialistes appellent la troisième Italie. On notera toutefois les thèses de Francesca Ferri, de Paris-I, et de Stéphane Pautard, de Bordeaux-IV. On peut également regretter qu'une seule thèse ne s'intéresse à l'Espagne. Pourtant, le décollage espagnol des années 1990 doit en grande partie à une forte mobilisation de son tissu entrepreneurial, et des régions comme la Catalogne ou la Galice témoignent chaque jour d'un dynamisme exemplaire.

Au total, les quatre premiers partenaires européens de l'économie française (Allemagne, Italie, Angleterre, Espagne) ne concernent que six thèses. Une analyse comparative prenant comme champ spatial les quatre principaux partenaires de la France serait une bonne piste de recherche à suivre, non seulement sur le plan économique en comparant, par exemple, les politiques publiques d'aides à la création et à la promotion du développement des PME, mais aussi sur le plan du management afin de cerner si les différences culturelles dans des pays économiquement proches peuvent expliquer des différences de performances (en matière de création d'emploi, d'exportation...). De même, les pays émergents comme le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et la Turquie sont relativement absents (cinq thèses au total). Nous ne pouvons qu'encourager les futurs doctorants et les directeurs de thèses à s'intéresser davantage à l'économie et au management des PME de ces pays.

2.5. La classification selon la taille : la très petite entreprise, grande oubliée de la recherche en PME

Le premier constat est que la plupart des thèses s'intéressent aux PME sans tenir compte des sous-catégories liées à la taille. Le sigle PME est utilisé sans plus de précision dans 306 thèses sur les 383.

Pourtant, la recommandation européenne recommande de décomposer les PME en trois catégories selon la taille. Les TPE (très petites entreprises) de moins de 10 salariés, les petites entreprises de moins de 50 salariés et les moyennes entreprises dont l'effectif se situe entre 50 et 250 salariés.

Les TPE constituent la classe d'entreprises la plus nombreuse. Pourtant, lorsque l'on scrute dans le détail les titres de thèses que nous avons recensées, seule trois thèses portent spécifiquement sur les TPE. Il s'agit des thèses de Richard Abiteboul (1993), d'Olivier Cullière (2004) et d'Annabelle Jaouen (2005). Notons également celle de Katherine Gundolf, soutenue en 2006. On remarquera que les trois dernières thèses ont été dirigées par Michel Marchesnay, de l'université Montpellier-I.

Les petites entreprises sont mieux représentées. On dénombre 45 thèses dont une très grande partie concernant les pays en voie de développement. On peut constater également qu'une bonne partie de ces thèses ont été soutenues à l'université de Montpellier sous la direction de Michel Marchesnay, qui a développé un programme de recherche en petite entreprise à la suite de la publication, en 1988, de l'ouvrage codirigé avec Pierre-André Julien (Julien et Marchesnay, 1988, *La Petite Entreprise*, éditions Vuibert).

Les moyennes entreprises totalisent 18 thèses. Là aussi, on peut constater une forte représentation de l'université de Caen sur ce thème. Le Centre normand de la moyenne entreprise joue un rôle indéniable dans la multiplication des travaux dans ce domaine. Cette équipe de recherche organise chaque année une journée d'étude sur les moyennes entreprises. L'ASMEP (Association des moyennes entreprises patrimoniales), fondée par Yvon Gattaz, ancien président du CNPF, est également une structure qui cherche à valoriser les travaux de recherche sur ce thème.

Notons enfin 11 thèses sur les microentreprises et les entreprises unipersonnelles. Cette forme d'entreprise en solo tend à se développer dans nos sociétés, où la création d'entreprise est valorisée. Ces entreprises correspondent parfois à de l'autoemploi (*self employment*) et constituent une solution, parmi d'autres, de lutte contre le chômage. Des dispositifs tels que l'ACCRE (aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises) « visent à inciter les demandeurs d'emploi à créer leur propre emploi ».

Sur le plan méthodologique, nous regrettons que la plupart des chercheurs en PME ignorent la recommandation européenne. Celle-ci stipule qu'une PME est une entreprise de moins de 250 salariés, effectuant un chiffre d'affaires inférieur à 50 millions d'euros et dont le montant total du bilan n'excède pas 40 millions d'euros. En outre, l'entreprise ne doit pas avoir plus de 25 % de ses droits de vote détenus par une tierce entreprise (le principe de l'indépendance du capital).

Beaucoup trop de thèses définissent les PME comme des entreprises de moins de 500 salariés. Cette hétérogénéité dans la fixation des seuils rend difficile les comparaisons de résultats d'une thèse à l'autre.

On peut enfin regretter, même si ce cas est beaucoup plus rare, que certains chercheurs ne tiennent pas compte de l'indépendance du capital et ainsi confondent entreprise et filiale.

Tableau 8 : Nombre de thèses par catégorie d'entreprises

Taille	Nombre de thèses sur la période 1975-2005
Microentreprises, entreprises unipersonnelles	11
Toutes petites entreprises	3
Petites entreprises	45
Moyennes entreprises	18
PME	306

2.6. Montpellier, Bordeaux et Grenoble en tête des directions de thèses

Tableau 9 : Nombre de thèses par directeur de thèses

Nom Prénom	Discipline	Université	Nombre de thèses soutenues (sur la période 1975-2005)
Marchesnay Michel	Gestion	Montpellier I	21
Paturol Robert	Gestion	Grenoble 2 et Toulon	13
Mérigot Jean	Gestion	Bordeaux 1 et 4	11
Conso Pierre	Gestion	Paris 9	8
Perez Roland	Gestion	Montpellier I	6
Boyer André	Gestion	Nice	5
Debourse Jean-Pierre	Gestion	Lille 1	5
Louart Pierre	Gestion	Lille 1 et Toulouse 1	5
Pras Bernard	Gestion	Paris 9 et Aix-Marseille 3	5
Capet Marcel	Gestion	Paris 1	4
Grand Jean-Paul	Gestion	Caen	4
Hirigoyen Gérard	Gestion	Bordeaux 1 et 4	4
Labourdette André	Gestion	Bordeaux 1	4
Martinet Alain-Charles	Gestion	Lyon 3	4
Saporta Bertrand	Gestion	Bordeaux 1 et 4	4
Teller Robert	Gestion	Nice	4

233 professeurs ont encadré au moins une thèse en France sur la période 1975-2005. Le record de thèses encadrées dans le champ est détenu par Michel Marchesnay, de l'université de Montpellier, avec 21 thèses, suivi par Robert Paturel, de l'université de Toulon, avec 13 thèses, et Jean Mérigot, de l'université de Bordeaux, avec 11 thèses. Les 16 premiers directeurs totalisent 106 thèses sur un total de 383, soit près de 30 % des thèses.

Ce tableau révèle d'une part que le champ des PME est largement l'apanage des sciences de gestion puisque les 16 professeurs les plus actifs sont tous des chercheurs en gestion.

Sur le plan collectif, trois universités se distinguent par le niveau de leur production. Tout d'abord Montpellier, sous le leadership de Marchesnay (21), suivi de Perez (6), Mahé de Boislandelle (3) et Dupuy (2). À ce pôle, on doit ajouter celui de Bordeaux 1, dont les gestionnaires sont désormais à Bordeaux 4, avec un total de 26 thèses notamment sous l'impulsion de Mérigot [Mérigot (11), puis Labourdette (4), Hirigoyen (4) et Saporta (4), Bertonèche (3)]. On notera enfin les bonnes positions des universités de Grenoble sous l'impulsion de Paturel, aujourd'hui à Toulon, et de Paris 9-Dauphine (Conso, Pras...).

Ce tableau montre également que le champ des PME semble davantage intéresser les universités provinciales que parisiennes. Cette prégnance régionale de la recherche en PME peut s'expliquer par la plus forte proportion de PME dans les tissus industriels régionaux.

II. Les revues, ressources primordiales de la publication scientifique



La revue est une ressource clé de la production scientifique. Dans les CV des chercheurs, les articles publiés dans des revues à comité de lecture sont toujours mieux considérés que les communications en congrès et les ouvrages. Cela tient au fait que la publication d'un article doit respecter des conditions très strictes. Le chercheur envoie sa proposition d'article « anonyme » au directeur de la revue. Ce dernier choisit généralement deux rapporteurs (parfois trois selon les revues) qui ne connaissent pas l'auteur. Le processus d'évaluation se fait ainsi à l'aveugle. C'est la condition *sine qua non* d'un processus d'évaluation équitable et compatible avec les exigences de qualité. L'anonymat libère les évaluateurs de toute forme d'obligation sociale et leur permet de s'exprimer librement. Quelle que soit la nature de celui qui propose un article (du doctorant débutant au chercheur confirmé ou à forte notoriété), le processus est toujours le même. Les évaluateurs disposent généralement de deux à trois mois pour produire un rapport écrit en spécifiant les points forts et les points faibles de l'article et *in fine* formuler leur avis quant à une éventuelle publication. Les avis sont généralement formalisés de la façon suivante : acceptation pour publication en l'état, acceptation avec révisions soit majeures, soit mineures, rejet définitif. Il est très rare qu'une proposition reçoive un avis favorable en l'état. En revanche, les taux de rejet peuvent atteindre 80 % des articles proposés dans les revues les plus prestigieuses. En fait, dans la plupart des cas, les rapporteurs demandent des révisions mineures ou majeures. Ainsi s'instaure une navette entre les rapporteurs et l'auteur. Le processus peut être plus ou moins long (de quelques semaines à plusieurs années) selon l'ampleur des révisions demandées par les rapporteurs et la célérité des corrections réalisées par l'auteur. Dans les plus grandes revues, le processus peut faire deux à trois allers-retours et prendre plusieurs années. En cas d'avis opposés de la part des rapporteurs, l'éditeur de la revue peut soit demander une nouvelle expertise, soit trancher lui-même. Une fois le processus terminé, l'auteur reçoit une lettre d'acceptation ou de refus de l'éditeur de la revue. Précisons que l'auteur de l'article ne perçoit aucune rémunération pour sa publication. La publication scientifique dans les revues académiques n'engendre pas de droits d'auteurs.

C'est notamment parce que ce n'est pas le cas lors de la publication d'un ouvrage que ce dernier est moins valorisé qu'un article dans la hiérarchie des publications. La publication d'un ouvrage doit satisfaire la plupart du temps des conditions financières et commerciales. Un éditeur ne prend le risque de publier que s'il a l'assurance de vendre un minimum d'ouvrages. La décision de publication découle non seulement de la qualité scientifique de l'ouvrage mais aussi d'un calcul de rentabilité. Ce qui n'est pas le cas pour un article.

1. UNE RELATIVE FAIBLESSE DU THÈME PME DANS LES PRINCIPALES REVUES GÉNÉRALISTES FRANÇAISES

Afin d'apprécier le poids de la recherche en PME dans la recherche française, il était tentant de repérer les articles en PME dans des revues dites généralistes tant en sciences économiques qu'en sciences de gestion. Nous avons sélectionné cinq revues : la *Revue d'économie politique*, la *Revue d'économie industrielle*, la *Revue économique*, la *Revue française d'économie* et la *Revue française de gestion*. Le tableau suivant fournit la liste exhaustive des articles répertoriés sur la période 1995-2004.

Tableau 10 : Articles en PME (1995-2004)

Revue	Titre de l'article	Auteur	Année
Revue d'économie politique	Pour la construction de l'espace financier des PME : identification des vides de financement et implications politiques	Sylvie CIEPLY	Vol. 106 - N° 4, 1996
Revue d'économie industrielle	Contribution à une approche marshallienne de la petite entreprise	Richard ARENA Paul Marie ROMANI	N° 86, 1998
Revue d'économie industrielle	Performance à l'exportation et innovation technologique dans les PME manufacturières	Élisabeth LEFEBVRE Louis LEFEBVRE Mario BOURGAULT	N° 77, 1996
Revue économique	Microentreprises, croissance et mutations de l'emploi dans les pays en transition	Gérard DUCHENE Philippe RUSIN	Vol. 53 - N° 3, 2002
Revue économique	Participations bancaires dans le capital des PME et cycles réels. Un modèle théorique	Nicolas EBER	Vol. 49 - N° 3, 1998
Revue française de gestion	Les problématiques de diagnostic et de projection dans les PMI	Hervé GOY Robert PATUREL	N° 150, 2004
Revue française de gestion	Apprentissage organisationnel et développement durable. La norme AB en PME	Éline NICOLAS	N° 149, 2004
Revue française de gestion	Les NTIC dans les PME : stratégies, capacités organisationnelles et avantages concurrentiels	Serge AMABILE Martine GADILLE	N° 144, 2003
Revue française de gestion	La petite entreprise : sortir de l'ignorance	Michel MARCHESNAY	N° 144, 2003
Revue française de gestion	Petitesse des entreprises et grossissement des effets de proximité	Olivier TORRÈS	N° 144, 2003
Revue française de gestion	Éthique et petite entreprise	Jean-Marie COURRENT	N° 144, 2003
Revue française de gestion	Petite entreprise et stratégie collective de filières	Saïd YAMI	N° 144, 2003

Revue française de gestion	Petite entreprise et stratégie collective de filières	Marion POLGE	N° 144, 2003
Revue française de gestion	Les petites entreprises des métiers d'art	Stéphanie LOUP	N° 144, 2003
Revue française de gestion	Évaluation des PME défaillantes lors d'un plan de cession	Marie-Christine BARBOT	N° 140, 2002
Revue française de gestion	Mesurer les phénomènes agissant sur la transmission des PME familiales	Slimane HADDADJ Aude d'ANDRIA	N° 132, 2001
Revue française de gestion	Le processus d'innovation dans les PME	Frédéric BOUGRAIN	N° 124, 1999
Revue française de gestion	Les PME et la qualité : diffuser l'innovation en gestion grâce à une démarche collective	Robert PATUREL Nathalie BARRIOL	N° 122, 1999
Revue française de gestion	Comment aider les petites entreprises jeunes ?	Sylvie SAMMUT	N° 121, 1998
Revue française de gestion	Quel marketing pour les très petites entreprises ?	Jean-Claude PACITTO	N° 121, 1998
Revue française de gestion	Normalisation comptable et inertie face au changement dans les PME	Bernadette BAC-CHARRY	N° 121, 1998
Revue française de gestion	Le financement des PME africaines : comment mesurer les risques ?	Paul SECA-ASSABA	N° 119, 1998
Revue française de gestion	Design management : les PME aussi	Monique BRUN	N° 117, 1998
Revue française de gestion	Les atouts des entreprises moyennes	Patrick JOFFRE Sylvain WICKAM	N° 116, 1997
Revue française de gestion	Entreprises moyennes : structures de propriété et comportement stratégique	Fabrice LE VIGOREUX	N° 116, 1997
Revue française de gestion	La moyenne entreprise existe-t-elle ?	Michel MARCHESNAY	N° 116, 1997
Revue française de gestion	Le profil du dirigeant de moyenne entreprise	Bertrand DUCHENEAUT	N° 116, 1997
Revue française de gestion	Le Mittelstand industriel allemand : des atouts spécifiques... et des interrogations	Sabine URBAN	N° 116, 1997
Revue française de gestion	Italie : la compétitivité des entreprises spécialisées de taille intermédiaire	Jacques LIOUVILLE Constantin NANOPOULOS	N° 116, 1997
Revue française de gestion	Les PMI face à la planification stratégique	Roland CALORI Philippe VERY Jean-Luc ARREGLE	N° 112, 1997
Revue française de gestion	Un outil de diagnostic pour les alliances de PME	Dominique PUTHOD	N° 110, 1996
Revue française de gestion	Le financement des PME innovatrices : le temps du partenariat	Pia IMBS	N° 104, 1995

La recherche académique française en PME

REGARDS SUR LES PME
N° 14

L'ÉTUDE

II. Les revues

43

Ces résultats appellent de nombreux commentaires. Tout d'abord, ils mettent en évidence une fois de plus l'énorme disproportion entre les sciences économiques et les sciences de gestion que nous avons relevée dans l'étude des thèses.

Tableau 11 : Nombre d'articles en PME par revue

Revues	Nombre d'articles dont le titre mentionne les PME sur la période 1995-2004
Revue française d'économie	0
Revue d'économie politique	1
Revue économique	2
Revue d'économie industrielle	2
Revue française de gestion	27

Le nombre d'articles évoquant les PME est de deux dans la *Revue d'économie industrielle*, deux pour la *Revue d'économie politique* et un seul pour la *Revue économique*. Aucun article n'a été recensé dans la *Revue française d'économie*. Ainsi, sur les dix dernières années (1995-2004), les quatre principales revues françaises d'économie ne comptent à leur actif que cinq articles sur un total que l'on peut estimer entre 700 et 800 articles. Tandis que la *Revue française de gestion* compte à elle seule 27 articles¹.

Comment expliquer la quasi-absence de considération des sciences économiques vis-à-vis du champ PME? Peut-être par le fait que l'économie d'entreprise demeure une branche d'étude secondaire au sein des sciences économiques. Si l'entreprise en tant qu'objet de recherche est peu abordée, on ne voit pas pourquoi la PME le serait davantage. Par ailleurs, la focalisation sur les problèmes des PME pré-suppose que l'on adhère à un découpage des entreprises en fonction de leur taille. Or la taille est une dimension organisationnelle qui intéresse davantage les gestionnaires que les économistes.

Cela fait que c'est dans la *Revue française de gestion* (RFG) que l'on trouve le plus d'articles. Il est à noter que cette revue a consacré deux numéros thématiques, d'une part, aux petites entreprises (« La petite entreprise : sortir de l'ignorance », sous la direction de Michel Marchesnay en 2003) et, d'autre part, aux moyennes entreprises (« Entreprises moyennes : le retour? », sous les directions de Patrick Joffre et Sylvain Wickam en 1997). Ces numéros thématiques ont contribué à fournir six articles chacun. Mais même en pondérant l'impact des numéros thématiques, la production d'articles en PME demeure constante dans la RFG. On compte en moyenne deux à trois

1. Ce constat rejoint celui de Boissin, Castagnos et Guieu (1999). Sur une période antérieure à la nôtre (1990-1995), leur étude bibliométrique recense seulement deux articles dans la *Revue d'économie industrielle* et 19 articles pour la *Revue française de gestion*.

articles par an. On notera aussi le grand nombre de contributeurs. Mais cette relative bonne performance de la RFG comparativement aux revues d'économie ne doit pas faire illusion. Non seulement le score est amplifié par les deux numéros spéciaux comme on l'a vu, mais encore la RFG édite six numéros par an avec en moyenne 12 articles par numéro. Cela fait que, sur la période considérée, près de 700 articles ont été publiés. Ce qui ramène les 27 articles en PME à moins de 4 % de l'ensemble.

L'analyse des articles en PME dans les revues généralistes met nettement en évidence le caractère mineur de la recherche en PME en France. Cependant, on peut aussi supposer que la quasi-absence d'article en PME provient de l'existence de revues dédiées exclusivement à la PME. Il y aurait alors un effet de substitution, les chercheurs « PMistes » préférant publier dans des revues spécialisées plutôt que généralistes. Ainsi, on tiendrait une autre explication de la raréfaction des articles en PME dans les revues généralistes. Au fur et à mesure de la structuration d'un champ, ce dernier tend à s'autonomiser en organisant ses propres congrès et revues. De ce fait, attirant les spécialistes du champ, il les détourne des revues généralistes. Comme le notent Boissin, Castagnos et Guieu (1999 : 4), « *l'existence d'une revue spécifique constitue un fait marquant, significatif de la maturation d'une problématique. S'il existe une revue spécifique, c'est que le champ de recherche est considéré comme important par les acteurs qui y opèrent et interagissent avec d'autres champs de recherche.* »

2. QUARANTE REVUES SPÉCIALISÉES EN PME ET ENTREPRENEURIAT, NOTAMMENT ANGLO-SAXONNES

Au total, ce sont 40 revues qui sont répertoriées. Le chercheur en PME a donc de très nombreuses possibilités de publier dans son domaine. Si la plupart des revues sont en langue anglaise, en raison des nationalités américaine et britannique des fondateurs des revues, il demeure quelques revues francophones. La plus cotée d'entre elles, car la plus ancienne, est la *Revue internationale PME*, fondée par Pierre-André Julien, de l'université de Trois-Rivières au Québec, avec l'appui de Michel Marchesnay en France et de Robert Wtterwulghé en Belgique.

Tableau 12 : Revues spécialisées en PME et entrepreneuriat

Revue	Date de création	Pays	Langue de publication
Zeitschrift für KMU und Entrepreneurship Ancien titre : Internationales Gewerbearchiv. Zeitschrift für Klein und Mittelunternehmen	1952	Saint Gall (Suisse) Munich (Allemagne)	Allemand
Journal of Small Business Management	1963	États-Unis	Anglais
Small Business Economic Trends	1973	Washington (États-Unis)	Anglais
Entrepreneurship, Theory and Practice Ancien titre : American Journal of Small Business	1976	Baylor University (États-Unis) Oxford (Royaume-Uni)	Anglais
Technovation (International Journal of Technical Innovation & Entrepreneurship)	1981	Royaume-Uni	Anglais
International Small Business Journal	1982	Kingston University (Royaume-Uni)	Anglais
Journal of Small Business & Entrepreneurship Ancien titre : Journal of Small Business Canada	1983	Toronto (Canada)	Anglais Français
Journal of Business Venturing	1985	États-Unis	Anglais
Family Business Review	1988	Family Firm Institute, Boston (États-Unis)	Anglais
Piccola Impresa/Small Business	1988	Milan et Urbino (Italie)	Italien Anglais Français
Revue internationale PME	1988	Trois-Rivières (Canada)	Français
Entrepreneurship and Regional Development	1989	Dublin (Irlande) Caroline du Sud (États-Unis)	Anglais
Journal of Business and Entrepreneurship	1989	New Mexico State University (États-Unis)	Anglais
Small Business Economics	1989	Berlin (Allemagne) Babson (États-Unis)	Anglais
International Journal of Small Enterprise Development	1990	-	Anglais
Journal of Small Business Strategy	1990	Pennsylvania (États-Unis)	Anglais
Small Enterprise Development	1990	Londres (Royaume-Uni)	Anglais
Journal of Entrepreneurial Finance and Business Ventures Ancien titre : Journal of Small Business	1991	États-Unis	Anglais
Småföretag och regional utveckling	1991	Suède	Suédois
Entrepreneurship, Innovation & Change	1992	-	Anglais

Journal of Entrepreneurship	1992	Entrepreneurship Development Institute of India, Inde	Anglais
Journal of Enterprising Culture	1993	World Scientific (Singapour)	Anglais
Journal of Small Business & Enterprise Development Ancien titre : Small Business and Enterprise Development	1993	-	Anglais
Small Enterprise Research	1994	Newcastle (Australie)	Anglais
Academy of Entrepreneurship Journal	1995	États-Unis	Anglais
Entrepreneurial Executive	1995	Academy of Entrepreneurship (États-Unis)	Anglais
International Journal of Entrepreneurship	1995	États-Unis	Anglais
International Journal of Entrepreneurial Behaviour and Research	1995	Royaume-Uni	Anglais
Journal of Applied Management & Entrepreneurship	1996	Nova Southeastern University Floride (États-Unis)	Anglais
Journal of Developmental Entrepreneurship	1996	Norfolk State University Syracuse University (États-Unis)	Anglais
Journal of Entrepreneurship Education	1998	-	Anglais
New England Journal of Entrepreneurship	1998	Sacred Heart University, Fairfield (États-Unis)	Anglais
Journal of Research in Marketing and Entrepreneurship	1999	Eastern Washington University (États-Unis)	Anglais
International Journal of Entrepreneurship and Innovation	2000	Royaume-Uni	Anglais
International Journal of Entrepreneurship and Innovation Management	2001	Royaume-Uni	Anglais
Revue de l'entrepreneuriat	2001	France	Français
International Journal of Entrepreneurship Education	2002	Irlande	Anglais
Journal of International Entrepreneurship	2003	Glasgow (Royaume-Uni)	Anglais
International Journal of Entrepreneurship and Small Business	2004	Royaume-Uni	Anglais
International Journal of Globalisation and Small Business	2004	Royaume-Uni	Anglais

La recherche académique française en PME

REGARDS SUR LES PME N° 14

L'ÉTUDE

II. Les revues

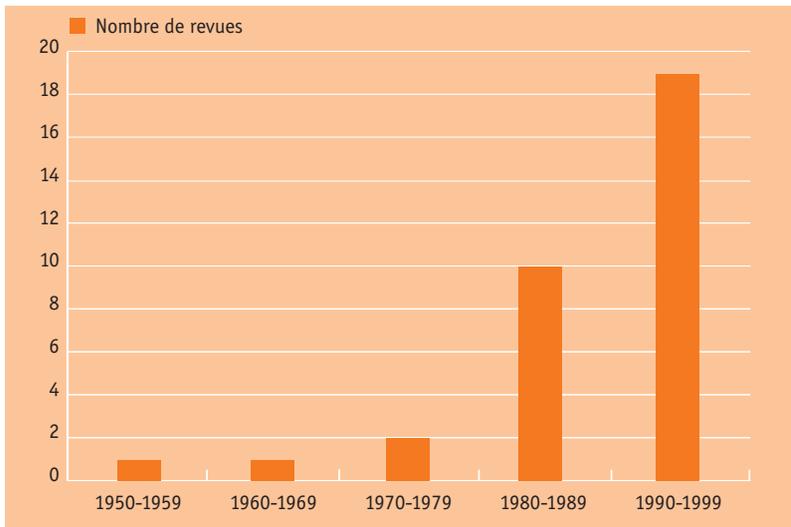
47

2.1. Une forte progression du nombre de revues depuis les années 1980

En regroupant le nombre de revues par décennie, la progression est fulgurante. Le décollage commence dans les années 1980 et se poursuit dans les années 1990. Si l'on ajoute la période après 2000-2004, nous observons la création de sept revues supplémentaires, ce qui signifie que le taux de croissance de création de revues en PME et entrepreneuriat se stabilise mais se maintient au même niveau que la décennie 1990.

48

Graphique 2 : Évolution du nombre de revues



La progression du champ commence nettement aux débuts des années 1980. Cette période n'est pas anodine. Elle correspond à l'après-for-disme et à la fin des trente glorieuses (1945-1975). L'économie mondiale entre dans une période post-industrielle où les unités indépendantes et de petite taille redeviennent l'élément clé. En somme, le monde académique semble réagir avec son temps.

Sur les 40 revues, 36 sont en langue anglaise. La domination est incontestable. Dix-sept revues émanent des États-Unis et 10 du Royaume-Uni. À cela, d'autres pays comme la Suède, l'Italie ou l'Allemagne ont également créé des revues dont la langue de publication est l'anglais. Notons que l'Espagne est totalement absente. Il n'existe pas à notre connaissance de revues en PME ou en entrepreneuriat en langue espagnole. On remarquera également que le terme «international» est souvent utilisé dans le titre des revues anglo-

saxonnes (11 au total). En France, les titres des revues sont rarement tournés vers l'international. On peut même observer l'inverse, avec une tendance à qualifier la revue de « française » (*Revue française d'économie*, *Revue française de gestion*). Lors de sa genèse en 2001, la *Revue d'entrepreneuriat* a failli s'intituler la *Revue française d'entrepreneuriat*. Il aura fallu l'intervention de nos collègues québécois pour ôter la référence strictement française. Remarquons également que la seule revue francophone en PME qui contienne le terme « international » est la *Revue internationale PME...* créée par nos collègues québécois de Trois-Rivières. La recherche ne peut plus se satisfaire des sphères strictement nationales. Elle est aujourd'hui largement mondialisée. À cet égard, toutes les revues anglo-saxonnes créées depuis l'an 2000 comportent le terme « international ».

La plus ancienne des revues a plus de 50 ans tandis que les plus récentes ont quelques mois. Certaines sont confortablement établies et reconnues depuis plusieurs décennies tandis que d'autres doivent faire leur preuve afin de trouver leur lectorat et, problème le plus épineux de l'édition scientifique, leur équilibre financier. Bien des revues ont été créées par le passé et ont disparu quelques années plus tard. L'organisme suédois Information Centre for Entrepreneurship (ICE) recense près de 80 revues, dont plusieurs d'entre elles ne sont plus aujourd'hui publiées. Sur la dernière décennie, on note la création de 14 revues. Cette inflation peut s'expliquer pour des raisons de spécialisation. Les revues généralistes dans le domaine de l'*entrepreneurship* et du *small business* existent maintenant depuis de nombreuses années. Les hiérarchies établies paraissent relativement immuables¹. Mais il demeure des « niches » de publication sur des sujets précis. Des revues voient le jour en mêlant l'entrepreneuriat à la finance, au marketing, aux problèmes spécifiques de l'enseignement ou de l'innovation. Cette spécialisation croissante est inhérente à la logique de développement scientifique. À cela, il faut ajouter le prestige et la quête de leadership à laquelle se livrent les institutions universitaires et de recherche du monde entier. La recherche est une activité mondialisée et hautement concurrentielle. Une université ou une *business school* peut fonder son avantage concurrentiel grâce à ses revues. La revue est une véritable ressource au sens stratégique du terme. L'université de Trois-Rivières à Québec domine la recherche francophone en PME non seulement en raison du dynamisme de ses chercheurs mais aussi grâce à la *Revue Internationale PME*, qui est la

1. Il sera intéressant de suivre dans les prochaines années l'évolution de la nouvelle revue *Strategic Entrepreneurship Journal*, dont le premier numéro est prévu pour fin 2007. L'ambition affichée par la Strategic Management Society, à l'origine de cette initiative, est d'en faire rapidement une revue de haut rang, à l'instar de la revue *Strategic Management Journal*.

plus ancienne et la plus cotée des revues en langue française dans le domaine. De même, les rencontres de Saint Gall, en Suisse, sont renommées pour les mêmes raisons. Des petits pays comme la Suisse et le Québec ont réussi là où la France a plus de mal à percer. Faut-il y voir un manque de dynamisme des chercheurs français? Nous ne le pensons pas. Nous avons vu que la production de thèses en France est relativement soutenue et que le nombre de professeurs ayant encadré des thèses est important, avec des pôles d'excellence qui s'affirment dans ce domaine (Montpellier, Bordeaux, Grenoble, Caen...). Est-ce alors une absence de moyens et de prise de risque? Certainement. Les investissements à consentir pour créer une revue sont importants et seule la durée confère à ce type d'entreprise un retour sur investissement.

2.2. Vertus et limites du « ranking »

Face à cette importante offre de publication, le chercheur peut être désorienté. Quelles revues choisir? Autrement dit, toutes ces revues sont-elles égales? Certaines sont-elles plus prestigieuses que d'autres? Il y a aujourd'hui une tendance à classer les revues, ce que les Anglo-Saxons appellent le *ranking*. Cette tendance se propage aussi en France. En 2003, le CNRS a débuté un travail de formalisation du niveau des revues académiques de la section n° 37 « économie et société », qui regroupe les sciences économiques et les sciences de gestion. Ce classement « *est conçu comme un outil d'aide à la décision et non pas comme un outil absolu de classement qui se substituerait à une instance d'évaluation et de jugement scientifique* ». L'objectif est de fournir une liste permettant de repérer les revues en fonction de leur notoriété et de l'ampleur de leur diffusion. Ainsi, dans chaque domaine, les revues sont classées en quatre catégories :

- rang A : les revues d'excellence et unanimement reconnues dans un champ de recherche,
- rang B : les revues de haute qualité, moins diffusées en raison de thématiques pointues, d'audiences disciplinaires ou géographiques plus restreintes,
- rang C : les revues internationales de référence dans un champ de recherche,
- rang D : les autres revues académiques à comité de lecture, de diffusion moins large ou d'audience principalement nationale.

La démarche utilisée par le CNRS s'est appuyée sur une concertation la plus large possible en sollicitant des experts des différents domaines à la fois en France et à l'étranger. « *Cette démarche, reposant à la fois sur l'expertise et la concertation, vise une validation et*

une acceptation collective par l'ensemble des chercheurs et enseignants-chercheurs par l'explicitation d'une connaissance commune de la communauté sur les revues que nous reconnaissons collectivement comme importantes. »

Le document répertorie 16 domaines différents : revues généralistes ; comptabilité et contrôle de gestion ; développement et transition ; droit et économie ; économie publique et choix collectifs ; économie spatiale, géographique et urbaine ; emploi et ressources humaines ; environnement et énergie ; épistémologie, histoire de la pensée et histoire économique ; finance et assurance ; macroéconomie, économie internationale et monnaie ; marketing ; mathématiques et statistiques, jeux et décision ; organisation industrielle ; santé ; stratégie, management et systèmes d'information.

Le premier constat est que le champ des PME n'apparaît pas. Cela semble naturel dès lors que la recherche en PME ne constitue pas en soi une discipline. En revanche, l'entrepreneuriat, qui est reconnu dans un grand nombre de pays comme une discipline à part entière, n'apparaît pas non plus. L'explication réside certainement dans le fait que cette discipline est encore trop jeune, surtout en France, et que les chercheurs dans ce domaine sont encore peu nombreux.

Lorsque l'on liste les revues, une seule revue en PME apparaît. C'est la revue allemande (Berlin) et américaine (Babson) *Small Business Economics*, créée en 1989. Elle est classée dans la catégorie « organisation industrielle ».

Cette initiative du CNRS est très utile, moins pour son classement qui ne classe finalement qu'une seule revue en PME que pour la démarche adoptée. Il est utile, ne serait-ce que pour les jeunes chercheurs, d'avoir un tel outil pour orienter les stratégies de recherche. Mais il nous semble que la quasi-absence de revues dédiées au champ de la PME montre à quel point la recherche en PME et en entrepreneuriat demeure encore marginalisée dans notre pays.

Il existe néanmoins des risques inhérents à cette politique du *ranking* :

- D'une part, chaque revue a une spécificité. Par exemple, la revue *Piccola Impresa/Small Business* a la particularité de représenter le courant italien. Dans une perspective de *ranking*, une telle revue sera mal classée en raison du faible usage de la langue italienne dans le monde scientifique. En fait, le *ranking* reflète souvent le rayonnement international de la langue. Ainsi, les revues anglo-saxonnes jouissent d'une prime liée au caractère véhiculaire de leur langue comparative-

ment au français et davantage encore par rapport à l'italien ou à l'allemand.

- D'autre part, chaque revue définit sa propre politique éditoriale. Ici on privilégiera les études empiriques avec des tests statistiques ou économétriques, là on appréciera davantage les approches conceptuelles ou théoriques. Dans ces conditions, comment départager des postures scientifiques aussi différentes et néanmoins complémentaires ?

Toutefois, et malgré ces limites, on ne peut pas non plus considérer que toutes ces revues se valent. Un premier critère objectif de qualité est la longévité de la revue. C'est bien de créer des revues, c'est encore mieux de les faire durer. De même, on ne peut ignorer le rôle de la langue anglaise. L'impact d'un article dépend grandement de la diffusion de la revue. Ainsi, un critère objectif serait de préciser le tirage de la revue. Un tel indicateur donnerait une évaluation, non pas de la qualité, mais de l'étendue du lectorat que l'on peut toucher. De même, le système de gouvernance de la revue pourrait être un gage de qualité. On peut distinguer entre une revue dirigée par une seule personne et celle d'un comité collectif. Le nombre de personnes qui constituent son comité scientifique tout comme le nombre de nationalités différentes sont aussi des gages de pluralité et d'internationalité. Enfin, les conditions de financement sont aussi un élément intéressant à intégrer. Comment la revue se finance-t-elle ? L'objectif est d'atteindre le seuil de rentabilité grâce aux abonnements des chercheurs et des institutions. Mais les abonnements sont souvent insuffisants, surtout pour les revues récentes qui sont en phase de démarrage. Le recours aux subventions apparaît alors nécessaire. Mais là encore, les subventions ne sont jamais éternelles et ne peuvent durer que quelques années. Une solution consiste à adosser la revue à une association de recherche. Ces associations ont en général comme principaux buts d'organiser régulièrement des congrès, ce qui assure une alimentation des contenus de la revue mais aussi l'apport d'un complément de financement en incluant dans le coût de l'inscription au colloque un abonnement à la revue. Il en est ainsi pour la RIPME avec l'AIREPME ou la revue *Journal of Small Business Management*, qui est adossée à l'ICSB. On voit ici toute l'originalité de la création d'une revue qui relève à la fois d'une démarche entrepreneuriale et intrapreneuriale.

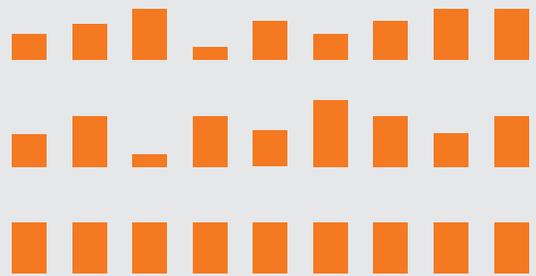
Les parallèles avec la démarche entrepreneuriale classique sont nombreux : la création d'une nouvelle revue peut s'apparenter à la création d'un nouveau produit, la constitution d'un réseau d'abonnement ressemble à la recherche d'une clientèle, l'appel aux articles correspond au souci de trouver des fournisseurs, la recherche de fonds

divers correspond à la politique financière, la mise en place d'un comité scientifique et des procédures de sélection des articles constitue l'architecture organisationnelle... Nous ajouterons également les ressources humaines, qui doivent assurer le travail depuis la logistique de communication avec les auteurs et les rapporteurs jusqu'au travail de mise en forme du document qui sera enfin publié.

Mais une revue n'est pas un produit ou une marchandise quelconque. C'est une ressource interne à une communauté scientifique. La création d'une revue repose souvent sur la notoriété et la légitimité de son promoteur. Celui qui prend l'initiative de créer une revue engage sa propre personne en investissant du temps mais aussi sa crédibilité. Pour qu'une revue fonctionne, il faut que la communauté scientifique lui accorde du crédit. On est ici dans une démarche qui relève également de l'intrapreneuriat au sein d'une communauté scientifique. Il n'y a aucune procédure formelle qui réglemente ce type d'activité.

Ces divers aspects montrent à quel point la recherche scientifique a besoin d'entrepreneurs pour pouvoir fournir les impulsions nécessaires à la création de ressources. La création d'une revue est un acte entrepreneurial pur. Elle procure une rémunération non financière qui se mesure en gain de notoriété à celui qui crée la revue. Il peut se réserver le droit de publier à chaque numéro un avant-propos. Il jouit d'un pouvoir d'orientation des travaux. Il peut décider de sortir des numéros thématiques. C'est pour cette raison que la question de la gouvernance des revues est appelée à prendre de plus en plus d'importance dans les années à venir.

III. La recherche, une activité relationnelle : l'importance des réseaux



Les réseaux de recherche sont au cœur de l'activité de recherche. Ils organisent régulièrement des colloques et financent parfois une revue. Structure essentielle à l'animation de la vie scientifique, le réseau contribue ainsi à produire et à diffuser les connaissances scientifiques. La force d'un réseau se mesure au nombre et à la diversité géographique de ses adhérents, à la périodicité de ses colloques, au nombre d'ateliers et de tutorat qu'il organise, à la qualité de la revue qu'il finance, à la périodicité de son bulletin d'information... Notons que l'adhésion à un réseau n'est pas exclusive et qu'un même chercheur peut être membre de plusieurs réseaux en raison de leur complémentarité géographique. Il existe une multitude de réseaux qui regroupent les chercheurs souvent par discipline. L'étendue de ces réseaux peut aller de l'échelle locale jusqu'aux regroupements de chercheurs du monde entier. Dans la présente étude, nous nous limiterons aux seuls réseaux de recherche qui ont un caractère international.

1. L'INTERNATIONAL COUNCIL FOR SMALL BUSINESS (ICSB)

Originellement créée en 1955 aux États-Unis, l'ICSB est la plus importante association académique du champ PME dans le monde. Elle regroupe plus de 2000 chercheurs dans plus de 60 pays. Elle fonctionne à la manière d'une organisation ombrelle qui intègre l'activité de diverses organisations. Elle organise chaque année le congrès mondial des PME, dont la prochaine manifestation aura lieu en juin 2007 à Turku, en Finlande. Le bureau est composé de trois personnes, le président en exercice (*president*), le futur président (*president elect*) et l'ancien président (*past president*). En 2007, la présidence est assurée par Zulma Quiñones, de l'Inter American University de Puerto Rico, le président élu est le Hollandais Rob van der Horst, directeur d'EIM Business and Policy Research, et l'ancien président est l'Australien Colin Dunn, de la RMIT University de Melbourne. La France a accueilli l'ICSB lors de son congrès annuel en 1994, à Strasbourg, organisé par les professeurs Jean-Jacques Obrecht (université Strasbourg-I) et Mohamed Bayad (université Nancy-II).

Véritable lieu de rencontre et d'échanges entre universitaires, consultants, représentants d'organismes de soutien et d'aide et praticiens, l'ICSB fournit une lettre d'information trimestrielle sur les diverses activités de son réseau. Cette mise en réseau fournit l'occasion d'échanger sur les meilleures pratiques en matière de management des PME et de politiques d'aide et de soutien.

En outre, l'ICSB fait paraître la revue *Journal of Small Business Management* (quatre numéros par an), qui est une revue académique dont la vocation est de publier des études empiriques sur le champ PME.

L'ICSB est à ce jour par son ampleur géographique et la structuration de son organisation, une association incontournable pour tous ceux qui s'intéressent aux PME. Elle regroupe 11 organismes répartis dans toutes les régions du monde :

Organisme affilié	Adresse Internet
SEAAZ Small Enterprise Association of Australia and New Zealand	www.seaanz.asn.au
ICSB-Brazil Brazilian Affiliate of the International Council For Small Business	www.icsb-brasil.org.br
CCSBE Canadian Council For Small Business Enterprise	www.ccsbe.org/
ECSB European Council For Small Business and Entrepreneurship	www.ecsb.org
ICSB-Japan Japanese Affiliate of the International Council For Small Business	N. C.
ICSB-Korea Korean Affiliate of the International Council For Small Business	N. C.
ICSB-Puerto Rico and Caribbean Affiliate of the International Council For Small Business for Puerto Rico & Caribbean	www.icsbcaribbean.com
ICSB-ROC Republic of China Affiliate of the International Council For Small Business	N. C.
The Entrepreneurship Forum Singapore Affiliate of the International Council For Small Business	N. C.
SAESBA Southern African Entrepreneurship and Small Business Association	N. C.
USASBE United States Association for Small Business and Entrepreneurship	www.usasbe.org

2. L'EUROPEAN COUNCIL FOR SMALL BUSINESS AND ENTREPRENEURSHIP (ECSB)

L'ECSB est la composante européenne de l'ICSB. Elle regroupe 300 membres à travers toute l'Europe. Son mode d'organisation repose sur un directoire à trois têtes, regroupant l'ancien, l'actuel et le futur président. En 2007, ce « triumvirat » est composé du président David Smallbone, de Kingston University (Angleterre), de l'ancien président

Antti Paasio, de la Turku School of Economics and Business Administration (Finlande), et de la future présidente élue Friederike Welter, de l'University of Siegen (Allemagne). En 2004, lors du congrès de Copenhague, Antti Paasio a inauguré un conseil d'administration composé d'un représentant de chaque pays européen. Le vice-président français est Olivier Torrès (université Montpellier-III - EM Lyon).

L'ECSB organise chaque année un congrès (Barcelone, 2002 ; Lodz, 2003 ; Copenhague, 2004 ; Naples, 2005, Bruxelles, 2006 ; Aberdeen, 2007). La France a accueilli l'ECSB lors de son congrès annuel en 1998 à l'EM Lyon. La langue de travail est l'anglais. Une des originalités de ce congrès est d'organiser également un tutorat collectif. À l'initiative de José Veciana, de l'Université autonome de Barcelone, ce tutorat permet aux doctorants de présenter l'état d'avancement de leur thèse devant un jury d'experts européens. De même, à l'initiative de l'ancien président Hans Crijns, de la Vlerick Leuven Management School (Belgique), des conférences destinées en priorité aux décideurs publics (*policy makers*) sont organisées dans toute l'Europe.

Ce réseau est en pleine expansion. S'il comptait quelques dizaines de participants à ces colloques annuels il y a dix ans, le colloque de Naples, en 2005, a attiré plusieurs centaines de congressistes.

3. L'ENTREPRENEURSHIP, INNOVATION AND SMALL BUSINESS (EISB)

L'EISB, dont Philippe Albert a été le premier président, est une composante de l'EFMD (European Foundation for Management Development), qui est le plus grand réseau académique européen en management. L'EFMD regroupe près de 500 institutions et plus de 12 000 membres (académiques, praticiens, consultants...). Son objet est différent de celui de l'ICSB puisque le réseau EFMD a pour but de promouvoir l'enseignement du management au sens large. Toutefois, au sein de cet organisme ombrelle, l'EISB organise un congrès annuel sur l'entrepreneuriat et les PME. Le comité de coordination (*steering committee*) est composé en 2007 de Hamid Bouchikhi (ESSEC Business School – France), de Aard Groen (University of Twente – Pays-Bas) et de David Watkins (Southampton Solent University – Royaume-Uni). La langue de travail est l'anglais.

4. L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE RECHERCHE EN ENTREPRENEURIAT ET PME (AIREPME)

Cette association, qui a vu le jour en 1996 à l'initiative de Pierre-André Julien (université Trois-Rivières – Québec) et de Michel Marchesnay (université Montpellier-I), est une structure équivalente à l'ICSB mais dans le cadre de la francophonie. Sous la présidence actuelle de Robert Paturel (université Toulon-Var) qui a succédé à Camille Carrier (université Trois Rivières – Québec), épaulé par Germain Simard (HEC Montréal), secrétaire général, ainsi que de Josée Saint-Pierre (université Trois-Rivières – Québec), de Gaël Gueguen (université Montpellier-III) et d'Olivier Torrès (université Montpellier-III - EM Lyon), respectivement vice-présidente, trésorier et secrétaire du bureau, cette association regroupe près de 150 chercheurs répartis sur une quinzaine de pays.

La mission de l'AIREPME se décline en trois axes. Le premier vise à développer le réseau des chercheurs du domaine de langue française, encore trop souvent isolés dans leurs milieux respectifs. Le deuxième concerne la valorisation des publications de recherche sur l'entrepreneuriat et sur les PME dans une autre langue que l'anglais. Le troisième consiste à favoriser les rencontres permettant une synergie des plus fécondes.

Pour ce faire, le Congrès international francophone en entrepreneuriat et PME (CIFEPME) permet à ces chercheurs de se retrouver tous les deux ans et ce depuis le premier congrès de Carthage, en Tunisie, en 1993. Le dernier congrès a eu lieu à Fribourg, en Suisse, en octobre 2006. C'est à Bordeaux que se déroulera le prochain congrès en 2008. Des prix pour les meilleures communications ont été décernés à des chercheurs sélectionnés parmi ceux qui étaient déjà membres de l'association avant l'inscription au congrès. C'est lors du congrès de

Montpellier en 2004 que le prix Julien-Marchesnay a été institué pour la première fois et a été décerné à Colette Fourcade (université Montpellier-I). Le lauréat 2006 a été Louis-Jacques Fillion (HEC Montréal).

Une adhésion à l'AIREPME permet de recevoir la *Revue internationale PME*, organe officiel de l'association. De plus, chaque année, des ateliers thématiques patronnés par l'AIREPME sont organisés, et certains d'entre eux donnent lieu à des numéros spéciaux de la RIPME sur le thème concerné.

5. L'ACADÉMIE DE L'ENTREPRENEURIAT

C'est l'association la plus récente. Elle a été créée en 1998 et son premier président fut Jean-Luc Havet (ESSCA Angers). Puis, les présidences ont été exercées par Catherine Léger-Jarniou (université Paris-IX-Dauphine), Bertrand Saporta (université Bordeaux-IV) et Alain Fayolle (EM Lyon). Elle est aujourd'hui sous la présidence d'Émile-Michel Hernandez (université de Reims). Xavier Noël (université Bordeaux-IV) exerce la fonction de secrétaire général. L'Académie a été créée par des enseignants d'univers différents : université, lycée, école de commerce et d'ingénieur, IUT... Hébergée par la FNEGE (Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion d'entreprises), elle est soutenue par de nombreuses institutions et personnalités de l'enseignement reconnues dans le monde de l'entrepreneuriat et la jeune entreprise.

Les objectifs de l'Académie de l'entrepreneuriat sont :

- D'encourager l'entrepreneuriat à tous les niveaux du système éducatif et de la formation permanente.
- De bâtir et diffuser des méthodes pédagogiques spécifiques à l'entrepreneuriat.
- De promouvoir le développement de la recherche et la diffusion de ses résultats.
- De faciliter les échanges d'expériences, d'informations entre ses membres et tous les organismes internationaux centrés sur l'entrepreneuriat.
- De faire reconnaître l'entrepreneuriat comme discipline académique.
- De contribuer à la formulation de politiques publiques favorables à l'émergence d'une économie d'entrepreneurs.

À l'origine, l'Académie de l'entrepreneuriat visait à combler un manque : celui de faire reconnaître, particulièrement en France, les enjeux liés à l'enseignement de l'entrepreneuriat. L'Académie a été

une réponse aux difficultés et interrogations de nombreux collègues en charge de programmes entrepreneuriaux et qui encourageaient les différentes formes d'entrepreneuriat (création, reprise, etc.) par leurs étudiants, élèves ou stagiaires. Il était nécessaire de mettre en commun toutes ces expériences menées par un grand nombre d'établissements le plus souvent isolément.

On peut considérer qu'aujourd'hui le pari est réussi. L'Académie de l'entrepreneuriat a réussi à constituer un véritable réseau d'échange. Cette mise en commun était nécessaire pour dépasser des expériences locales et faire en sorte que l'entrepreneuriat soit reconnu dans le domaine de la recherche et dans le système éducatif français.

Cette association organise désormais un congrès tous les deux ans, en alternance avec le CIFEPMÉ organisé par l'AIREPME. Un grand nombre de chercheurs de l'Académie font partie de l'AIREPME et réciproquement. L'Académie a également créé la *Revue d'entrepreneuriat*, dont le directeur de publication est Thierry Verstraete (université Bordeaux-IV) et les rédacteurs en chef Alain Fayolle (EM Lyon) et Robert Paturol (université Toulon-Var). La langue de travail est le français.

6. LES RENCONTRES DE SAINT GALL

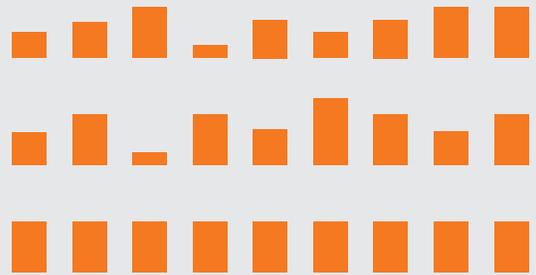
Les Rencontres de Saint Gall occupent une place particulière dans le monde de la recherche en PME. Il ne s'agit pas d'un réseau comme les autres. C'est en 1948 que l'université de Saint Gall, fidèle à l'esprit de neutralité de la Suisse, décide pour la première fois de réunir des chercheurs du monde entier sur le thème de la PME. Il faut dire qu'à l'époque les temps sont moins à la réconciliation qu'à la reconstruction d'après guerre où la place des petits entrepreneurs prend toute son importance. Le but est de réunir les chercheurs pour renouer le dialogue après la guerre mondiale et faire progresser la recherche, l'enseignement et les politiques économiques dans le domaine des PME.

Cette conférence regroupe généralement une cinquantaine de chercheurs expérimentés et reconnus dans leurs pays respectifs, qui viennent sur invitation pour débattre, quatre jours durant, sur des thématiques définies à l'avance. Contrairement aux congrès et colloques classiques où chaque intervenant présente sa propre communication, l'organisation de ces rencontres repose sur un fonctionnement totalement différent. Les papiers ne sont pas présentés mais discutés. Par tranches de demi-journée, un chef de séance résume quatre à cinq papiers, et une discussion s'engage avec l'assistance toujours rassemblée en séance plénière. L'intérêt est ici de maximiser les échanges entre chercheurs chevronnés.

Aujourd'hui, nous pouvons dire que les Rencontres de Saint Gall jouissent d'un réel prestige au sein de la communauté « PMiste » internationale. Elles ont lieu tous les deux ans dans des villes suisses différentes. Les dernières rencontres se sont déroulées à Wildhaus en 2006, Appenzell en 2004, à Hergiswil en 2002, à Cadro-Lugano en 2000, à Elm en 1998, à Gottlieben en 1996, à Davos en 1994... Avec des représentants du monde entier, c'est une des rares occasions où chacun peut s'exprimer en français, en anglais ou en allemand (traduction simultanée). Ce sont les professeurs Thierry Volery et Urs Fueglistaller qui sont en charge de ces rencontres.

IV. Conclusion

et recommandations :
plus d'académisme
et plus d'actionnabilité



Finalement, à l'issue de cette étude, on dira qu'on en apprend autant sur la PME en particulier que sur la recherche en général.

L'Observatoire des PME a voulu faire le point sur l'état de la recherche académique française en PME. Nous avons vu que, si les connaissances en PME ne cessent de progresser, ce champ demeure encore largement minoré au sein de ses deux disciplines de prédilection que sont l'économie et la gestion. Le sentiment qui prévaut est donc mitigé. On peut être à la fois satisfait eu égard aux énormes progrès réalisés ces trente dernières années mais préoccupé par le faible poids relatif de ces travaux. Au-delà du bilan, ce sont les perspectives qui demeurent les plus stimulantes. Puisse cette étude renforcer la légitimité des chercheurs en PME et en entrepreneuriat et renforcer la visibilité du savoir et du savoir-faire dont ils sont porteurs.

1. PLUS D'ACADÉMISME : DES CONNAISSANCES EN PME... À LA RECONNAISSANCE DE L'ENTREPRENEURIAT

L'hypothèse centrale qui est au cœur de toute la recherche en PME repose sur l'idée fondamentale qu'il existe une *spécificité de gestion* des PME. Si le simple constat d'évidence montre que l'on ne gère pas une PME comme on gère une grande entreprise, la preuve de cette spécificité n'est toutefois pas une chose simple. Elle signifie que la différence de taille entre les entreprises induit non seulement une différence de degré mais aussi et surtout une différence de nature. La PME ne doit pas être conçue comme une grande entreprise miniature ou en réduction. Elle est par le principe même de la division du travail d'une autre nature, tout comme l'amibe n'est pas un bœuf à échelle réduite.

Or c'est bel et bien la définition de cette *nature* de la PME qui pose problème, car il est manifeste qu'aujourd'hui encore, malgré près de trente ans de recherche dans le domaine, cette question n'est pas tranchée. En d'autres termes, la spécificité de gestion des PME est à la fois le noyau dur qui fédère la plupart des recherches en PME mais aussi une interrogation permanente dont de multiples chercheurs ont montré les innombrables facettes sans jamais apporter de théorie générale. Henri Poincaré disait : « *On construit la science avec des faits comme une maison avec des pierres. Mais un amas de faits n'est pas plus une science qu'un tas de pierres n'est une maison.* » Ne pour-

rait-on dire la même chose de la recherche en PME? Les preuves de l'existence des spécificités de gestion des PME sont innombrables, et chaque recherche en PME atteste de ces nombreux signes ; mais quels sont les points communs, les constantes, les permanences qui au-delà de la diversité des preuves permettraient d'esquisser une explication unitaire et générale?

En d'autres termes, le sentiment que procure ce rapport sur la recherche académique en PME est que la connaissance des PME s'élargit chaque jour davantage mais ne s'approfondit guère. La structuration de la recherche conduit à une spécialisation de plus en plus fine sur des sujets de plus en plus étroits, mais cette voie nous éloigne d'une appréciation générale sur la gestion des PME. À titre anecdotique, les titres des thèses en PME tendent à être plus longs au fil des années ; s'il fallait environ sept mots en moyenne pour intituler sa thèse en 1975, aujourd'hui le titre moyen est composé de plus de 16 mots, selon une augmentation constante durant trente ans. Cet allongement des titres atteste d'un souci de précision plus que de concision. Pour l'écrire autrement, la PME est traitée comme un champ d'analyse hétérogène bien plus que comme un objet de recherche homogène.

Deux raisons principales peuvent être avancées pour expliquer cette dispersion. La première est d'ordre empirique. La PME n'existe pas tant la diversité des formes qu'elle prend est grande. Il convient de parler « des » PME pour tenir compte de cette grande diversité.

La seconde raison tient à des raisons institutionnelles. Les sciences de gestion sont la discipline la plus largement pourvoyeuse de connaissances en PME. Or la gestion est une discipline relativement récente, qui s'est construite sur le modèle de la grande entreprise. Le découpage de cette discipline répond aux fonctions générales du management : gestion des ressources humaines, finance, stratégie, comptabilité, gestion de production, marketing... Dans les grandes entreprises, ces fonctions sont nettement identifiées et structurées au sein de directions fonctionnelles. Mais si ce découpage fonctionnel est classique en grandes entreprises, il est peu valide en PME, où la spécialisation des tâches est plus faible. Or les directeurs de thèses sont rarement des spécialistes des PME mais des spécialistes de finance, de comptabilité, de marketing, de gestion des ressources humaines ou de stratégie. Même s'ils tiennent compte des spécificités de gestion des PME, l'objectif est d'enrichir la connaissance au sein de leur sous-discipline de rattachement. La spécialisation de la recherche en PME n'échappe pas aux évolutions de sa discipline mère qu'est la gestion. Cela fait qu'à ce jour rares sont les laboratoires spécialisés en gestion des PME en France. La PME demeure encore un objet de recherche secondaire. Cela est vrai en sciences de gestion et davantage encore

en sciences économiques. Nous avons vu que les quatre principales revues françaises d'économie n'avaient consacré que cinq articles en PME sur un total d'environ 700 articles. Quant à la *Revue française de gestion*, qui totalise 27 articles en PME, cela représente toutefois moins de 5 % des articles alors que, rappelons-le, les PME représentent plus de 99 % des entreprises françaises (Savajol, 2003).

Malgré cela, le stock des connaissances en PME n'a cessé de progresser depuis les années 1980 jusqu'à nos jours. Cette augmentation de la production de connaissances n'a été possible que parce que des chercheurs pionniers ont entrepris de créer des revues spécialisées. Ce sont ces revues qui ont le plus stimulé la recherche en PME et en entrepreneuriat. Parallèlement, de nouvelles associations de recherche ont structuré ce domaine de recherche. Ces évolutions montrent que lorsqu'un champ nouveau émerge il lui est difficile dans un premier temps de se faire une place au sein des institutions déjà existantes. Cette situation crée les conditions d'un développement alternatif où les chercheurs les plus entreprenants créent de nouveaux espaces de travail (associations, colloques, revues...) où la légitimité même de leur objet de recherche ne se pose plus. La connaissance et la reconnaissance sont intimement liées.

On peut affirmer aujourd'hui que la recherche en PME et en entrepreneuriat est devenue dans les faits une discipline de recherche à part entière, avec ses centres de recherche, ses réseaux, ses revues dédiées, ses paradigmes... L'époque où les premiers «PMistes» regrettaient l'absence de travaux dans leur domaine est révolue. La masse de connaissances accumulées est aujourd'hui considérable. On ne peut plus nier l'importance croissante de ce domaine de recherche, de surcroît renforcé ces dernières années par la percée des travaux en entrepreneuriat¹.

Mais une question majeure demeure en suspens : celle de la reconnaissance de ce domaine de recherche. La question de la spécificité d'un domaine de recherche n'est pas qu'une question scientifique, c'est aussi et peut-être surtout une question sociopolitique. La connaissance ne va pas sans la reconnaissance tant il est vrai que la scientificité d'un domaine de recherche n'est pas indépendante de la légitimité que les institutions lui accordent. Le fait que le CNRS ne recense aucune revue d'entrepreneuriat n'est-il pas un signal suffisamment significatif pour inciter les pouvoirs publics à agir en faveur de cette reconnaissance ?

1. Pour le lecteur intéressé par la littérature entrepreneuriale, nous recommandons les lectures de *Histoire d'entreprendre* de Thierry Verstraete (2000-a), *L'Entrepreneuriat, approche théorique* d'Émile Michel Hernandez (2001) et *Introduction à l'entrepreneuriat* d'Alain Fayolle (2005).

Thierry Verstraete (2000-b : 86), tout en reconnaissant les multiples synergies entre l'entrepreneuriat et les sciences de gestion, n'hésite pas à écrire que « *l'entrepreneuriat présente sans conteste des prédispositions à devenir une discipline reconnue par les chercheurs français, comme elle l'est par nos collègues nord-américains* ». Mais, ajoute-t-il, « *ce serait souscrire au comportement que l'on prête aux autruches de ne pas soulever les problèmes politiques inhérents* ». Quelques lignes plus loin, il se propose « *de reposer le débat dans quelque temps* ».

Le moment n'est-il pas venu d'ouvrir ce débat qui pose une question de fond sur l'évolution future de la recherche française dans ces domaines? Nous serions tenté de reprendre la célèbre formule de l'abbé Sieyès à propos du tiers-état :

- Qu'est-ce que la PME? - (presque) Tout.
- Qu'a-t-elle été jusqu'à présent dans l'ordre scientifique? - (presque) Rien.
- Que demande-t-elle? - À être quelque chose.

Tôt ou tard, les institutions de recherche françaises devront reconnaître plus formellement l'entrepreneuriat¹. L'utilité sociétale de la discipline entrepreneuriale n'est plus à démontrer, elle est devenue une évidence; ne pas agir pour affirmer son existence et assurer son développement serait désormais une perte de temps!

2. PLUS DE PROFESSIONNALISME : DES CONNAISSANCES ACADÉMIQUES... AUX CONNAISSANCES ACTIONNABLES²

Dans un numéro spécial de la *Revue internationale PME* intitulé « Actionnabilité et recherche en entrepreneuriat et PME », notre collègue Christophe Schmitt, qui a coordonné le numéro, regrette que l'acteur et l'action semblent encore trop absents. « *Parce que la capacité des acteurs de l'entreprise à conduire les changements est un sujet clé pour la compétitivité future des entreprises, le chercheur ne se fait plus simplement interprète ou miroir mais doit aussi stimuler la pro-*

1. À cet égard, on pourrait suggérer la création d'une commission nationale d'enquête en charge d'étudier les modalités que prendrait cette reconnaissance.

2. À la suite de nombreux auteurs, Argyris (1993) définit la connaissance actionnable (*knowledge actionable*) comme une connaissance que les acteurs peuvent utiliser pour mettre en œuvre efficacement leurs intentions. La validité d'une connaissance dépend ainsi directement de l'efficacité de l'action ainsi guidée. C'est à ce titre que les utilisateurs de connaissances deviennent tout aussi légitimes que les professionnels de la recherche pour participer à la validation de ce type de connaissances.

duction de nouveaux points de vue et de nouveaux savoirs théoriques et pratiques. Il s'agit bien de mener des recherches dans et pour l'action en entrepreneuriat. »

S'interroger sur l'actionnabilité des connaissances, c'est donc « reconnaître l'importance du terrain dans la recherche et plus particulièrement dans sa capacité à faire émerger des thèmes utiles pour l'action et valorisables du point de vue de la recherche » (Schmitt, 2004 : 10-11). L'expérience de la Chaire Bombardier initiée à l'université de Trois-Rivières, au Québec, est à cet égard illustrative des synergies fructueuses qui peuvent découler de ces rapprochements. Une fois de plus sous l'impulsion de Pierre-André Julien, cette expérience, qui a duré une dizaine d'années, avait pour but initial de consolider le réseau de sous-traitance d'une firme multinationale. Cette inscription dans le « temps allongé » a permis aux chercheurs de faire des études longitudinales et de préciser des concepts, comme la confiance, les signaux faibles et forts, la dépendance mutuelle dans les réseaux (Julien, 2004).

Mais cette actionnabilité de la recherche suppose, selon Ouellet (2004), de s'inscrire dans un nouvel ordre scientifique que ce dernier qualifie de post-académique. En reprenant les travaux menés par plusieurs chercheurs, Ouellet résume ce nouvel ordre scientifique par les caractéristiques du tableau suivant :

Tableau 13 : Principales caractéristiques du nouvel ordre scientifique post-académique

Contextualisation de l'activité de recherche	Les connaissances y sont produites pour et dans des contextes d'application
Recours à la transdisciplinarité	S'appuie sur les intérêts personnels et professionnels des chercheurs pour des classes de problèmes de l'action plutôt que sur les disciplines
Hétérogénéité des lieux et des modèles hybrides de production	Aucun <i>a priori</i> organisationnel ; mise sur des dispositifs qui combinent une structure de gestion d'organisation « à mission » aux pratiques de réseaux scientifiques flexibles
Connaissances validées en contexte et éthiquement robustes	Substitue à la quête du vrai, fondée sur des rapports de causalité généralisables et universels, la recherche de connaissances valides du monde empirique qui « fonctionne » en contexte
Contrôle de la qualité hybride	Validation par les pairs et par les utilisateurs de connaissances
Ouverture et autorégulation des réseaux	Émergent de façon spontanée dans un système ouvert et autorégulé qui déborde le monde universitaire tout en l'incluant

Source : Ouellet, 2004 : 101.

Comme on peut le voir, l'émergence d'une connaissance actionnable suppose l'implication du monde universitaire, des autorités publiques, de la recherche industrielle et de l'ensemble des acteurs sociaux pour qui les connaissances et l'expertise représentent une source de créativité et de compétitivité. C'est cette raison qui nous a amenés à solliciter les principales instances patronales (MEDEF, CGPME, CJD) à participer au comité de pilotage de cette étude. Nous pensons que ces structures patronales peuvent être des interlocuteurs privilégiés pour imaginer des programmes de recherche appliquée et pourquoi pas impulser des laboratoires de recherche d'un nouveau type. Ces laboratoires pourraient être des structures hybrides, à mi-chemin entre les laboratoires de recherche universitaire, les services de développement économique et les cabinets de conseil.

Peut-être qu'une solution serait d'encourager la création de « groupements de recherche appliquée » qui financeraient collectivement un doctorant ou une étude sur la base d'une problématique collective. Un groupement de commerçants d'une rue piétonne, un groupement d'artisans d'une même ZAC, un groupement de PME high-tech d'une même pépinière, un groupement de vignerons d'une même appellation d'origine contrôlée... peuvent constituer les socles territoriaux d'une prise en charge collective d'une recherche finalisée.

Ces groupements de recherche appliquée auraient de nombreux avantages : ils mutualiseraient le financement et de ce fait allégeraient le poids de la charge. Ils mutualiseraient aussi les résultats et leur donneraient un impact plus grand. Enfin, ils induiraient implicitement une logique d'alliance et de réseau, qui sont des aptitudes qui font parfois défaut aux dirigeants de PME, trop préoccupés par les problèmes urgents de leur entreprise. Développer les capacités résilientes des dirigeants de PME tout en formant des chercheurs qualifiés de haut niveau est une voie à explorer.

Toute la question est alors de savoir comment financer de telles structures. C'est à ce niveau que les collectivités territoriales au plus proche des petites entreprises locales pourraient utilement et efficacement assumer ce rôle. C'est dans la proximité que doivent se penser ces nouveaux dispositifs de recherche en PME. D'une part, parce que les PME sont des entreprises où les effets de proximité sont essentiels¹. D'autre part, parce que le processus de mondialisation ne fait que renforcer chaque jour la pertinence de l'échelon régional pour concevoir et mettre en œuvre les politiques en faveur de l'innovation, de la création d'entreprise et des PME. Dans une économie

1. Voir Torrès O., 2003, « Petitesse des entreprises et grossissement des effets de proximité », *Revue française de gestion*, n°144.

changeante où dominant la compétition par la qualité et la compétition par le temps, l'apprentissage rapide est souvent synonyme de compétitivité. Or produire et partager rapidement la connaissance suppose souvent la proximité. La coprésence accélère l'apprentissage, réduit les temps de projets et facilite la maîtrise de la complexité. En outre, la proximité facilite le partage des connaissances tacites et encadrées dans des réseaux interpersonnels et informels. En somme, la dimension territoriale est le lieu privilégié de l'apprentissage, de la flexibilité et de l'innovation. Les régions deviennent ainsi le lieu privilégié de la création des connaissances. Les régions doivent donc devenir apprenantes en organisant les ressources nécessaires à leur compétitivité.

Faire une thèse en PME : parcours d'un jeune docteur

La recherche
académique
française en PME

REGARDS SUR LES PME
N° 14

L'ÉTUDE

Témoignage

74

Présenter de façon succincte le parcours d'un jeune docteur relève presque du défi, tant le cheminement intellectuel qu'il sous-tend est complexe et empli de doutes, d'intuitions et de questionnement permanents. La réalisation d'une thèse en PME soulève plusieurs questions, auxquelles nous nous sommes vue confrontée dès les prémices : pourquoi la PME ? Que cherche-t-on à expliquer ? Que va-t-on pouvoir apporter ? Ces questions ne trouvent généralement pas de réponses immédiates, et certaines, notamment la formulation de la problématique, peuvent parfois prendre plusieurs années. Toutefois, nous allons tenter, en retraçant notre propre chemin, d'apporter quelques éclairages sur le parcours d'un doctorant, puis d'un jeune docteur.

Un préalable : aimer se poser des questions

Avant tout, décider de faire une thèse, d'autant plus en PME, où les dimensions subjectives, intuitives et sensibles peuvent prendre une part importante dans les processus, c'est accepter de se poser des questions en permanence, dont les réponses sont fréquemment complexes et contextuelles, lorsqu'il est possible de les formuler. Comme la grande majorité des étudiants arrivant en doctorat, nous voulions abreuver notre tendance naturelle à la curiosité et à poser des questions sans se contenter de réponses simples. Déjà « éduquée » depuis le Master Recherche (ou DEA) à ne plus prendre tous les enseignements pour des vérités, il s'agissait de parvenir à nous forger notre propre opinion. Ce préalable posé, il nous faut à présent expliquer le choix de la thèse *en PME*.

Le choix du thème : la PME

Ce qui nous a conduit à vouloir travailler sur les PME est la dimension « humaine » du terrain de recherche. En effet, les formations généralistes en management traitent en très grande majorité de problèmes rencontrés par les grandes entreprises. L'idée sous-jacente de ce raisonnement est que, si l'on parvient à comprendre les phénomènes, processus et problèmes des grandes firmes, l'on peut tout à fait s'adapter aux questions des PME puisque, considérées comme beaucoup plus simples, elles doivent être plus faciles à gérer. Or, ce qu'Olivier Torrès, ainsi qu'un grand nombre de chercheurs de notre laboratoire, l'ERFI (Équipe de recherche sur la firme et l'industrie), se sont efforcés de montrer, c'est que les PME relèvent de processus différents et qu'il est intéressant de les étudier de façon spécifique. Notamment, les dimensions sociale et proxémique occupent une place centrale dans l'entreprise. Ainsi, réaliser une thèse sur la PME

implique de se poser des questions différentes des problématiques des grands groupes : si l'on peut faire une thèse en marketing sans s'interroger sur le profil du dirigeant de la grande firme multinationale, cela est impossible en PME, sauf à perdre une grande part des facteurs explicatifs des choix stratégiques. Finalement, la réalisation d'une thèse en PME consiste, entre autres, à plonger au cœur des représentations et caractéristiques de son (ses) dirigeant(s), cela étant d'autant plus passionnant que l'on a autour de soi un ou plusieurs entrepreneurs proches, qu'il nous semble intéressant d'étudier afin de mieux les comprendre.

Un passage délicat : apprendre à développer son esprit critique

75

Dans notre cas, nous avons choisi d'étudier les très petites entreprises, délaissées des recherches en PME, et les alliances stratégiques qu'elles réalisent. Partant du constat que de nombreux entrepreneurs travaillaient en collaboration, et que les mesures institutionnelles visant à favoriser les partenariats étaient également importantes, nous y voyions un intérêt certain. Mais réaliser une thèse consiste à « défendre une thèse », et à concevoir le montage méthodologique permettant de valider cette thèse scientifiquement. Et à ce stade, nous n'avions pas même les prémices d'une thèse à défendre. Pour cela, la première phase consistait à intégrer les dernières avancées de la recherche sur notre sujet afin d'identifier une question non encore résolue. Pour ce faire, il s'agissait d'établir un « état de l'art », cela durant généralement toute une année, sur les recherches passées et actuelles. Dans notre cas, nous avons investigué deux pans majeurs de littérature : les très petites entreprises et les alliances stratégiques. Un travail fort laborieux tant les travaux sont nombreux sur le second thème. Ainsi, au fur et à mesure de nos lectures, nous avons peu à peu recentré notre sujet, pour faire émerger une problématique. C'est ainsi, à force de lectures, que le jeune chercheur apprend à développer son esprit critique, et à se forger un avis sur des questions qui, quelques mois plus tôt, lui étaient relativement méconnues.

Quel terrain/quelle problématique : le dilemme

Par quoi commencer ? Nous ne connaissons pas un seul doctorant qui ne se soit pas vu confronté à cette difficulté. Nous ne faisons pas exception. Lors de la deuxième année de thèse une difficulté nouvelle est apparue : suis-je prête pour « aller sur le terrain » ? En d'autres termes, interroger les entreprises ? Sentant que la problématique était mal ficelée (ce qui est normal, puisqu'elle avait été construite à partir de lectures), ces lacunes nous empêchaient de construire une grille d'entretien ou de constituer un échantillon. D'un autre côté, le « terrain » pouvait être utile pour préciser la problématique, mais

quelles questions poser aux entreprises ? Et quelles entreprises choisir ? Ce cap est souvent le plus long à passer et aboutit parfois à des thèses pouvant dépasser cinq ans. Finalement, la bonne solution était de se jeter à l'eau, de sortir le nez des articles pour aller confronter toutes nos idées à la réalité des faits. À ce stade, notre directeur de thèse, Michel Marchesnay, a joué un rôle majeur : il nous a guidée, aidée à structurer nos pensées, poussée à faire des entretiens exploratoires pour valider ou invalider certaines questions. Puis, une fois les entretiens exploratoires réalisés, la grille d'entretien pouvait être finalisée et la problématique affinée : « Quelles sont les motifs et les formes des alliances de TPE ? »

76

L'accès au terrain

S'est posée ensuite la question de l'accès au terrain. Le jeune chercheur qui a choisi de travailler sur les PME se voit à la fois avantagé par rapport à ses collègues travaillant sur des grandes firmes, mais aussi handicapé. En effet, nous avons un choix bien plus vaste quant au nombre d'entreprises à étudier, mais étions freinée par un certain nombre de difficultés. Tout d'abord, étudier des TPE implique d'interroger directement le dirigeant de l'entreprise et, de fait, de parvenir à ce qu'il trouve une place pour un entretien dans son planning surchargé. De plus, il est généralement admis que les TPE sont très hétérogènes : entreprises familiales, start-up, entreprises high-tech, entrepreneurs individuels, artisans, commerçants... Comment délimiter le terrain ? Lesquelles sont comparables dès lors que l'on parle de collaboration inter firmes ? Notamment, les entreprises traditionnelles et innovantes relèvent-elles des mêmes processus ? La part de l'informel est-elle aussi prégnante dans les décisions dans ces deux cas ? Enfin, dès lors que la taille de l'entreprise est réduite, on se trouve confronté à la difficulté, voire l'impossibilité, d'accéder à des données chiffrées. Il était donc nécessaire de faire des choix quant aux entreprises à étudier, déterminants pour la suite de la recherche.

Les résultats, leur retranscription et leur diffusion

Puis la phase d'entretiens a démarré. Là encore, nous avons découvert une particularité de la thèse en PME. Bien souvent le dirigeant et son entreprise ne font qu'un, d'autant plus quand l'entreprise est de très petite taille. Il y a (con)fusion des problèmes de l'un avec les problèmes de l'autre. Aussi, lors des entretiens, le dirigeant dévoile une partie de lui-même. L'entreprise étant un projet au service d'un autre projet (personnel au dirigeant), les entretiens peuvent prendre des tournures plus « intimes », moins formelles. La part du non-dit est également importante. Cette typicité dans les interviews, et parfois

même dans les rencontres, implique une éthique et une déontologie bien plus marquée une fois les entretiens terminés. En effet, l'étape suivante consiste en un travail fastidieux de retranscription et d'analyse des données recueillies. Il nous fallait donc tenir compte des caractéristiques de l'entreprise, mais aussi des caractéristiques personnelles du dirigeant. L'un de nos objectifs était d'aboutir à une typologie de dirigeants de TPE, et à une typologie d'alliances. La difficulté était alors de tenir compte de facteurs informels, de non-dits et d'impressions, en restant dans un cadre méthodologique rigoureux et, le tout, sans grossir les traits afin de faire rentrer les dirigeants « dans des cases ». Cela étant, la phase la plus agréable de la thèse débutait. Au fur et à mesure de l'analyse, certaines pièces du puzzle apparaissaient, des réponses nouvelles surgissaient, répondant à des questions que l'on ne s'était pas posées. Par exemple, nous ne nous intéressions pas aux modes de coordination des alliances. Mais les résultats des entretiens nous ont placée face au constat qu'aucune alliance étudiée, aussi stratégique soit-elle, n'était formalisée par un contrat écrit. Malheureusement, les bonnes surprises de cette nature sont aussi accompagnées d'un autre type de difficulté : la solitude de la fin de thèse.

La solitude de la fin de thèse, et la découverte du métier de chercheur

À ce stade, le doctorant ne parvient plus à exprimer ses idées pour demander des avis, tant elles sont complexes et imbriquées. Plus personne ne peut l'aider, ni le conseiller. Lui seul a le canevas complet en tête, l'ensemble des pièces du puzzle à assembler. Même le directeur de recherche ne peut plus le conseiller, puisqu'il en sait moins que lui sur la question. Puis, un matin, un déclic. La pièce qui manquait pour que le puzzle prenne sa forme finale surgit comme une évidence. La thèse se rédige d'elle-même, fluide, logique. Cette étape est à la fois la plus grisante et la plus gratifiante de ces trois années de doctorat. Enfin, après tous ses efforts, le doctorant a la preuve que ses intuitions étaient fondées, a le sentiment d'apporter quelque chose d'utile et de nouveau à la science, aussi petit soit cet apport.

Cela marque le passage du stade d'étudiant à celui de chercheur. C'est à ce moment que l'on découvre réellement la recherche. Nous ne nous abreuvons plus seulement des connaissances des autres, nous contribuons à notre tour à construire la connaissance.

Annabelle Jaouen
Professeur au Groupe Sup de Co Montpellier
Docteur depuis le 5 juillet 2005

Informations complémentaires

La recherche
académique
française en PME

REGARDS SUR LES PME
N° 14

L'ÉTUDE

Témoignage

78

Titre de la thèse

« Les alliances stratégiques entre très petites entreprises : un cadre d'analyse »

Résumé

Cette recherche a pour objet de comprendre et de mettre en évidence les caractéristiques et les problèmes particuliers de développement des toutes petites entreprises. Elle montre également que les alliances stratégiques entre TPE présentent des caractéristiques particulières et sont susceptibles d'apporter une réponse appropriée aux besoins de développement de ce type d'organisation. La méthodologie étant exploratoire et descriptive, une approche configurationnelle est adoptée, permettant de mettre en lumière une série de résultats. D'une part, quatre profils de dirigeants de TPE sont identifiés, chacun ayant des caractéristiques et des comportements stratégiques divergents. D'autre part, quatre configurations d'alliances sont également identifiées, en fonction de leur objet et de la logique sous-jacente des partenaires. Toutefois, pour appréhender de façon pertinente le lien entre profil de dirigeant et forme d'alliance, il est nécessaire de tenir compte du processus de formation du partenariat. Ces trois pôles permettent alors de constituer un cadre d'analyse des alliances de TPE, à partir duquel sont analysés les modes de coordination, les motifs, les apports des partenaires et les effets de l'alliance sur chaque TPE. Finalement, cette thèse pose, entre autres, la question de la spécificité de la TPE et de la nécessité de la considérer comme un objet de recherche à part entière.

Directeur de recherche

Pr Michel Marchesnay

Membres du jury

Rapporteurs : Pr Pierre-André Julien et Pr Robert Paturel

Suffragants : Pr Emmanuelle Reynaud, Pr Gilles Guieu et Pr Frédéric Le Roy

ANNEXES

Annexe 1 : Thèses en PME sur la période 1975-2005

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
BLANLŒIL (DANIEL) et PONCET (JEAN-FRANÇOIS)	STRATÉGIE ET INFORMATION DANS UNE PETITE OU MOYENNE ENTREPRISE	1975	PARIS 9
BRUNIE (CHRISTIAN)	POLITIQUE FINANCIÈRE DE LA PETITE ENTREPRISE	1975	PARIS 9
LANOISELÉE (FRANÇOISE)	LA STRATÉGIE DES MOYENNES ENTREPRISES DE MÉCANIQUE	1975	PARIS 1
CHAIBDDERA (MOULAY)	LES EXPLICATIONS DE LA SURVIE DES PETITES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	1976	RENNES 1
GAILLOCHET	LE FINANCEMENT EN FONDS PROPRES DES PME	1976	PARIS 1
MARION (ALAIN)	LE FINANCEMENT DE LA MOYENNE ENTREPRISE INDUSTRIELLE EN CROISSANCE	1976	LYON 2
LAUNAY (ROGER)	LES NÉGOCIATIONS SOCIALES DANS LES ORGANISATIONS DE PETITES ET MOYENNES TAILLES (PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DU SECTEUR SECONDAIRE ET DU SECTEUR TERTIAIRE)	1977	RENNES 1
LECOINTRE (GILLES)	ESSAI DE TYPOLOGIE DES PETITES ENTREPRISES FAMILIALES	1977	PARIS 9
BLOCH (ROBERT)	CONTRIBUTION À L'ANALYSE DE LA DIMENSION DE L'ENTREPRISE : LE CAS DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE AMÉRICAINE, 1900-1975	1978	BORDEAUX 1
DUPREZ (JEAN-MARIE)	LES MOYENNES ET PETITES ENTREPRISES ET LEURS DIRIGEANTS DANS LA SOCIÉTÉ LOCALE - L'OPÉRATION DE PROMOTION DE LA PETITE ET MOYENNE INDUSTRIE DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS	1978	INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES PARIS
DURAN DE LA FUENTE (HERNAN)	STRATÉGIE DE PÉNÉTRATION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES FRANÇAISES EN AMÉRIQUE LATINE	1978	GRENOBLE 2
EVRAERT (SERGE)	CROISSANCE, EFFICACITÉ ET RENTABILITÉ DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (ÉTUDES COMPARÉES DE SOCIÉTÉS FRANÇAISES COTÉES ET NON COTÉES)	1978	TOULOUSE 1
NEUNREUTHER (BRUNO)	PROCESSUS DE CRÉATION ET DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE INDUSTRIELLE	1978	AIX-MARSEILLE 3
OLLIVIER (ALAIN)	LA PROBLÉMATIQUE DU CONSEIL DE GESTION DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	1978	RENNES 1
PREVEL (JACQUELINE)	DANS QUELLES CONDITIONS L'INFORMATION DES PME DU COMMERCE DE DÉTAIL EST-ELLE EFFICACE ?	1978	PARIS 1
THIONVILLE (RENÉ-MARC)	ANALYSE SOCIOLOGIQUE ET PSYCHO-SOCIOLOGIQUE D'UNE TENTATIVE DE MISE EN PLACE DE NOUVELLES FORMES D'OR- GANISATION DU TRAVAIL DANS QUELQUES PME DU BÂTIMENT		PARIS 1
CONAN (JOËL)	VARIABLES EXPLICATIVES DE PERFORMANCES ET CONTRÔLE DE GESTION DANS LES PMI	1979	PARIS 9
DEGOS (JEAN-GUY)	LA COMPTABILITÉ MATRICIELLE ET LA GESTION DES PME	1979	BORDEAUX 1
FÉRON (DOMINIQUE)	LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET LE MARCHÉ COMMUN	1979	PARIS 5

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
FREDOUET (CHARLES)	MODÉLISATION DE LA GESTION FINANCIÈRE DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	1979	RENNES 1
HOLDER (MICHEL)	VARIABLES EXPLICATIVES DE PERFORMANCES ET CONTRÔLE DE GESTION DANS LES PMI	1979	PARIS 9
NAIM (BERNARD)	LES MÉTHODES DE SOUS-ÉVALUATION DES BASES IMPOSABLES AU NIVEAU DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET LEURS CONSÉQUENCES.	1979	PARIS 12
RAMAN (JEAN-PIERRE)	COÛT ET STRUCTURE DES RESSOURCES ET COMPORTEMENT FINANCIER DES PME	1979	LILLE 1
RICHARD (J. FRANÇOIS)	LES ÉTUDES DE MARCHÉ DANS LES PME	1979	BORDEAUX 1
TOUSSAINT (DENIS)	LIMITES DU POUVOIR D'ENDETTEMENT DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES INDUSTRIELLES. APPROCHE ORGANISATIONNELLE	1979	PARIS 9
ATANGANA OWONA (JEAN)	L'INFORMATION DANS LA PETITE ET LA MOYENNE ENTREPRISE : SOCIOLOGIE DE LA COMMUNICATION ET ORGANISATION DE L'INFORMATION DOCUMENTAIRE	1979	PARIS 13
BUI (PASCAL)	ESSAI SUR QUELQUES ASPECTS JURIDIQUES CONCERNANT LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	1980	TOULOUSE 1
LECLER (YVELINE)	L'EMPLOI SALARIÉ DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES JAPONAISES : EN TANT QUE RÉGULATEUR DU MARCHÉ DU TRAVAIL ET DE L'ACTIVITÉ DES GRANDES ENTREPRISES, 1955-1978	1980	ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES
MARQUENIE (ERWIG)	LES PME DANS LE COMMERCE UE/BL-PAYS DE L'EUROPE DE L'EST	1980	PARIS 1
MEDEIROS GONES DE MA (AECIO)	LE SYSTÈME DE POUVOIR DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES AU NORD-EST BRÉSILIEU	1980	PARIS 9
MOMPOINT BODIN (BERNADETTE)	LES OBLIGATIONS CAUTIONNÉES : UN INSTRUMENT DE FINANCEMENT DES PME	1980	BORDEAUX 1
OLLIVIER (GEORGES)	LE PLAN DE FORMATION DANS LES PME	1980	RENNES 1
PIERRE (JACQUES)	CONTRAINTES EXTERNES ET MAÎTRISE DES PERFORMANCES : LE CAS DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	1980	TOULOUSE 1
TEVOEDJRE (JACQUES)	LE CRÉDIT AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES COMME ÉLÉMENT D'UNE STRATÉGIE DE DEVELOPPEMENT	1980	LYON 2
BRUNIER (PATRICK)	L'ACCÈS DES PME À L'ÉPARGNE : LES MÉCANISMES D'ACCÈS AU MARCHÉ FINANCIER	1981	LILLE 2
COLOBERT (J.-FRANCOIS)	LES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET LE FINANCEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	1981	RENNES 1
MAHDHAOUI (ALI)	INTERDEPENDANCE INDIVIDU-FAMILLE-ENTREPRISE DANS LE CADRE DE LA FORMULATION DES POLITIQUES DE STRATÉGIES SELON LES DIFFÉRENTS SYSTÈMES DES PME (CAS DE LA FRANCE)	1981	PARIS 9
MARMET (GUY)	ALTÉRATIONS STRUCTURELLES INDUITES PAR LE DEVELOPPEMENT D'UNE STRATÉGIE D'EXPORTATION DANS LES PETITES ENTREPRISES	1981	LYON 3

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
	FRANÇAISES. ÉTUDE COMPARATIVE SUR LE QUÉBEC ET LA FRANCE		
ATOT VIDAL (MARIE CLAU)	LE RÔLE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DANS LE REDÉPLOIEMENT INDUSTRIEL	1981	PARIS 1
BANGAYALA (FULBERT)	L'INTERVENTION DE L'INSTITUT DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DANS LE FINANCEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET INDUSTRIES	1982	DIJON
DJAMAN (SOA)	STRUCTURE FINANCIÈRE ET COMPORTEMENT FINANCIER DES PMI EN CÔTE D'IVOIRE	1982	PARIS 9
EDORH (AMEGNIZI)	LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES TOGOLAISES DANS LE SECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS : DES FAITS À LA DÉFINITION D'UNE POLITIQUE DE CHOIX DES INVESTISSEMENTS ET DE FINANCEMENT	1982	POITIERS
KABBAJ (MOHAMMED)	ESSAI D'ANALYSE ÉCONOMIQUE DE L'INTÉGRATION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ARTISANALES DANS LE DÉVELOPPEMENT DU MAROC	1982	PARIS 2
MERDJI (M'HAMED)	L'ANALYSE DU POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	1982	RENNES 1
AL ZARIF (RABIH)	LES PETITES ENTREPRISES INDUSTRIELLES AU LIBAN. SURVIVANCE OU VIABILITÉ. ÉTUDE DE CAS : LES FABRICANTS DE CHAUSSURES À HAI MADI (MONOGRAPHIE DE MÉTIER)	1983	ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES
BADER (MAJED FARHAN)	RÔLE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LA CRÉATION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES INDUSTRIELLES - LE CAS DE LA JORDANIE	1983	GRENOBLE 2
DE LA BAUME (CHARLES)	LA GESTION DANS L'INNOVATION : LE CAS DES PMI FRANÇAISES	1983	PARIS 9
DELFOSSÉ (LUC)	LES ACTIONS ASSOCIÉES D'ENTREPRISES FRANÇAISES À L'EXPORTATION. APPLICATION AUX PME ET A UN SECTEUR DES INDUSTRIES MÉCANIQUES : L'OUTILLAGE	1983	PARIS 9
DURAND CARRIER (ÉRIC)	LA DÉMARCHE EXPORTATRICE DES PME	1983	TOULOUSE 1
EL KHADRI (LATIFA)	LES PROBLÈMES DE DEMARRAGE DE LA PETITE ENTREPRISE : LE CAS MAROCAIN	1983	MONTPELLIER 1
EL SAYAD (FOUAD)	LES PETITES ENTREPRISES INDUSTRIELLES AU LIBAN : DUALITÉ ET CONFRONTATION LE CAS DU SECTEUR BOIS-MEUBLES À SAÏDA	1983	PARIS 7
FALLERY (BERNARD)	LE SYSTÈME D'INFORMATION DU DIRIGEANT DE PETITE ENTREPRISE	1983	MONTPELLIER 1
GAUDIN (JEAN-PAUL)	LA STRUCTURATION DES CONNAISSANCES RELATIVES À L'ENVIRONNEMENT : APPLICATION AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	1983	LYON 3
GAVALDON ENCISO (ENRIQUE)	ÉVOLUTION DES STRUCTURES INDUSTRIELLES ET RÔLE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DANS LES INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES EN FRANCE	1983	ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES
LARE (NADEDJO)	MISE EN PLACE DE L'INFORMATIQUE DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET CONSÉQUENCES SUR LA GESTION PRÉVISIONNELLE DES FLUX DE PRODUITS	1983	POITIERS

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
LAYRAC (PATRICE)	LA POLITIQUE PRODUIT À L'EXPORTATION : APPLICATIONS AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	1983	PARIS 9
MÉNARD (JEAN-YVES)	RECRUTEMENT ET ORGANISATION, CONCEPTIONS ET PRATIQUES DU RECRUTEMENT DU PERSONNEL DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES EN BRETAGNE	1983	RENNES 2
MINOUNGOU (PIERRE)	L'IMPOSITION DES BÉNÉFICES DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE EN HAUTE-VOLTA	1983	PARIS 2
RASSOUL (IDIR)	GESTION DU RISQUE DE CHANGE ET DE TRÉSORERIE À COURT TERME : RECUEIL ANALYSE ET TRAITEMENT DE L'INFORMATION. CAS D'UNE PME	1983	PARIS 9
WARNET (MARC)	LA PME À LA RECHERCHE D'UNE STRATÉGIE INTERNATIONALE	1983	PARIS 1
AMMEUX (J.-PHILIPPE)	LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES EN FRANCE, LEUR PLACE DANS LE SYSTÈME PRODUCTIF ET LES EXPORTATIONS INDUSTRIELLES	1984	PARIS 1
AVARE (PHILIPPE)	RÔLE ET INFLUENCE DES COMPTES COURANTS D'ASSOCIÉS DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	1984	PARIS 1
BEJAOUI (AFIF)	LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE DANS LE TISSU INDUSTRIEL TUNISIEN. HYPOTHÈSES. DIAGNOSTIC ET GUIDE D'ACTION	1984	PARIS 9
BENJELLOUN (NOUREDDINE)	CONTRIBUTION À LA CONNAISSANCE DU CRÉDIT-CLIENTS DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME)	1984	BORDEAUX 1
BERGONZOLI (JACQUELINE)	UNE EXPÉRIENCE DE COLLABORATION ENTRE LE SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DE GESTION ET LES PME EN MATIÈRE D'ASSISTANCE CONSEIL : L'INSTITUT DE LA PME	1984	BORDEAUX 1
DIAKITE (ABDOU SALAM)	LES GARANTIES BANCAIRES DES CRÉDITS AUX PME EN CÔTE D'IVOIRE	1984	PARIS 1
DUHAUT (CHRISTIAN)	POTENTIALITÉ ET AVENIR DE LA PETITE ENTREPRISE IVOIRIENNE. LE CAS DE LA MENUISERIE-ÉBÉNISTERIE À ABIDJAN	1984	LILLE 1
GARCIA LABASTIDA (FRANCISCO-E.)	PERCEPTIONS DE L'EFFICACITÉ DU SERVICE DE CONSULTATION EN GESTION : ÉTUDE EXPLORATOIRE DES PME AU MEXIQUE	1984	AIX-MARSEILLE 3
GEBAI (MOHAMED)	LES RELATIONS ENTRE LES BANQUES COMMERCIALES ET LES PME LIBANAISES. PROBLÉMATIQUE ET ANALYSE EMPIRIQUE SUR LA PÉRIODE 1975-1983	1984	BORDEAUX 1
HIRIGOYEN (GÉRARD)	CONTRIBUTION À LA CONNAISSANCE DES COMPORTEMENTS FINANCIERS DES MOYENNES ENTREPRISES INDUSTRIELLES FAMILIALES	1984	BORDEAUX 1
LESSARD (ÉLISABETH)	L'ACCÈS DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES AUX FINANCEMENTS BANCAIRES ET LA MUTUALISATION DES RISQUES	1984	PARIS 1
LUBIS (SUTAN BATANG)	CARACTÉRISTIQUES DES DIRIGEANTS, DEGRÉ DE CROISSANCE ET TYPE D'ORGANISATION DANS LES PETITES ENTREPRISES EN INDONÉSIE ÉTUDE DE 61 FIRMES INDUSTRIELLES DE TEXTILE	1984	GRENOBLE 2
MILHET (SERGE)	LE FINANCEMENT DE L'ARTISANAT ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES PAR LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'AUDE	1984	TOULOUSE 1
MOUREN (MICHEL)	RÉFLEXIONS SUR LE FINANCEMENT DE L'INFORMATIQUE EN FRANCE : LE FINANCEMENT DES UTILISATEURS (PETITES ET	1984	ÉCOLE CENTRALE DE PARIS

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
	MOYENNES ENTREPRISES), LE FINANCEMENT DES CONCEPTEURS DANS LA MICRO-INFORMATIQUE ET LA MICRO-ÉLECTRONIQUE		
ONAMBELE NGONO (ISIDORE)	LA PLACE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DANS LE PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT DES PAYS DU TIERS-MONDE : L'EXEMPLE DU CAMEROUN	1984	STRASBOURG 2
RAMIREZ MARTINEZ (GUILLERMO)	LA SAUVEGARDE DE LA PMI DU SECTEUR ALIMENTAIRE AU MEXIQUE : PRIORITÉ DE LA FORMATION EN GESTION ET DE L'APPUI FINANCIER EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE MOYENNE	1984	PARIS 9
TINARD THIBAUT (CHRISTIANE)	GROUPES ET PME - ESSAI SUR LA STRATÉGIE ADAPTATIVE	1984	CAEN
TROYES (MARTINE)	LE FINANCEMENT DES PME-PMI PAR LE CRÉDIT AGRICOLE	1984	TOULOUSE 1
VOLPI (RÉMY)	APPROCHE MONOGRAPHIQUE DU PROCESSUS D'INTERNATIONALISATION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	1984	LILLE 1
BADER (MAJED)	CRÉATION ET DÉMARRAGE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES INDUSTRIELLES (PMI) DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT : LE CAS DE LA JORDANIE	1985	GRENOBLE 2
BARRAL BADIN (CAROLINE)	LES PME ET LES NOUVELLES TECHNOLOGIES	1985	PARIS 9
EL AMRI HASSANI (MOHAMMED)	LA PERSONNALITÉ DES DIRIGEANTS DE PME ET LE COMPORTEMENT DE RECHERCHE DES INFORMATIONS STRATÉGIQUES-BASES THÉORIQUES ET ÉTUDE EMPIRIQUE	1985	RENNES 1
JAFFEUX METAIS (CORINNE)	RISQUE DE CHANGE ET PME EXPORTATRICE	1985	ORLÉANS
LECAILLON ARMAND (FRANÇOISE)	LA PETITE ENTREPRISE INDUITE PAR LES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES. UN FACTEUR DE DÉVELOPPEMENT EN TIERS MONDE (L'EXEMPLE DE LA CÔTE D'IVOIRE)	1985	AIX-MARSEILLE 3
LEE (GWANG-HYEON)	LA STRATÉGIE DE L'IMPLANTATION INDUSTRIELLE À L'ÉTRANGER PAR LES PME FRANÇAISES DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	1985	LYON 3
MURRAIRE (OLIVIER)	LA GESTION D'UN RISQUE ACCIDENTEL DANS LES PME FRANÇAISES	1985	PARIS 1
NAHIL (EL MOSTAFA)	CONTRIBUTION À L'ÉTUDE DES PROBLÈMES DE FINANCEMENT DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES INDUSTRIELLES (PME) AU MAROC	1985	MONTPELLIER 1
OGER HENRY (BRIGITTE)	MICRO-INFORMATIQUE DE GESTION DES PETITES ENTREPRISES - ÉTUDE EMPIRIQUE	1985	PARIS 1
ZOUGGARI (MOUNIR)	ORGANISATION ET CROISSANCE DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE RELATION ENTRE ATTITUDE DU DIRIGEANT ET RÉSULTATS DE L'ENTREPRISE	1985	PARIS 1
BOUY (CHARLES)	LA GESTION DE LA TRÉSORERIE DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	1986	PARIS 1
DE VAUJANY (ROBERT)	STRATÉGIE DE DIVERSIFICATION INTERNATIONALE DE LA PME. L'IMPLANTATION D'UNE FILIALE DANS UN PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT	1986	LYON 3
ENNAMLI (ABDELAZIZ)	LA STRATÉGIE D'INTÉGRATION VERTICALE DANS LES MOYENNES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	1986	BORDEAUX 1
LAY (JAMES)	LA BOURSE ET LES MÉCANISMES DE FINANCEMENT DES PME-PMI	1986	POITIERS
LOKMANE (SEDDIQ)	LE CRÉDIT À LONG ET MOYEN TERME ET LES PETITES ET	1986	LYON 2

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
	MOYENNES INDUSTRIES AU MAROC		
ROUX (MICHEL)	LES BANQUES ET LE FINANCEMENT DE L'INNOVATION POUR LES PME	1986	CNAM
TOURE FARAH (PAUL MARIE)	LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DANS LA STRATÉGIE ÉTATIQUE DE DEVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN CÔTE D'IVOIRE	1986	TOULOUSE 1
ABOU JAMRA (KHALIL)	LA GESTION DE LA FORCE DE VENTE DANS LA PMI. TENDANCES ACTUELLES ET PERSPECTIVES D'AVENIR	1987	BORDEAUX 1
BISSIRIOU (MOUAZINOU)	COMPORTEMENTS DES BANQUES ET DES SOCIÉTÉS DE CAPITAL-RISQUE FACE AUX BESOINS FINANCIERS ET ATTENTES DES PME INNOVATRICES EN FRANCE ET EN RFA	1987	STRASBOURG 1
BOUE (ZINSO)	LA FORGE TRADITIONNELLE COMME POINT DE DÉPART D'UNE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DES PETITES ENTREPRISES DE MÉCANIQUE RURALE : LE CAS DU BURKINA ET DU MALI	1987	RENNES 1
BOUTILLIER (SOPHIE)	SYSTÈME PRODUCTIF STRATIFIÉ ET DÉPENDANCE TECHNOLOGIQUE : L'AUTOMATISATION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES INDUSTRIELLES. ESSAI BASE SUR DES EXEMPLES AMÉRICAINS, JAPONAIS ET FRANÇAIS	1987	PARIS 10
BRECHET (JEAN-PIERRE)	PORTEFEUILLE DE SAVOIR-FAIRE ET STRATÉGIE DE LA PMI	1987	POITIERS
COURTOT (PASCAL)	TRAVAIL ET RAPPORTS DE PRODUCTION DANS LES PETITES UNITÉS ÉCONOMIQUES. ÉCONOMIE DU REFUS, MARCHÉ, ÉTAT	1987	PARIS 10
DEBBAGH (SAAD)	ESSAI D'ANALYSE ET D'INTERPRÉTATION DU COMPORTEMENT STRATÉGIQUE DES DIRIGEANTS DE LA PME FACE AUX RISQUES : LOGISTIQUE, MANAGÉRIAL ET SUCCESSORAL	1987	CAEN
DIABRE (ZEPHIRIN)	CONTRIBUTION À LA RECHERCHE DES FACTEURS EXPLICATIFS DU COMPORTEMENT D'ENDETTEMENT DES MOYENNES ENTREPRISES INDUSTRIELLES (MEI) : L'ANALYSE DU RÔLE DE LA CROISSANCE	1987	BORDEAUX 1
DISSAKE (DIEUDONNE)	CONTRIBUTION À LA CONNAISSANCE DES ENTREPRISES INDÉPENDANTES ET DES FILIALES DE GROUPES : LE CAS DES MOYENNES ENTREPRISES INDUSTRIELLES DU GRAND SUD-OUEST	1987	BORDEAUX 1
DONIAMA (DAVID)	LE PROCESSUS D'INNOVATION DANS LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES DE PETITE ET MOYENNE DIMENSION - ESSAI D'ANALYSE ET D'INTERPRÉTATION	1987	CAEN
EBANDA JANGWA (MANFRED)	LE DÉVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES AU CAMEROUN. UN ESSAI D'APPLICATION D'UNE POLITIQUE D'INCITATION ÉCONOMIQUE	1987	PARIS 10
EGEA (HENRI)	ATTITUDES ET COMPORTEMENTS D'ACHATS DES MICRO-SYSTÈMES PROFESSIONNELS PAR LES PETITES ENTREPRISES ET LES PROFESSIONS LIBÉRALES	1987	PARIS 1
GRAVEL (MARC)	ÉVALUATION DE LA MÉTHODE KANBAN DANS UN CONTEXTE DE PRODUCTION PAR LOTS : EXPÉRIMENTATION DANS UNE PME QUÉBÉCOISE	1987	AIX-MARSEILLE 3
GUIRAUD (DANIEL)	L'ANALYSE PSYCHO-SOCIOLOGIQUE DES CONDUITES STRATÉGIQUES PROFESSIONNELLES DES DIRIGEANTS DES PMI	1987	TOULOUSE 2

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
HAUPERT (JEAN-CLAUDE)	LES ASPECTS PERMISSIFS ET PERFORMANTS DES STRUCTURES FINANCIÈRES DES PME FRANÇAISES ET ALLEMANDES. ANALYSE COMPARATIVE ENTRE ALSACE-LORRAINE D'UNE PART ET BADE WURTEMBERG ET SARRE D'AUTRE PART	1987	MULHOUSE
HIOL (JANVIER)	PRATIQUE DU MARKETING DANS LES PME DU CAMEROUN. AVENIR ET DÉVELOPPEMENT	1987	PARIS 13
KOEHL (MICHEL)	ACTION DE L'ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL SUR LES PMI - CONDITIONS DU DÉVELOPPEMENT DE L'ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL, CONSÉQUENCES ORGANISATIONNELLES ET STRATÉGIQUES	1987	PARIS 1
LEGER (CATHERINE)	STATUT ET CAPACITÉ STRATEGIQUE DE LA PMI	1987	PARIS 9
LIGER (ARMEL)	LA GESTION FISCALE DES PMI : UN MYTHE, LE LIEN FISCALITÉ- FINANCEMENT	1987	RENNES 1
NZOLOUFOUA (JUSTIN)	ESSAI D'ANALYSE DU COMPORTEMENT DES ENTREPRENEURS PME FACE À L'INVESTISSEMENT	1987	CAEN
ROBITAILLE (LUC)	ÉVALUATION D'UNE DEMANDE DE FINANCEMENT : ÉTUDE DU PROCESSUS DÉCISIONNEL INDIVIDUEL	1987	MONTPELLIER 1
SIRE (BRUNO)	CONTRIBUTION À LA CONNAISSANCE DE LA FLEXIBILITÉ POTENTIELLE DES ENTREPRISES : L'EXEMPLE DES PMI SOUS-TRAITANTES DE L'AÉRONAUTIQUE EN MIDI-PYRÉNÉES	1987	BORDEAUX 1
YAHIAOUI (JONODY)	LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES RHÔNE-ALPINES ET LA COOPERATION INDUSTRIELLE : EXPÉRIENCES ET RETOMBÉES LOCALES	1987	GRENOBLE 2
AHOUNOUD (BENIE)	EXISTENCE, NATURE ET PROBLÈME DE MESURE DU COÛT GLOBAL DES GARANTIES LIÉES À L'OBTENTION DES CRÉDITS BANCAIRES : APPLICATION AU FINANCEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME)	1988	BORDEAUX 1
ANDRIANJAKA BEZANAH (RANDRIANARIM)	MANAGEMENT ET « PERFORMANCE » : LE CAS DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (FRANCE)	1988	TOULOUSE 1
ERRAKHMI (ABDELHAK)	CONTRIBUTION À LA CONNAISSANCE DE L'ÉLABORATION ET LA PRATIQUE DES DOCUMENTS COMPTABLES ET FINANCIERS PRÉVISIONNELS DANS LES ENTREPRISES : ESSAI DE COMPARAISON PME-GRANDES ENTREPRISES	1988	BORDEAUX 1
GUERRA LEONE CLODOALDO PINT (NILDA MARIA)	LES DIRIGEANTS DE PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES INDUSTRIELLES DE L'ÉTAT DE PARAIBA (BRÉSIL) : IDENTIFICATION DE LEURS CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES ET DE LEURS VALEURS ET ATTITUDES	1988	GRENOBLE 2
MATHEU (MICHEL)	L'ÉTAT ET LES PMI. POURQUOI MENER UNE POLITIQUE INCITATIVE ?	1988	PARIS 9
NDONG (ROLAND SERGE)	LES FIRMES DE PETITE ET MOYENNE DIMENSION AU GABON : CARACTÉRISTIQUES ÉCONOMIQUES, CULTURELLES ET STYLE DE MANAGEMENT	1988	BORDEAUX 1
SAINT PIERRE (GILLES)	L'ÉVALUATION DE L'INFLUENCE D'UN PROGRAMME PRODUCTIQUE SUR LA STRATÉGIE DES PME. LE CAS DE PME DE L'INDUSTRIE QUÉBÉCOISE DE L'USINAGE	1988	MONTPELLIER 1

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
TCHANG BIOLA (ROGER)	DYNAMIQUE INDUSTRIELLE ET CRÉATION DES PME-PMI AU CAMEROUN	1988	PARIS 10
ABIASSI (AMEN)	PROCESSUS D'INTERNATIONALISATION : LE CAS DE PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (APPROCHE MONOGRAPHIQUE)	1989	LILLE 1
ACHY ACHY (GERARD)	LE RECENTRAGE D'ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES DES PME-PMI EN CÔTE D'IVOIRE	1989	CAEN
AVELE OBAME (LOUIS B.)	AIDES AUX PME EXPORTATRICES : MÉCANISMES ET EFFICACITÉ	1989	BORDEAUX 1
COULIBALY (MAMADOU)	LES PROBLÈMES DES PME-PMI DE CÔTE D'IVOIRE ET L'INFORMATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE	1989	BORDEAUX 3
FERRI (FRANCESCA)	LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DES PME : LE CAS ITALIEN	1989	PARIS 1
HUSSAIN ALI (ALI)	CONTRIBUTION À LA CONCEPTION D'UNE MÉTHODE D'ACCOMPAGNEMENT EN PHASE AMONT DES PROJETS DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE INTERNATIONAUX ENTRE UN PAYS DÉVELOPPÉ ET UN PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT : APPLICATION AUX PROJETS DE TRANSFERT ENTRE LES PME...	1989	NANCY 1
KAMMOGNE FOKAM (PAUL)	LA PROBLÉMATIQUE DE FINANCEMENT DE LA PETITE ET MOYENNE INDUSTRIE : CAS DU CAMEROUN	1989	BORDEAUX 1
N GODIOH (BAOUKAK)	« ADAPTATION » DE LA FORMATION À L'ÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE : ÉTUDE DE L'UTILISATION DES CAP-BEP DANS LES PME DU SECTEUR DE LA MÉCANIQUE	1989	TOULOUSE 2
NARO (GÉRALD)	FACTEURS ET COMPORTEMENTS D'EMBAUCHE DANS LES PME	1989	MONTPELLIER 1
PARK (SEONG-TAEK)	LE RÔLE DES PMI DANS LE PROCESSUS D'INDUSTRIALISATION : LE CAS DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE	1989	GRENOBLE 2
ROBIC PINSARD (PAULETTE)	STRATÉGIE DE DIVERSIFICATION DES PME. MESURE ET ANALYSE – LE CAS DE PME DU SECTEUR LAITIER	1989	N.C.
TOUIMI BENJELLOUN (TARIK)	LE RÔLE DES SOCIÉTÉS DE COMMERCE EXTÉRIEUR DANS LE PROCESSUS D'ADOPTION DE L'EXPORTATION PAR LA PMI	1989	BORDEAUX 1
VERGNAUD SCHAEFFEL (MARIE-PIERRE)	ÉCOUTE PROSPECTIVE DE L'ENVIRONNEMENT : UNE ARME STRATÉGIQUE POUR LA COMPÉTITIVITÉ DES PME-PMI EXPORTATRICES DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES	1989	GRENOBLE 2
ATTIA (TAIEB)	STRATÉGIES DE DEVELOPPEMENT DE PME ET IMPLICATIONS FINANCIÈRES	1990	STRASBOURG 3
ESSOMBA AMBASSA (CLAUDE)	COMPORTEMENT FINANCIER ET STRATÉGIE DE FINANCEMENT À LONG TERME DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES INDUSTRIELLES CAMEROUNAISES	1990	PARIS 9
LACASSE (RICHARD MARC)	LA PETITE ENTREPRISE AU CANADA : LE CAS PARTICULIER DE L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ DANS LE SECTEUR MANUFACTURIER	1990	NICE
LAMSIFER (NAJAT)	LE RÔLE DES PME DANS UNE PROBLÉMATIQUE DE CODÉVELOPPEMENT AUTOCENTRÉ : APPLICATION AU CAS MAROCAIN	1990	NICE
NJIMOLUH (MOUSSA)	RÔLE ET PLACE DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (1956-1987) DANS LE FINANCEMENT DES PME-PMI : UNE TENTATIVE D'APPRÉCIATION EMPIRIQUE DE LA FONCTION DÉCISIONNELLE DES SDR EN MATIÈRE DE PRISES DE PARTICIPATIONS MINORITAIRES ET TEMPORAIRES. LE CAS DE LA SDR CENTREST	1990	PARIS 9

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
PERROT (ANNICK)	L'ENTREPRISE UNIPERSONNELLE À RESPONSABILITÉ LIMITÉE : LA SOCIÉTÉ UNIPERSONNELLE	1990	PARIS 1
ATTIA (FATHI)	MANAGEMENT DE LA TECHNOLOGIE ET STRATÉGIE DES PMI	1991	AIX-MARSEILLE 3
BAUMERT (HENRY)	PLACE DU SECOND MARCHÉ DANS LA DÉMARCHE SUCCESSORALE DES PMI EN FRANCE	1991	PARIS 2
BOUSLAMA (NEJI)	LES PERFORMANCES DES PME À L'EXPORTATION : QUELS OUTILS?	1991	PARIS 9
COEDEL (JOSEPH)	ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES D'AIDE À L'INVESTISSEMENT DANS LES PETITES ENTREPRISES. LES PLANS DE MODERNISATION EN AGRICULTURE. LE CAS DE LA LOIRE-ATLANTIQUE À LA LUMIÈRE DE L'EXPÉRIENCE DES PAYS DE LA LOIRE, DE LA FRANCE ET DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE	1991	PARIS 10
DEGOS (JEAN-GUY)	CONTRIBUTION À L'ÉTUDE DU DIAGNOSTIC FINANCIER DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	1991	BORDEAUX 1
LOUNDOU (DIEUDONNÉ-AN)	IMPACT DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE PRODUCTION SUR L'EMPLOI. LE CAS DES PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE- D'AZUR. APPROCHE STATISTIQUE MULTIDIMENSIONNELLE : STABILITÉ ET VALIDITÉ DES RÉSULTATS	1991	AIX-MARSEILLE 2
MEBADA MEBADA (GRÉGOIRE)	LA PROBLÉMATIQUE DE LA PME DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT : UNE APPROCHE PAR L'ÉCONOMIE INDUSTRIELLE	1991	CAEN
MOUSTACCHI (BRUNO)	UTILITÉ ET CONDITIONS DE DÉVELOPPEMENT D'UN MARCHÉ DE REPRISSE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES FRANÇAISES - LES ANNÉES 1980-1990	1991	PARIS 9
NUNES (PANCHO)	LES OPÉRATIONS DE PMISATION : PRATIQUE OU STRATÉGIE?	1991	GRENOBLE 2
ONUKOGU (ONWUDI CASIM)	CONTRIBUTION À LA CONNAISSANCE DU COMPORTEMENT DES PME-PMI EXPORTATRICES D'AQUITAINE : ESSAI D'ANALYSE PAR LES MODÈLES DE COMPORTEMENT À L'EXPORTATION	1991	BORDEAUX 1
PADULA (ANTONIO D.)	UNE MÉTHODOLOGIE DE DIAGNOSTIC ORGANISATIONNEL GLOBAL POUR LE CONSEIL DE DIRECTION EN PME-PMI	1991	GRENOBLE 2
RODRIGUES-PEREIRA (PAULO R.)	INNOVATION TECHNOLOGIQUE, PME ET RÔLE DE L'ÉTAT	1991	CNAM
ROUX GONALONS (ÉLYETTE)	LES FACTEURS EXPLICATIFS DE LA DÉCISION D'EXPORTER EN PMI : RÔLE DE L'ATTITUDE DU DIRIGEANT ENVERS LE RISQUE	1991	AIX-MARSEILLE 3
SOUMBOU OU SMAIELA (OMER)	FACTEURS EXPLICATIFS DE LA PERFORMANCE À L'EXPORTATION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	1991	CAEN
BRENET (PASCALE)	LE PARTENARIAT TECHNOLOGIQUE ENTRE GROUPES ET PME : LE CAS DES CENTRES RÉGIONAUX D'APPUI TECHNIQUE ET D'INNOVATION	1992	LILLE 1
CARRIER VACHON (CAMILLE)	L'INTRAPRENEURIAT DANS LA PME : UNE ÉTUDE EXPLORATOIRE DU PHÉNOMÈNE À PARTIR DES REPRÉSENTATIONS DES PRINCIPAUX ACTEURS CONCERNÉS	1992	MONTPELLIER 1
CHAUVEY (JEAN-NOËL)	LA FORMATION DES PRIX DANS LES PETITES ENTREPRISES DE SERVICES : APPLICATION AUX SERVICES RENDUS AUX ENTREPRISES	1992	MONTPELLIER 1

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
CHEKKI (ADEL JALEL)	DYNAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS : CAS DE LA PMI EN TUNISIE	1992	PARIS 1
ESOBO BANG (ISAAC RICHAIR)	NIVEAU DE LA TECHNIQUE ET CONTRIBUTION À L'EMPLOI ET À LA FORMATION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES INDUSTRIELLES DANS L'ÉCONOMIE DU CAMEROUN	1992	RENNES 1
GENIAUX TRUC (ISABELLE)	PROPOSITION D'UNE MÉTHODE D'IDENTIFICATION ET DE GESTION DU MÉTIER TECHNOLOGIQUE DE L'ENTREPRISE : APPLICATION À LA PME	1992	GRENOBLE 2
KRISSA (KHALIFA)	LE SECTEUR « NON ORGANIS » DU BÂTIMENT : NATURE ET FONCTIONS DE LA PETITE ENTREPRISE DE MAÇONNERIE À MEKNÈS (MAROC)	1992	PARIS 12
LESCURE (MICHEL)	LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	1992	PARIS 10
MAHMOUD (ABDELLATIF)	DANS LA FRANCE DES ANNÉES 1920 LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL (CAS DE LA RÉGION STÉPHANOISE)	1992	SAINT-ÉTIENNE
MAISONNEUVE (GEORGES)	LES SCHÉMAS DIRECTEURS INFORMATIQUES DES MOYENNES ENTREPRISES	1992	PARIS 9
NZELOMONA (RAPHAEL)	LE DÉVELOPPEMENT DE LA GESTION PARTENARIALE DES PETITES ENTREPRISES AU CONGO	1992	PARIS 10
OUGHEBBI (ALI)	UN MODÈLE D'APPROCHE DES DÉTERMINANTS DE LA PERFORMANCE DES PME - ANALYSE THÉORIQUE ET ÉTUDE EMPIRIQUE	1992	RENNES 1
ROMANO (JOSEPH)	LE CONSEIL AUX PME : LOGIQUES D'ENTREPRISES ET INTERVENANTS EXTERNES DANS LA DIFFUSION D'UN NOUVEAU MODÈLE ORGANISATIONNEL	1992	NANCY 2
YOUALE (CALIXTE)	MUTATION ÉCONOMIQUE ET TRAJECTOIRES TECHNOLOGIQUES DES PMI : L'EXEMPLE DES INDUSTRIES DE LA CONSTRUCTION	1992	PARIS 1
ABITEBOUL (RICHARD)	ÉLÉMENTS D'ERGONOMIE POUR L'AIDE À LA CONCEPTION DU SYSTÈME D'INFORMATION DE LA TOUTE PETITE ENTREPRISE. PROBLÉMATIQUE EN ENVIRONNEMENT MICRO-INFORMATIQUE INTÉGRÉ	1993	NICE
BAGODOU (SÉBASTIEN)	INTERVENTIONS ÉCONOMIQUES ET PME. ESSAI D'ÉVALUATION DES POSSIBILITÉS DE FINANCEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES EN FRANCE	1993	POITIERS
BAMDAD SOOFI (JAHANYAR)	LES DÉTERMINANTS DE LA DÉCISION D'EMBAUCHE DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES FRANÇAISES. LE COMPORTEMENT DU DIRIGEANT	1993	LILLE 1
BRAGUIER (ISABELLE)	LE COMPORTEMENT ORGANISATIONNEL ET STRATÉGIQUE DES PME : L'EFFET DE L'INCERTITUDE PERÇUE DE L'ENVIRONNEMENT	1993	POITIERS
BRENNER (BERNHARD)	SUR L'INGÉNÉRIERIE ORGANISATIONNELLE DE LA COOPÉRATION INTERENTREPRISES : LE CAS DES PME-PMI DANS LE CADRE DU MARCHÉ UNIQUE EUROPÉEN	1993	AIX-MARSEILLE 3
CLAVEAU (NATHALIE)	CONCEPTION D'OUTILS INFORMATISÉS D'AIDE AU DIAGNOSTIC STRATÉGIQUE EN PME : EXPÉRIENCE ET ENSEIGNEMENTS	1993	LYON 3
DAUGAS SINDA (ANNIE)	LA STRATÉGIE DE L'ENTREPRISE AGRICOLE : APPLICATION À	1993	NICE

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
	LA GESTION DE LA PETITE ENTREPRISE DU SECTEUR AGRICOLE EN FRANCE		
DESMAZES (JEAN)	CONTRIBUTION À LA CONNAISSANCE DES PROCESSUS D'AUTOMATISATION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	1993	POITIERS
GHUDHAIB (QAZI)	STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES INDUSTRIELLES, FONDEMENTS THÉORIQUES ET VÉRIFICATIONS EMPIRIQUES : LE CAS DE L'IRAK	1993	NICE
GUILHON (ALICE)	ETUDE DE LA RELATION ENTRE LE CHANGEMENT ORGANISATIONNEL ET L'INVESTISSEMENT INTELLECTUEL DANS LES PME	1993	MONTPELLIER 1
MAHERAULT(LOÏC)	COMPORTEMENT FINANCIER DES PME FAMILIALES : APPROCHES THÉORIQUES ET EMPIRIQUES	1996	GRENOBLE 2
PARADAS (AGNÈS)	CONTRIBUTION À L'ÉVALUATION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN PME	1993	MONTPELLIER 1
RISPAL (MARTINE)	LES MODES DE CRÉATION ET DE FONCTIONNEMENT D'ACCORDS DE COOPÉRATION (AC) TRANSNATIONAUX ENTRE DIRIGEANTS DE PME-PMI EUROPÉENS : UNE ANALYSE QUALITATIVE INDUCTIVE	1993	BORDEAUX 1
SANE (OUSMANE B.)	LE RÔLE DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS DANS LE FINANCEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES AU SÉNÉGAL	1993	LYON 2
ALEXIS (H.)	LES STRATÉGIES DES PME FACE AU MANAGEMENT PUBLIC LOCAL	1994	NICE
AL MAHMOUD AL OMER (RADWAN)	LE COMPORTEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES FRANÇAISES ET LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL : MOTIVATIONS - RISQUES - STRATÉGIES. LE CAS DES PME- PMI DE BASSE-NORMANDIE	1994	CAEN
ALEXIS (HENRI)	LES STRATÉGIES DES PME FACE AU MANAGEMENT PUBLIC LOCAL	1994	NICE
AMERDAL (MOHAMED)	CONTRIBUTION À UNE APPROCHE GLOBALE DE L'ÉTUDE DE L'IMAGE FINANCIÈRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME)	1994	PARIS 1
BOUTILLIER (SOPHIE)	PETITES ENTREPRISES INDUSTRIELLES, ENTREPRENEURS ET INNOVATION EN GRÈCE : LE CAS DE L'INDUSTRIE MICRO-ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE	1994	PARIS 10
CHAPPELLIER (PHILIPPE)	COMPTABILITÉS ET SYSTÈME D'INFORMATION DU DIRIGEANT DE PME - ESSAI D'OBSERVATION ET D'INTERPRÉTATION DES PRATIQUES	1994	MONTPELLIER 2
CHARRY BAC (BERNADETTE)	LE SYSTÈME D'INNOVATION ET DE DIFFUSION DES NORMES COMPTABLES ET LES CHANGEMENTS DANS LES PRATIQUES COMPTABLES DES PME. ÉTUDE EXPLORATOIRE AUPRÈS DE 76 ENTREPRISES DE LA RÉGION MIDI-PYRÉNÉES	1994	POITIERS
COULOMB (FRANÇOIS)	TAILLE, STRUCTURES ET ALLIANCES LES NOUVEAUX PROFILS DES PME DU TOURISME	1994	TOULOUSE 1
KABE ABBO (BERNADETTE)	LES DIFFICULTÉS INHÉRENTES À L'INVESTISSEMENT INTERNATIONAL DANS LES PME-PMI : LE CAS DES PAYS DE L'UNION	1994	PARIS 1

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
	DOUANIÈRE ET ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (UDEAC)		
LARAB (ACHOUR)	INTERNATIONALISATION ET RÉDUCTION DES RISQUES DANS LES STRATÉGIES DES PME	1994	NANTES
MARQUIS (FRANÇOIS)	LE RÔLE DES INTERFACES TERRITORIALES DANS LE DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE DES PME	1994	ÉCOLE DES MINES DE PARIS
STEPHANY (ÉRIC)	CONTRIBUTION À L'ÉTUDE DE LA LIAISON STRUCTURE DU CAPITAL, RELATION D'AGENCE ET PERFORMANCE FINANCIÈRE : LE CAS DES PME FAMILIALES D'AQUITAINE FINANCÉES PAR CAPITAL-RISQUE DÉVELOPPEMENT	1994	BORDEAUX 1
RAYMOND (ROLAND)	LE FINANCEMENT DE L'ARTISANAT ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES PAR LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'AUDE	1994	LYON 2
RETOURNA (CHRISTOPHE)	ANALYSE DE CAS CONCRETS D'INNOVATIONS DANS LES PME-PMI : PROBLÉMATIQUES ET DISCUSSIONS	1994	AIX-MARSEILLE 3
TOURE (POGOBANAGNAN)	CONTRIBUTION DES AIDES PUBLIQUES À LA PROMOTION DE PETITES ENTREPRISES MODERNES EN CÔTE D'IVOIRE	1994	PARIS 12
WALLART (ISABELLE)	ANALYSE DYNAMIQUE DE LA STRATÉGIE DE PROGRAMMES DE PRODUITS NOUVEAUX ET PERFORMANCE DE PME DE HAUTE TECHNOLOGIE	1994	LILLE 1
AUDIGIER (NATHALIE)	MARKETING BANCAIRE : UNE NOUVELLE APPROCHE DU MARCHÉ DES JEUNES PME INNOVANTES	1995	CLERMONT-FERRAND 1
BAYOI M'PENG (DANIEL)	INDUSTRIALISATION - PME ET DÉVELOPPEMENT EN CÔTE D'IVOIRE : L'IMPORTANCE DES POLITIQUES DE FINANCEMENT DES PME ET L'ACTION DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT. BILAN ET PERSPECTIVES	1995	TOULOUSE 1
CHAGUE (VINCENT)	ANALYSE DES COMPOSANTES DU MANAGEMENT TECHNOLOGIQUE ET DE SES INCIDENCES SUR LES PERFORMANCES DES PME	1995	LIMOGES
GUIONET EUZEN GUIONET (SYLVIE)	LES SOCIÉTÉS DE CAUTIONNEMENT MUTUEL DANS LES PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE ET LE FINANCEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	1995	RENNES 1
HERRMANN (JEAN-LUC)	CONTRIBUTION À LA CONNAISSANCE DE LA MISE EN ŒUVRE DU CONCEPT MARKETING EN PME MANUFACTURIÈRES : LE CAS DU DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS	1995	NANCY 2
HIEN (KYANIHIB)	LA DYNAMIQUE DES PME HIGH-TECH	1995	BORDEAUX 4
KHOUI (WALID)	LES DÉFAILLANCES DES PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES EN TUNISIE : CAUSES, PRÉVISION ET REDRESSEMENT	1995	PARIS 1
MICHOD (GUY)	COMPORTEMENTS ET PERFORMANCES EN PME	1995	GRENOBLE 2
MOUHOU (AMAL)	LES CRITÈRES D'ÉVALUATION DES INVESTISSEMENTS UTILISÉS DANS LES PME MAROCAINES	1995	CAEN
PUTHOD (DOMINIQUE)	LES ALLIANCES DE PME : STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ET IMPLICATIONS MANAGÉRIALES	1995	CHAMBÉRY
SAMMUT (SYLVIE)	CONTRIBUTION À LA COMPRÉHENSION DU PROCESSUS DE DÉMARRAGE EN PETITE ENTREPRISE	1995	MONTPELLIER 1

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
SOLIGNAC LECOMTE (HENRI BERNARD)	TAILLE DE L'ENTREPRISE ET COMBINAISON DE FACTEURS EN AFRIQUE. ANALYSE : APPLICATION À L'ALGÉRIE, À L'ÎLE MAURICE, AU SÉNÉGAL ET AU ZIMBABWE	1995	PARIS 1
BACHELET (CATHERINE)	LA COMMUNICATION INTERNE DANS LA PME : REPÉRAGE DES PRATIQUES ET CONDITIONS D'UNE GESTION ADAPTÉE	1996	LYON 3
CALLEJA (ISABELLE)	CONTRIBUTION À UNE ANALYSE DU PROCESSUS DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE EN PETITE ENTREPRISE	1996	MONTPELLIER 1
COMTE (PHILIPPE)	DIRECTEURS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET PETITS ENTREPRENEURS EN RUSSIE (1985-1995)	1996	PARIS 4
CUILLER (GILLES)	GESTION ET STRATÉGIE DES PME DANS LE BÂTIMENT - « LES PME OPTIMISENT SOUS LA CONTRAINTE »	1996	PARIS 1
DUBOST LE TROQUIER (NATHALIE)	CONTRIBUTION À LA CONNAISSANCE DES IMPLICATIONS STRUCTURELLES DE LA DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE DES PME VIS-À-VIS DU PLUS GROS CLIENT	1996	POITIERS
DUPRÉ FARJOT (MICHÈLE)	LA PRIVATISATION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES INDUSTRIELLES EN SAXE À PARTIR DU PRINTEMPS 1990	1996	LYON 2
FACKELDEY (ERIK)	LE MANAGEMENT INTERCULTUREL DE LA PME : CONTRIBUTION À UNE ÉTUDE COMPARÉE EN EUROPE	1996	MONTPELLIER 1
GODENER (ARMELLE)	LA SURVENUE DES SEUILS ORGANISATIONNELS DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES INDUSTRIELLES EN CROISSANCE	1996	GRENOBLE 2
HEGO (ÉDITH)	L'ÉCONOMIE DES RELATIONS DE SERVICE ENTRE LES PME ET LES CONSULTANTS : MARCHÉS, CONTRATS ET CONVENTIONS. LE CAS DES PME AGRO-ALIMENTAIRES DE LA RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS	1996	LILLE 1
LE NY (ODILE MARIE)	LES POLITIQUES DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DANS LES PME : CARACTÉRISTIQUES ET CONTINGENCE ENVIRONNEMENTALE. ANALYSE SECTORIELLE COMPARATIVE	1996	POITIERS
LEMOINE (GÉRARD)	LA FONCTION COMMERCIALE DES MOYENNES ENTREPRISES INDUSTRIELLES. OBSERVATION DES PRATIQUES ET PROPOSITIONS POUR DÉVELOPPER LA COMPÉTENCE COMMERCIALE DE L'ENTREPRISE	1996	NANTES
LOPEZ (ÉLISABETH)	ORGANISATIONS ET STRATÉGIES DES PETITES ENTREPRISES AGRO-ALIMENTAIRES À MAROUA (NORD-CAMEROUN)	1996	PARIS 10
MAHERAULT (LOIC)	COMPORTEMENT FINANCIER DES PME FAMILIALES : APPROCHES THÉORIQUES ET EMPIRIQUES	1996	GRENOBLE 2
POLGE (MARION)	L'AVANTAGE CONCURRENTIEL EN PETITE ENTREPRISE	1996	MONTPELLIER 1
SOLE (ISABELLE)	LES INVESTISSEMENTS EN TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DANS LES PME : CONTRIBUTION À UNE ÉVALUATION QUALITATIVE	1996	TOULOUSE 1
UM NGOUEM NGOUEM (MARIE-THÉRÈSE)	FINANCEMENT BANCAIRE ET GESTION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES CAMEROUNAISES	1996	BORDEAUX 4
VALLERAND (JOHANN)	ESSAI D'ÉLABORATION D'UN MODÈLE DE PASSAGE À L'ORGANISATION RÉSEAU DE LA PMI	1996	GRENOBLE 2
BACUS MONTFORT (ISABELLE)	MODÉLISATION DU CHOIX DE PARTENAIRE DANS LES COOPÉRATIONS ENTRE PMI	1997	PARIS 9

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
BARELLI LEONARDELLI (ALINE)	LES PME-PMI DE LA RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS. PERSPECTIVES DE PÉRENNISATION PAR DES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT ET DE COMMUNICATION	1997	LILLE 1
CIEPLY (SYLVIE)	SPÉCIFICITÉ FINANCIÈRE PME ET NOUVELLES THÉORIES DU FINANCEMENT : UNE APPLICATION À UN ÉCHANTILLON D'ENTREPRISES FRANÇAISES	1997	LYON 2
DEBRAY (CAROLINE)	STRUCTURES ET STRATÉGIES DE L'HYPOGROUPE	1997	MONTPELLIER 1
DERVAUX (CATHERINE)	IMAGES ET APPLICATIONS DU DROIT DU TRAVAIL DANS LES PME. CONTRIBUTION À L'ANALYSE DU PROCESSUS DE CONSTRUCTION DES CONFIGURATIONS D'USAGE DU DROIT DU TRAVAIL PAR LES DIRIGEANTS DE PME	1997	LILLE 1
DIDIERLAURENT (SYLVIE)	L'INFLUENCE DES POLITIQUES DE RESSOURCES HUMAINES ET DE LA STRUCTURE ORGANISATIONNELLE SUR L'ACTIVITÉ INNOVATRICE DES INDUSTRIES DE MOYENNE DIMENSION	1997	VERSAILLES ST- QUENTIN-EN- YVELINES
DJUATIO (EMMANUEL THOMAS)	LES DÉTERMINANTS DE L'INTERNATIONALISATION DE LA PME : CAS DES PME FRANÇAISES ET CAMEROUNAISES	1997	LILLE 1
FANKAM TCHOUMBOU (JEAN MARCELLIN)	L'INFLUENCE DE LA PLANIFICATION DE L'EXPORTATION SUR LA PERFORMANCE DES PETITES ET MOYENNES INDUSTRIES EXPORTATRICES	1997	PARIS 9
FERRAN (CAROLE)	LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ HOLDING DANS LES PME	1997	NICE
FERRER GUTIERRO (MARIA ISABEL)	LA PROBLÉMATIQUE DU CONSEIL EN MANAGEMENT AUX PME : UNE APPROCHE EUROPÉENNE DES PRATIQUES D'INTERVENTION ET DES POLITIQUES INSTITUTIONNELLES	1997	MONTPELLIER 1
HORR (LATIFA)	DIAGNOSTIC ET COMPLEXITÉ : D'UNE APPROCHE EXTERNE À UNE APPROCHE D'ACTEURS DE PME	1997	NICE
LE VIGOUREUX (FABRICE)	DYNAMIQUE DES STRUCTURES DE PROPRIÉTÉ ET COMPORTEMENTS STRATÉGIQUES DES MOYENNES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	1997	CAEN
LECLERC (STÉPHANE)	PLAIDOYER EN FAVEUR D'UNE VÉRITABLE POLITIQUE COMMUNAUTAIRE À L'ÉGARD DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	1997	CAEN
OULD SADEGH (ISMAIL)	INFLUENCE DU DIRIGEANT ET DE L'ENVIRONNEMENT SUR LE DEVELOPPEMENT DES PME. UNE ANALYSE DU COMPORTEMENT STRATÉGIQUE DES ENTREPRISES DE PÊCHE MAURITANIENNES	1997	NANCY 2
PAUTARD (STÉPHANE)	LA PME ITALIENNE	1997	BORDEAUX 4
TILMONT (DANIEL)	LES CHOIX FINANCIERS DES PME : UN MODÈLE FONDÉ SUR LES CARACTÉRISTIQUES PSYCHOLOGIQUES DES DIRIGEANTS	1997	LA RÉUNION
TORRÈS (OLIVIER)	POUR UNE APPROCHE CRITIQUE DE LA SPÉCIFICITÉ DE GESTION DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE : APPLICATION AU CAS DE LA GLOBALISATION	1997	MONTPELLIER 1
VOYANT (OLIVIER)	CONTRIBUTION À L'ÉLABORATION D'UN SYSTÈME DE VEILLE STRATÉGIQUE INTÈGRE POUR LES PME-PMI	1997	LYON 2
ADAM LEDUNOIS (SONIA)	PERCEPTION ET PRATIQUE DE LA COOPÉRATION ASYMÉTRIQUE PAR LES MOYENNES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	1998	CAEN
ANSARI (MANOUCHEHR)	LA DÉMARCHÉ QUALITÉ TOTALE DANS LES PMI SOUS-TRAI-	1998	ROUEN

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
	TANTES DE L'AUTOMOBILE ET DE L'ÉLECTRIQUE-ÉLECTRONIQUE		
BOUTTARY (MARTINE)	LE TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMME ÉLÉMENT DE PERFORMANCE DES PME EXPORTATRICES	1998	TOULOUSE 1
CASTEX (YVES)	LES STRATÉGIES ORGANISATIONNELLES D'ALIGNEMENT DES PME-PMI AU RÉSEAU DE LA GRANDE DISTRIBUTION UTILISANT L'EDI	1998	TOULOUSE 1
CHAPUS (ÉLISABETH)	UNE VEILLE STRATÉGIQUE EN COOPERATION POUR LES PMI : PRODUCTION D'UN MODÈLE ET D'UNE MÉTHODE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE CONNAISSANCES ACTIVABLES	1998	GRENOBLE 2
COURRENT (JEAN-MARIE)	ÉTHIQUE DE GESTION : ESSAI DE DESCRIPTION PAR LES ATTITUDES DES DIRIGEANTS DE PETITES ENTREPRISES	1998	MONTPELLIER 1
COUTERET (PAUL)	LA CONFIANCE DANS LA RELATION DIRIGEANT - ADJOINT EN PETITE ENTREPRISE	1998	MONTPELLIER 2
DOU (JEAN-MARIE)	SYSTÈMES D'INFORMATION STRATÉGIQUES : INFLUENCE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET APPLICATION AUX PMI ET PME	1998	AIX-MARSEILLE 3
EZRAN CHARRIÈRE (NADINE)	L'ENTREPRISE UNIPERSONNELLE DANS LES PAYS DE L'UNION EUROPEENNE	1998	PARIS 2
FAMIAN (AMOA)	LES EFFETS DE L'INTRODUCTION DU CHANGEMENT TECHNIQUE DANS LES PETITES ENTREPRISES EN CÔTE D'IVOIRE	1998	MONTPELLIER 1
HU (DONGSHENG)	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) ET DEVELOPPEMENT LOCAL EN FRANCE ET EN CHINE (SUD DE LA FRANCE ET JIANGSU)	1998	MONTPELLIER 3
LAMANTHE (ANNIE)	ÉLÉMENTS POUR UNE APPROCHE DES PROCESSUS DE CONFIGURATION DE L'ACTIVITÉ PRODUCTIVE. LE CAS DE PME TRANSFORMANT DES FRUITS ET LÉGUMES EN PROVENCE, DES « TRENTE GLORIEUSES » À LA CRISE	1998	AIX-MARSEILLE 2
MARNIESSE (SARAH)	DYNAMIQUE DES MICROENTREPRISES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT : APPROCHE DESCRIPTIVE ET ANALYTIQUE SUR ÉCHANTILLONS CONSTANTS	1998	PARIS 1
MORICE (NATHALIE)	LE DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE DES PME. LA VALEUR AJOUTÉE PAR LES STAGES EN ENTREPRISE	1998	NANTES
PERSONNE (MARION)	CONTRIBUTION À LA MÉTHODOLOGIE D'INTÉGRATION DE L'ENVIRONNEMENT DANS LES PME-PMI : ÉVALUATION DES PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES	1998	INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUÉES INSA LYON
SAIRI (RABAH)	UNE FORME D'APPROCHE DES COMPORTEMENTS STRATÉGIQUES ET DE LA PERFORMANCE DES PME : VALEURS, ENVIRONNEMENT, STRATÉGIES, PLANIFICATION, PERFORMANCE	1998	RENNES 1
THIBAUDON (YOLANDE)	LA GESTION MULTIDIMENSIONNELLE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE DANS LES PME : CONTRIBUTION À LA NOTION D'INVESTISSEMENT IMMATÉRIEL EN FORMATION ET PROPOSITIONS AUTOUR D'UN SYSTÈME D'INFORMATION ET DE GESTION AMÉLIORÉ	1998	LYON 3
TOUCHAIS (LIONEL)	LES PRATIQUES DE CONTRÔLE DE GESTION DES ACTIVITÉS EXPORTATRICES DANS LES MOYENNES ENTREPRISES	1998	RENNES 1

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
	INDUSTRIELLES BRETONNES		
VIGH (LAFOS LASZLO)	APPUI À L'INNOVATION DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES. DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET SOUTIEN À L'INNOVATION EN EUROPE - CAS DE LA HONGRIE	1998	MONTPELLIER 1
WAGUE (MOHAMADOU)	FINANCEMENT ET ENTREPRENEURIAT INDUSTRIEL DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT : CONTRIBUTION À L'ANALYSE DE LA PROBLÉMATIQUE FINANCIÈRE DES PME INDUSTRIELLES EN MAURITANIE	1998	TOULOUSE 1
AGERON (BLANDINE)	LE PROCESSUS D'INTERNATIONALISATION DE LA PMI : UN OUTIL D'AIDE À LA CONCEPTION (ET AU PILOTAGE)	1999	LYON 3
BARBOT (MARIE-CHRISTINE)	DÉTERMINATION DE L'OFFRE DE REPRISE DES PME DÉFAILLANTES DANS LE CADRE D'UN PLAN DE CESSIION	1999	CAEN
BEN BOUBAKER GHERIB (JOUHANA)	RATIONALITÉ ET PERSONALITÉ DANS LES PROCESSUS DE DÉCISIONS STRATÉGIQUES : CAS DE L'EXPORTATION DANS LA PETITE ENTREPRISE TUNISIENNE	1999	PARIS 1
BLANDIN (PASCALE)	LE COMPORTEMENT COMMERCIAL DES DIRIGEANTS DES PETITES ENTREPRISES, APPLICATION AU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE	1999	MONTPELLIER 1
BOUHAOUALA (MALEK)	MICRO-MENTALITÉS ET LOGIQUES D'ACTION DES DIRIGEANTS DES PETITES ENTREPRISES DU TOURISME SPORTIF. CONTRIBUTION À UNE SOCIOLOGIE ÉCONOMIQUE DU SPORT	1999	GRENOBLE 1
BOUVERET (CÉLINE)	CRÉATION DE JOINT-VENTURE À L'INTERNATIONAL ET APPRENTISSAGE ORGANISATIONNEL DE LA MOYENNE ENTREPRISE	1999	LYON 3
BRAYER JAOUEN (GAËLLE)	INTRODUCTION D'UN NOUVEL OUTIL POUR LA GESTION DES PROCESSUS D'INNOVATION, L'ANALYSE FONCTIONNELLE : APPLICATION AUX PMI DU SECTEUR ALIMENTAIRE	1999	NANTES
DE VASCONCELOS (CESAR RICARDO)	L'INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE ET LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DE LA PME	1999	GRENOBLE 2
DIVAY (MATHILDE)	DE L'IDENTIFICATION D'UN PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT À LA SPÉCIFICATION DE L'ENTREPRISE DE TAILLE MOYENNE : UNE APPROCHE PAR LA THÉORIE DU CYCLE DE VIE	1999	CAEN
DREYFUS (PHILIPPE)	L'APPARIEMENT DES INDIVIDUS AUX EMPLOIS DANS LES ORGANISATIONS : LE CAS DES PME	1999	ORLÉANS
GAKOMO (JEAN-DIDIER)	LA PETITE ET MOYENNE INDUSTRIE DANS L'AGGLOMÉRATION CLERMONTOISE	1999	CLERMONT-FERRAND 2
GARAND (DENIS JO)	DIAGNOSTIC THÉORIQUE ET EMPIRIQUE DES PRATIQUES DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (GRH) : UN BILAN APPROFONDI DES DIFFICULTÉS ET BESOINS DE PME DE PRODUCTION HORTICOLE	1999	METZ
LAVIGNE (BENOIT)	CONTRIBUTION À L'ÉTUDE DE LA GENÈSE DES ÉTATS FINANCIERS DES PME	1999	PARIS 9
LEBOUCHE (SYLVAIN)	LA MODÉLISATION FACTORIELLE DU PROCESSUS DE FAILLITE DES PME FRANÇAISES	1999	NANCY 2
LERAY (YVAN)	STRUCTURES DES MOYENNES ORGANISATIONS. CONTRIBUTION À LA CONNAISSANCE DES STRUCTURES DES	1999	RENNES 1

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
	MOYENNES ORGANISATIONS FRANÇAISES (1996-1998) PAR LA MISE EN PLACE D'UNE APPROCHE COMBINANT LE CONFIGURATIONNEL ET L'INTERACTIONNISME		
LEUBE (BERTHOLA)	LE FINANCEMENT DES PME EN FRANCE. TROIS ESSAIS	1999	TOULOUSE 1
LEYRONAS (CHRISTOPHE)	UNE ANALYSE DU FONCTIONNEMENT DES RÉSEAUX D'ENTREPRISES : LA RELATION ENTRE DES PETITES ENTREPRISES ET LE RÉSEAU	1999	MONTPELLIER 1
MADEIRA RAMITOS (CELIA)	LE PROCESSUS PSYCHO-COGNITIF DE DÉCISION LE PARTENARIAT EUROPEEN ENTRE PME	1999	METZ
MBAYE (MATAR)	ENTREPRENEURS DANS LA SPHÈRE DE LA PETITE PRODUCTION AU SÉNÉGAL. ÉTUDE SUR LES CONDITIONS D'EXISTENCE ET D'ÉVOLUTION DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE DANS LE SECTEUR DE LA PRODUCTION AU SÉNÉGAL	1999	LILLE 1
MESSEGHM (KARIM)	CONTRIBUTION À LA COMPRÉHENSION DE L'ADOPTION D'UN MODÈLE D'ASSURANCE DE LA QUALITÉ EN PME : LE CAS DES INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES	1999	MONTPELLIER 1
MOLKHOV (VALÉRIE)	LE CRÉDIT ET LES RELATIONS ENTRE LES BANQUES ET LES PME. ÉPOQUE CONCERNÉE PAR LA RECHERCHE : CONTEMPORAINE ET ACTUELLE	1999	AIX-MARSEILLE 2
MOORE (JEFFREY)	RÔLE DE L'EXPERT-CONSEIL DANS LES PME DE L'EUROPE CENTRALE	1999	NICE
MUNIER (FRANCIS)	TAILLE DE LA FIRME ET INNOVATION : APPROCHES THÉORIQUES ET EMPIRIQUES FONDÉES SUR LE CONCEPT DE COMPÉTENCE	1999	STRASBOURG 1
NOSSEREAU (MARINE)	L'APPRÉHENSION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES PAR LE DROIT COMMUNAUTAIRE DES AFFAIRES	1999	PARIS 2
OUEDRAOGO (ALBERT)	LES DÉTERMINANTS DE LA CRÉATION DE PME DANS UN PAYS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE : UNE ANALYSE QUADRI-DIMENSIONNELLE DU PHÉNOMÈNE ENTREPRENEURIAL AU BURKINA FASO	1999	CAEN
TRAN (ANH TUAN)	FINANCEMENT DES MICRO ET PETITES ENTREPRISES PENDANT LA TRANSITION VERS L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ. LE CAS DU VIETNAM	1999	ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES
VALAX (MARC)	LES LOGIQUES STRUCTURELLES D'INTÉGRATION DES JEUNES CADRES EN PME INNOVANTES. DE LA RÉGULATION DES TENSIONS À LA STABILISATION PROFESSIONNELLE	1999	TOULOUSE 1
BAILLETTE (PAMELA)	L'IMPORTANCE DES ACTIVITÉS RELATIONNELLES POUR L'AIDE À LA DÉCISION : LE CAS DE L'ADHÉSION DU PROPRIÉTAIRE- DIRIGEANT DE PME À UNE ASSOCIATION DE DIRIGEANTS	2000	MONTPELLIER 2
BENABDELHADI (ABDELHAY)	COMPORTEMENTS STRATÉGIQUES DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES MAROCAINES DANS LE PROCESSUS D'APPRENTISSAGE TECHNOLOGIQUE	2000	PARIS 10
BOUGRAIN (FRÉDÉRIC)	LES PME ET L'INNOVATION : IMPLICATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE TECHNOLOGIQUE RÉGIONALE - CAS DE LA RÉGION CENTRE ET COMPARAISON AVEC LE BADE-WURTEMBERG	2000	ORLÉANS
COUDERC (JEAN-PIERRE)	STRUCTURE DE PROPRIÉTÉ ET COMPORTEMENT FINANCIER	2000	MONTPELLIER 2

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
	DES DIRIGEANTS DE PME		
DECHAMP (GAËLLE)	LE RÔLE DE L'ENVIRONNEMENT PHYSIQUE DANS LA STRATÉGIE DE LA PME DE SERVICE	2000	GRENOBLE 2
FABER (PASCALE)	LA MOTIVATION DU DIRIGEANT DE PME : UN PROCESSUS À GÉRER POUR SOI-MÊME ET L'ORGANISATION	2000	LILLE 1
FERRIES (SYLVIE)	LE DROIT DU TRAVAIL DANS LA PETITE ENTREPRISE	2000	TOULOUSE 1
GERMAIN (CHRISTOPHE)	CONTRÔLE ORGANISATIONNEL ET CONTRÔLE DE GESTION : LA PLACE DES TABLEAUX DE BORD DANS LE SYSTÈME DE CONTRÔLE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	2000	BORDEAUX 4
GOY (HERVÉ)	LES RÉALITÉS DE LA PLANIFICATION ORGANISATIONNELLE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	2000	GRENOBLE 2
MACHAT AYERBE (CÉCILE)	INNOVATION TECHNOLOGIQUE ET INNOVATION ORGANISATIONNELLE : UNE ANALYSE QUALITATIVE DE PME INNOVANTES	2000	NICE
MARTINEZ Y RANGEL (ARMANDO LUIS)	FORMES DE CONTRÔLE, SYSTÈME D'INFORMATION STIMULANT ET PME EN CROISSANCE. CAS D'ENTREPRISES MEXICAINES	2000	LYON 2
MEISSONIER (RÉGIS)	ORGANISATION VIRTUELLE : CONCEPTUALISATION, INGÉNIERIE ET PRATIQUES. ENQUÊTE AUPRÈS DES PME DE LA RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE	2000	AIX-MARSEILLE 3
MICHUN (STÉPHANE)	LA PETITE ENTREPRISE ET LE SYSTÈME. NATURE ET DYNAMIQUES DES PETITES ENTREPRISES AU REGARD DE LA RESSOURCE HUMAINE	2000	MONTPELLIER 1
OUAHMANE (BOUCHRA)	LES FACTEURS DE RÉUSSITE DES ACCORDS DE PARTENARIAT INDUSTRIEL ENTRE PME DES PAYS INDUSTRIALISÉS ET PME DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT : UNE ANALYSE À TRAVERS L'EXEMPLE DES PME FRANÇAISES ET DES PME MAROCAINES	2000	BORDEAUX 4
PALMIERI (MARIE-JEANNE)	L'ENJEU DU DÉVELOPPEMENT D'OUTILS DE FINANCEMENT DES PME : UNE APPLICATION AU CAS DE LA RÉGION CORSE	2000	CORTE
PICARD (CHRISTIAN)	LA DYNAMIQUE D'ÉVOLUTION DE L'ENTREPRISE ARTISANALE À LA PME : UNE ANALYSE EN TERMES DE CHANGEMENT D'IDENTITÉ	2000	CHAMBÉRY
PRIM ALLAZ (ISABELLE)	LES RUPTURES DE RELATIONS DE LONG TERME ENTRE ORGANISATIONS : CONTRIBUTION À L'ÉTUDE DES DÉTERMINANTS - UNE APPLICATION AUX RELATIONS BANQUES-PME	2000	PARIS 9
TREHAN (NATACHA)	LES STRATÉGIES DE CROISSANCE EXTERNE DES ENTREPRISES PERSONNELLES ET FAMILIALES	2000	GRENOBLE 2
ANDRIANALY RAZANADRAKOTO (SAHOLIARIMANANA)	LES STYLES DE MANAGEMENT DES DIRIGEANTS MALGACHES DE PME	2001	GRENOBLE 2
CARADEC (TOUSSAINT)	LA CONTRIBUTION DES MICROENTREPRISES DU SECTEUR INFORMEL AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE	2001	PARIS 1
CATAPANO (ÉRIC)	CONCEPTION D'UN SYSTÈME DE VEILLE STRATÉGIQUE ANTICIPATIVE POUR LA DÉTECTION SYSTÉMATIQUE D'OPPORTUNITÉS DE DÉVELOPPEMENTS TECHNOLOGIQUES ET D'INNOVATIONS : APPLICATION AUX PME DE MÉDICAMENTS GÉNÉRIQUES	2001	AIX-MARSEILLE 3

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
CHOURI (MOHAMED)	PROPOSITION D'UNE PROCÉDURE DE RECENSEMENT, D'ÉVALUATION ET DE COMPTABILISATION DES ENGAGEMENTS HORS BILAN ADAPTÉE AUX PME	2001	PARIS 13
CREPLET (FRÉDÉRIC)	POUR UNE APPROCHE DES PME : LEUR ÉVOLUTION ET LEUR DÉVELOPPEMENT DANS UNE PERSPECTIVE COGNITIVE ENTRE COMMUNAUTÉS D'ACTION ET COMMUNAUTÉS DE SAVOIR	2001	STRASBOURG 1
GARDES (LAURENCE)	MÉTHODOLOGIE D'ANALYSE DES DYSFONCTIONNEMENTS DES SYSTÈMES POUR UNE MEILLEURE MAÎTRISE DES RISQUES INDUSTRIELS DANS LES PME : APPLICATION AU SECTEUR DU TRAITEMENT DE SURFACE	2001	VILLEURBANNE, INSA
GASIGLIA (HERVÉ)	LES STRATÉGIES D'APPROPRIATION DES RÉSULTATS DE LA R&D PAR LES PEI INNOVANTES : UN MODÈLE D'AIDE À LA DÉCISION	2001	NICE
GENET (CORINE)	COMMENT LA RECHERCHE PUBLIQUE PEUT-ELLE AMÉLIORER SES RELATIONS AVEC LES PME? ANALYSE DES CAS DE L'INRA ET DU CEA	2001	GRENOBLE 2
GONDRAU (NATACHA)	SYSTÈME DE DIFFUSION D'INFORMATION POUR ENCOURAGER LES PME-PMI À AMÉLIORER LEURS PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES	2001	INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUÉES (LYON)
GONZALÈS (JULIA)	LE DISTRICT INDUSTRIEL DE GAMARRA - PÉROU. LE RÉSEAU DE PETITES ET MICROENTREPRISES : UNE RÉPONSE LOCALE À LA GLOBALISATION?	2001	PARIS 3
GUEGUEN (GAËL)	ENVIRONNEMENT ET MANAGEMENT STRATÉGIQUE DES PME : LE CAS DU SECTEUR INTERNET	2001	MONTPELLIER 1
LANOUX (BLANDINE)	L'ADOPTION PAR LES PME-PMI DES SYSTÈMES DE GESTION BASÉS SUR LES PROCESSUS	2001	STRASBOURG 1
LE BARS (ANNE)	INNOVATION SANS RECHERCHE : LES COMPÉTENCES POUR INNOVER DANS LES PME DE L'AGRO-ALIMENTAIRE	2001	GRENOBLE 2
LEFEUVRE COZIEN (ANNE-GAËLLE)	LA COOPÉRATION HORS CONTRAT ENTRE PETITES ENTREPRISES : ANALYSE ÉCONOMIQUE ET ÉTUDE DE CAS DES PROCESSUS D'APPRENTISSAGE	2001	RENNES 1
LIM (SANG-KYU)	LA RELATION R&D/MARKETING ET LA COOPÉRATION INTERNATIONALE : FACTEURS CLÉS DE LA COMPÉTITIVITÉ DES PME CORÉENNES	2001	PARIS 1
MAMBOUNDOU (JEAN-PAUL)	LES EFFETS DE L'AIDE PUBLIQUE SUR LA PÉRENNITÉ DES PME GABONAISES : PROPOSITION ET VALIDATION D'UNE GRILLE D'ANALYSE FONDÉE SUR LA PERSPECTIVE RESSOURCE	2001	NANCY 2
MOUSSA (NAOUFEL)	AIDE MULTICRITÈRE À L'ÉVALUATION QUALITATIVE PAR INFÉRENCE DE MODÈLES DE TRI SUR UNE HIÉRARCHIE DE CRITÈRES. APPLICATION POUR LA CONCEPTION D'UN SYSTÈME EUROPÉEN DE COTATION DE PME INNOVANTES	2001	PARIS 9
NAIMY (VIVIANE)	MARCHÉS ÉMERGENTS, FINANCEMENT DES PME ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE : ÉTUDE DU CAS LIBANAIS	2001	PARIS 11
NKAKLEU (RAPHAËL)	POUR UNE APPROCHE CONTINGENTE DES PME AU CAMEROUN. CONTRIBUTION À LA CONNAISSANCE DE L'IDENTITÉ	2001	STRASBOURG 1

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
	DES DIRIGEANTS ET DES MODES DE GESTION DU POTENTIEL		
OPRIME (PEDRO CARLOS)	L'AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DU BRÉSIL PAR LES GROUPEMENTS (CLUSTERS)	2001	AIX-MARSEILLE 3
PEILLON (SOPHIE)	LE PILOTAGE DES COOPÉRATIONS INTERENTREPRISES : LE CAS DES GROUPEMENTS DE PME	2001	SAINT-ETIENNE
RASOLOFOSON (MAMY TIANA)	INTERACTION DES VARIABLES PSYCHOLOGIQUES ET ENVIRONNEMENTALES SUR LA RELATION ORIENTATION ENTREPRENEURIALE-PERFORMANCE DES PME. CAS DE MADAGASCAR	2001	POITIERS
ROBICHAUD (YVES)	LES FACTEURS EXPLICATIFS DE LA PERFORMANCE DES PETITES ENTREPRISES	2001	AIX-MARSEILLE 3
YAMUREMYE (HERCULE)	CONTRIBUTION DE PRATIQUES DE DÉLÉGATION CONCERTÉE À L'AMÉLIORATION DU FONCTIONNEMENT DES ÉQUIPES DE DIRECTION. CAS D'EXPÉRIMENTATIONS INNOVANTES DANS DES PME BURUNDAISES	2001	LYON 2
BODEAU (V.)	LE DIAGNOSTIC DU CADRE DE RÉFÉRENCE DU DIRIGEANT DE PETITES ET MOYENNES ORGANISATIONS : ÉTUDE DE PISTES DE MODÉLISATION DES REPRÉSENTATIONS INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES LORS DE DIAGNOSTICS ORGANISATIONNELS DANS LE SECTEUR DE L'IMMOBILIER SOCIAL	2002	LYON 3
BULINGE (FRANCK)	POUR UNE CULTURE DE L'INFORMATION DANS LES PETITES ET MOYENNES ORGANISATIONS : UN MODÈLE INCRÉMENTAL D'INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE	2002	TOULON
CASTRO (JEAN-LUC)	UNE APPROCHE EXPLORATOIRE DE L'INFLUENCE DES VALEURS CATHOLIQUES DU DIRIGEANT DE PME SUR SON MODE DE MANAGEMENT : LA DOCTRINE SOCIALE DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE À L'ÉPREUVE DE L'ENTREPRISE	2002	PARIS 9
CONDOR (ROLAND)	LA CONCEPTION DE PROJETS DANS LES PETITES ENTREPRISES : UNE APPROCHE PAR LES CONDUITES D'ANTICIPATION	2002	CAEN
ELOUARDANI (HAJER)	CONTRIBUTION À L'ANALYSE THÉORIQUE DE L'ATTRACTIVITÉ DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS : LE CAS DE LA TUNISIE À TRAVERS L'EXPÉRIENCE DES PME MULTINATIONALES	2002	NICE
JANSSEN (FRANK)	LES DÉTERMINANTS DE LA CROISSANCE DES PME : ANALYSE THÉORIQUE ET ÉTUDE EMPIRIQUE AUPRÈS D'UN ÉCHANTILLON D'ENTREPRISES BELGES	2002	LYON 3
LARIVET (SOPHIE)	LES RÉALITÉS DE L'INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE EN PME	2002	TOULON
OUALJI (IMANE)	LE CAUTIONNEMENT PROFESSIONNEL DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES AU MAROC	2002	PERPIGNAN
SPRENGER (UTA)	L'INFLUENCE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE SUR LE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES : UNE COMPARAISON FRANCE-ALLEMAGNE	2002	LYON 3
WILLOT (CHRISTOPHE)	LES EFFETS DE LA CERTIFICATION PAR TIERCE PARTIE SUR LES STRUCTURES : CAS DE PME DE LA RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS	2002	LILLE 1

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
BISSON (CHRISTOPHE)	APPLICATION DE MÉTHODES ET MISE EN PLACE D'OUTILS D'INTELLIGENCE COMPÉTITIVE AU SEIN D'UNE PME DE HAUTE TECHNOLOGIE	2003	AIX-MARSEILLE 3
BOUZOUNGOULA (JOSEPH)	MICROENTREPRISES, COMMERÇANTS ET SOCIALITÉS DANS UN QUARTIER URBAIN DE BRAZZAVILLE	2003	LILLE 1
BUENO-MERINO (PASCALE)	COMPORTEMENT DE CONFIANCE ET DYNAMIQUE DE LA COOPÉRATION PME EXPORTATRICE - INTERMÉDIAIRE LOCAL : LE CAS DU PORTAGE COMMERCIAL	2003	CAEN
EL MESKINI (ESSAID)	LES DIMENSIONS « CACHÉES » DE LA MICROENTREPRISE : L'EXPÉRIENCE DE LA RÉGION DU MARRAKECH-TENSIFT-AL HAOUZ (MAROC)	2003	LITTORAL-CÔTE D'OPALE
ESQUIVEL CASTILLO (LUIS ALEJANDRO)	LE MICROCRÉDIT, OUTIL DE FINANCEMENT POUR LES MICROENTREPRISES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT : LE CAS DU PÉROU	2003	PARIS 1
FREMONT-VANACORE (ANNE)	LA DIFFUSION DES NTIC (NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION) DANS LES PME-PMI : LE RÔLE DES RÉSEAUX ET DES TERRITOIRES : ÉTUDE DE CAS BASSE- ET HAUTE-NORMANDIE	2003	LE HAVRE
GBADAMASSI (VIRGINIE)	MAÎTRISE DU COUPLE MATIÈRE PREMIÈRE/FOURNISSEUR : APPLICATION AU SEIN D'UNE PME	2003	LYON 1
MONTANT (EGLO)	LE PROCESSUS D'ADOPTION ET DE DIFFUSION D'INNOVATIONS FISCALES OPTIONNELLES : ÉTUDE SUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES FRANÇAISES	2003	POITIERS
PECH VARGUEZ (JOSE LUIS)	COHÉRENCE ET COHÉSION DE L'ÉQUIPE DE DIRECTION DANS LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE : LE CAS DES HÔTELS FAMILIAUX AU YUCATAN	2003	HEC
SIMON (ANDRE-PHILIPPE)	EXPOSITION PROFESSIONNELLE AUX ÉTHERS DE GLYCOL : RÔLE DU MÉDECIN DU TRAVAIL DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET TRÈS PETITES ENTREPRISES DU VAR	2003	AIX-MARSEILLE 2
SOLER (RICHARD)	AMÉLIORATION DES VOIES DE COMPÉTITIVITÉ DES PMI PAR UNE DÉMARCHE D'INTELLIGENCE ECONOMIQUE ET DE REDYNAMISATION DES SAVOIRS	2003	AIX-MARSEILLE 3
BONA (JEAN-MICHEL)	LE COMPORTEMENT DU CONSOMMATEUR ET LA STRATÉGIE MARKETING DE LA PETITE ENTREPRISE TOURISTIQUE : LE CAS DE L'HÔTELLERIE DE PLEIN AIR EN CORSE	2004	CORTE
CHAUVET (VINCENT)	LES DÉTERMINANTS DE LA PERFORMANCE DES PME TECHNOLOGIQUES : UNE ANALYSE BASÉE SUR L'APPRENTISSAGE ORGANISATIONNEL ET LE RÉSEAU SOCIAL DU DIRIGEANT	2004	AIX-MARSEILLE 3
COLOVIC-LAMOTTE (ANA)	LES RÉSEAUX DE PME DANS LES DISTRICTS INDUSTRIELS AU JAPON	2004	PARIS 9
HUSSEIN (SAÏD)	DÉFINITION DES BESOINS EN INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE PAR PROFILS DE PME : UNE ÉTUDE COMBINANT LES DEUX MÉTHODES QUANTITATIVE ET QUALITATIVE SUR DES PME DE MIDI-PYRÉNÉES	2004	TOULOUSE 1

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
REYES (GREGORY)	LA STRUCTURATION DE L'ACTIVITÉ COMMERCIALE DES ENTREPRISES FRANÇAISES DE TAILLE MOYENNE	2004	POITIERS
AOMARI (AMINA)	LES COMPÉTENCES COLLECTIVES FACTEUR DE PERFORMANCE DE PME INFORMATIQUES MÉDITERRANÉENNES : CAS DU MAROC, FRANCE, ESPAGNE, LIBAN	2004	BORDEAUX 4
BOURCIEU (STEPHAN)	LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DES PME PAR L'ACTION SUR L'ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL : « LA STRATÉGIE D'ASCENDANCE INSTITUTIONNELLE » : APPLICATION AUX PAYS EN TRANSITION	2004	LYON 3
BOUSSEDRA (AZIZA)	LA RÉFORME DU DROIT DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DU BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS AU MAROC : NOUVEAU CODE DES MARCHÉS PUBLICS DU 30 DECEMBRE 1998	2004	PERPIGNAN
CULLIERE (OLIVIER)	LA LÉGITIMITÉ DU CONSEIL AUX TPE : LE CAS D'UNE PÉPINIÈRE D'ENTREPRISES TECHNOLOGIQUES INNOVANTES	2004	MONTPELLIER 1
GASNER-BOUQUET (MARIE-HÉLÈNE)	LE REDRESSEMENT DES PME DÉFAILLANTES : UNE PERSPECTIVE PARTENARIALE	2004	BOURGOGNE
HAMED (YOUSRA)	MICROCRÉDIT ET FINANCEMENT DE LA MICROENTREPRISE AU MAGHREB	2004	PARIS-VAL-DE-MARNE
ZIANE (YDRISS)	STRUCTURE FINANCIÈRE, RELATIONS BANCAIRES DE LONG TERME ET FINANCEMENT INTERENTREPRISES DES PME FRANÇAISES	2004	PARIS 10
BARBU (NOËL)	LA MODÉLISATION PAR ACTIVITÉS ET PROCESSUS SUPPORT DE L'INSTRUMENTATION DE GESTION : QUELLE PERTINENCE POUR UNE PME DE SERVICE?	2005	NANTES
BEN HADJ NASR BOURAOUI (NEJLA)	LA PERCEPTION DES DÉTERMINANTS DE LA COMPÉTITIVITÉ DE L'ENTREPRISE ET STRATÉGIE DE « MISE À NIVEAU » FACE AU MARCHÉ DE L'UNION EUROPÉENNE : CAS DES PMI TUNISIENNES	2005	TOULOUSE 1
BEYRAND (STEPHANE)	L'INTÉGRATION DES PME ET DE L'ARTISANAT DANS LE MARCHÉ UNIQUE (1973-2000)	2005	TOULOUSE 2
CHOUK (SOUAD)	VEILLE ANTICIPATIVE STRATÉGIQUE : PROCESSUS D'ATTENTION À L'ENVIRONNEMENT. APPLICATION A DES PMI TUNISIENNES	2005	GRENOBLE 2
JAOUEN (ANNABELLE)	LES ALLIANCES STRATÉGIQUES ENTRE TRES PETITES ENTREPRISES : UN CADRE D'ANALYSE	2005	MONTPELLIER 1
LAVIOLETTE (ÉRIC MICHAËL)	L'ESSAIMAGE EN PME : ENJEUX ET MODALITÉS	2005	LYON 3
LEMAIRE (CHRISTELLE)	LE COUPLAGE ENTRE FLUX PHYSIQUES ET FLUX D'INFORMATION ASSOCIES (F2PIA), APPORT DE L'INFORMATISATION D'UN SYSTÈME DE TRAÇABILITÉ TOTALE : APPLICATION AU CAS D'UNE PME DE PRODUITS LAITIERS	2005	AIX-MARSEILLE 2
MARTINEZ VASQUEZ (MARTHA GRISELDA)	LA CONTRIBUTION DU MANAGEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DANS L'AMÉLIORATION DES PERFORMANCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES : CAS D'EXPÉRIMENTATION DANS TROIS PETITES ENTREPRISES MEXICAINES	2005	LYON 3
PANTIN (FRANÇOIS)	LE RÔLE DES COMPÉTENCES DE L'ÉQUIPE DIRIGEANTE DANS	2005	CAEN

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
	LA CONDUITE DU PROCESSUS D'INTERNATIONALISATION : ÉTUDE DE TROIS MOYENNES ENTREPRISES FRANÇAISES		
TROGNON (LAURENT)	CONTRIBUTION À L'ÉTUDE DES STRATÉGIES DE LA PETITE ENTREPRISE AGRO-ALIMENTAIRE : STRATÉGIE DE DISTINC- TION PAR LA CONSTRUCTION DE LA TYPICITÉ	2005	MONTPELLIER 1
BRIONES RODRIGUEZ (BRENDA)	LES ENJEUX DE L'INTERACTION ENTRE LES COMPORTEMENTS ET LES COMPÉTENCES, ET SON IMPACT SUR LA COOPÉRATION ENTRE LES INDIVIDUS : CAS DE TROIS PME MEXICAINES ESTRADA CALDERON	2006	LYON 3
ESTRADA CALDERON (JUAN LORENZO)	LA POLITIQUE PUBLIQUE D'APPUI AU FINANCEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES INDUSTRIELLES AU MEXIQUE : L'EXPÉRIENCE DU FOGAIN, 1953-1989	2006	PARIS 3
FADIL (NAZIK)	STRATÉGIE ET PERFORMANCE DES PME FRANÇAISES : L'IMPACT D'UNE COTATION EN BOURSE	2006	CAEN
GUNDOLF (KATHARINE)	L' INTERACTION DES STRATÉGIES INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES DE TRES PETITES ENTREPRISES : ÉTUDE COMPARÉE DE SITES TOURISTIQUES DE MONTAGNES	2006	MONTPELLIER 1
LECERF (MARJORIE)	LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES FACE À LA MONDIALISATION	2006	PARIS 1
VIDAL (MARC)	LA TRANSMISSION DE PME : DE L'INFLUENCE DU COMPORTE- MENT DES ACTEURS ET DU TRANSFERT DE L'ORGANISATION	2006	PARIS 10
YOUNES BOUACIDA (REDHA)	POLITIQUES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES ET AIDES À L'INNOVATION DES PME ALGÉRIENNES	2006	AIX-MARSEILLE 3

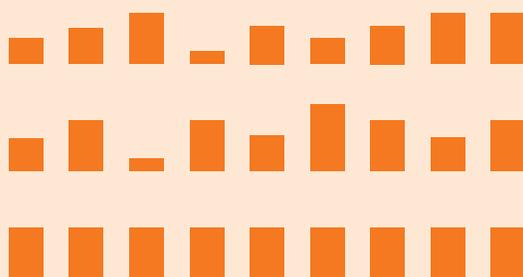
Annexe 2 : Thèses en entrepreneuriat sur la période 1985-2005 (sans mention explicite aux PME dans le titre)

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
LE MAROIS (HENRI)	CONTRIBUTION À LA MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS DE SOUTIEN AUX ENTREPRENEURS	1985	LILLE 1
KOMBOU (LUCIEN)	LES CRÉATEURS D'ENTREPRISE EN AQUITAINE : ANALYSE DE LEURS PROFILS, DE LEURS COMPORTEMENTS ET DE LEURS ÉVALUATIONS DES AIDES PUBLIQUES PENDANT LA PÉRIODE 1977-1984	1986	BORDEAUX 1
SEDELAC (JOSETTE)	L'ARTISANAT DE MONTAGNE : MÉTIERS TRADITIONNELS, NOUVEAUX ENTREPRENEURS	1986	GRENOBLE 2
BONNET (JEAN)	LE RENOUVEAU ENTREPRENEURIAL	1989	POITIERS
SIEGEL (DOMINIQUE)	CONTRIBUTION EN VUE D'UNE DÉMARCHE STRATÉGIQUE DE REPRISE D'ENTREPRISE PAR DES PARTICULIERS : LE CAS ALSACIEN ET FRANC-COMTOIS	1989	GRENOBLE 2
BREURE-MONTAGNE (MARIE-LISE)	LES ENTREPRISES DE BIOTECHNOLOGIE DANS LE SYSTÈME ALIMENTAIRE : INNOVATION, CRÉATION, STRATÉGIES	1993	ENSA MONTPELLIER
BRUYAT (CHRISTIAN)	CRÉATION D'ENTREPRISE : CONTRIBUTIONS EPISTÉMOLOGIQUES ET MODÉLISATION	1993	GRENOBLE 2
MUSTAR (PHILIPPE)	LA CRÉATION D'ENTREPRISE PAR LES CHERCHEURS DYNAMIQUE D'INTÉGRATION DE LA SCIENCE ET DU MARCHÉ	1993	ENSM PARIS
NOBRE (THIERRY)	LA STRUCTURATION DES ENTREPRISES EN PHASE DE POSTCRÉATION PRÉDÉVELOPPEMENT. L'APPORT DE L'INTERVENTION SOCIO-ÉCONOMIQUE : CAS D'EXPÉRIMENTATIONS	1993	LYON 2
WANSOOR (ÉRIC)	DYNAMIQUE ENTREPRENEURIALE ET ORGANISATION DE LA FIRME : DE L'ENTREPRENEUR À L'INTRAPRENEUR	1994	LILLE I
SAMMUT (SYLVIE)	CONTRIBUTION À LA COMPRÉHENSION DU PROCESSUS DE DÉMARRAGE EN PETITE ENTREPRISE	1995	MONTPELLIER 1
DEMERSON - DE LA VILLE (VALÉRIE-INÈS)	APPRENTISSAGES COLLECTIFS ET STRUCTURATION DE LA STRATEGIE DANS LA JEUNE ENTREPRISE DE HAUTE TECHNOLOGIE. ÉTUDE DE CAS ET ÉLÉMENTS DE MODÉLISATION PROCÉDURALE	1996	LYON 3
FAYOLLE (ALAIN)	CONTRIBUTION À L'ÉTUDE DES COMPORTEMENTS ENTREPRENEURIAL DES INGÉNIEURS FRANÇAIS	1996	LYON 3
VARLE (JEAN-PIERRE)	L'ENTREPRENEURIALITE ET LA CRÉATION D'ENTREPRISES	1996	LILLE 1
SENICOURT (PATRICK)	CONTRIBUTION CONSTRUCTIVISTE À LA CONCEPTUALISATION, LA MODÉLISATION ET L'OPÉRATIONNALISATION DE L'AIDE À LA DÉMARCHE ENTREPRENEURIALE ET À LA PRISE DE DÉCISION STRATÉGIQUE	1997	PARIS 9-DAUPHINE
VERSTRAETE (THIERRY)	MODÉLISATION DE L'ORGANISATION INITIÉE PAR UN CRÉATEUR S'INSCRIVANT DANS UNE LOGIQUE D'ENTREPRENEURIAL PERSISTANT. LES DIMENSIONS COGNITIVE, PRAXEOLOGIQUE ET STRUCTURALE DE L'ORGANISATION ENTREPRENEURIALE	1997	LILLE 1

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
COREKE NZOBONIMPA (JEANNE)	MODÈLE DE CRÉATION D'ENTREPRISE DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT : LE CAS DU BURUNDI	1998	GRENOBLE 2
GIRAN (CAROLINE)	POUR UNE ANALYSE GLOBALE DE L'ENTREPRENEUR : DE L'ACTEUR ÉCONOMIQUE AU LEADER SOCIAL	1998	TOULON-VAR
COSTA PEREIRA (FRANCSISCO)	REPRÉSENTATION SOCIALE DE L'ENTREPRENEUR : FACTEURS DE CRÉATION D'ENTREPRISES	1999	AIX-MARSEILLE 1
FONROUGE (CÉCILE)	DE L'ENTREPRENEUR À L'ENTREPRISE : EXPLORATION DE L'INFLUENCE DES FACTEURS INDIVIDUELS D'ORDRE COGNITIF SUR LA FORMATION DES STRATÉGIES DES ENTREPRISES NOUVELLEMENT CRÉÉES	1999	BORDEAUX 4
MARION (STÉPHANE)	L'ÉVALUATION DE PROJETS DE CRÉATION D'ENTREPRISES DANS LE CONTEXTE D'UNE INTERVENTION FINANCIÈRE	1999	LYON 3
SIMEONI (MARC)	LA STRATÉGIE DE L'ARTISAN. UNE ÉTUDE DE SA GENÈSE ET DE SON ÉLABORATION PAR L'ANALYSE DU SAVOIR-FAIRE	1999	CORTE
ZIEL (JÉRÔME)	THÉORIE DE L'ENTREPRENEUR ET FAITS ÉCONOMIQUES : ÉLÉMENTS D'ANALYSE TIRÉS DES EXPÉRIENCES JAPONAISE, CHINOISE, INDIENNE ET CORÉENNE	1999	LITTORAL
DAVAL (HERVÉ)	LE PROCESSUS ENTREPRENEURIAL D'ESSAIMAGE	2000	GRENOBLE 2
DESCHAMP (BERANGERE)	LE PROCESSUS DE REPRISE D'ENTREPRISE PAR LES ENTREPRENEURS PERSONNES PHYSIQUES	2000	GRENOBLE 2
LONGUI MIETKOUNTIMA (ADRIEN)	ENTREPRENEURIAT INFORMEL ET DÉVELOPPEMENT LOCAL	2000	UNIVERSITÉ DU LITTORAL
LOUIZI KHALID,	ANALYSE ÉCONOMIQUE DE L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL : LE CAS DU CONGO	2000	UNIVERSITÉ DU LITTORAL
RICHOMME (KATIA)	CONTRIBUTION À LA COMPREHENSION DU SYSTÈME DE GESTION DES ENTREPRISES ARTISANALES	2000	MONTPELLIER 1
RIZOULIERES (ROLAND)	L'ENTREPRENEUR ET LES PROCESSUS DE COMPÉTITION INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIQUE	2000	AIX-MARSEILLE 2
KRIEGER (ÉTIENNE)	L'INFLUENCE RESPECTIVE DE LA CONFIANCE ET DES APPROCHES INSTRUMENTALES DANS L'ÉVALUATION DES NOUVELLES ENTREPRISES - UNE APPLICATION AUX PROFESSIONNELS DU CAPITAL INVESTISSEMENT	2001	PARIS 9-DAUPHINE
DIRAT (JEAN-RAYMOND)	LA MICROFINANCE ET LA PROMOTION DE L'ENTREPRENEURIAT	2001	ORLÉANS
GIRY (YANNICK)	CAPACITÉ ENTREPRENEURIALE ET INTÉGRATION TERRITORIALE DANS LA RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS : QUEL RÔLE POUR LES STRUCTURES D'AIDES À LA CRÉATION D'ENTREPRISES ?	2001	PARIS 1
PIRNAY (FABRICE)	LA VALORISATION ÉCONOMIQUE DES RÉSULTATS DE RECHERCHES UNIVERSITAIRES PAR CRÉATION D'ACTIVITÉS NOUVELLES (SPIN-OFF UNIVERSITAIRES) : PROPOSITION D'UN CADRE PROCÉDURAL D'ESSAIMAGE	2001	LILLE 2
BASSO (OLIVIER)	MODÉLISATION DES FACTEURS DE RISQUES PESANT SUR UNE START-UP INTERNE	2002	PARIS 1
EMIN (SANDRINE)	L'INTENTION DE CRÉER UNE ENTREPRISE DES CHERCHEURS PUBLICS : LE CAS FRANÇAIS	2003	GRENOBLE 2
EL OUALIDI (NAJID)	CONTRIBUTIONS DU MANAGEMENT DU PROJET DANS LE PROCESSUS DE CRÉATION D'ENTREPRISE	2003	LILLE 1

Auteur	Titre (fr.)	Année	Université
LE QUAN	LA CRÉATION D'ENTREPRISES PAR LES JEUNES : LE CAS DU VIETNAM	2003	TOULON-VAR
LOUP (STÉPHANIE)	STRATÉGIES ET IDENTITÉS DE L'ARTISANAT D'ART	2003	MONTPELLIER 1
MADJIMBAYE (NANADJIM)	ENTREPRISES ET ENTREPRENEURS AFRICAINS : CULTURE ET DYNAMIQUE ENTREPRENEURIALE, LE CAS DU TCHAD	2003	ORLÉANS
TOUNES (AZZEDINE)	L'INTENTION ENTREPRENEURIALE : UNE RECHERCHE COMPARATIVE ENTRE DES ETUDIANTS SUIVANT DES FORMATIONS EN ENTREPRENEURIAT (BAC + 5) ET DES ÉTUDIANTS EN DESS CAAE	2003	ROUEN
LEVY-TADJINE (THIERRY)	L'ENTREPRENEURIAT IMMIGRÉ ET SON ACCOMPAGNEMENT EN FRANCE	2004	TOULON-VAR
GAILLARD GIORDANI (MARIE-LAURE)	LES MODALITÉS TRANSACTIONNELLES ET RELATIONNELLES DE LA CRÉATION ET DU FINANCEMENT DES NOUVELLES ORGANISATIONS : LA DYNAMIQUE DES ENGAGEMENTS ET DES DÉSENGAGEMENTS	2004	NICE-SOPHIA ANTI-POLIS ET BOCCONI (MILAN)
VIVEL (CHRISTEL)	L'ENTREPRENEUR DANS LA TRADITION AUTRICHIENNE : UN ESSAI SUR L'ÉMERGENCE ET L'ÉVOLUTION D'UNE THÉORIE DE L'ACTIVITÉ ENTREPRENEURIALE	2004	LYON 2
SELVIK (KJETIL)	THÉOCRATIE ET CAPITALISME : LES ENTREPRENEURS INDUSTRIELS DE LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN	2004	INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES PARIS
MOREAU (RÉGIS)	L'ÉMERGENCE ORGANISATIONNELLE : LE CAS DES ENTREPRISES DE NOUVELLE TECHNOLOGIE	2004	NANTES
COMET (CATHERINE)	RÉSEAUX ET CHANTIERS : PERFORMANCE ET CAPITAL SOCIAL DES ENTREPRENEURS DU BÂTIMENT	2004	LILLE 1
BOUSSAGUET (SONIA)	L'ENTRÉE DANS L'ENTREPRISE DU REPRENEUR	2005	MONTPELLIER 1
CABROL (MATHIEU)	L'INTERNATIONALISATION DES ENTREPRISES NOUVELLEMENT CRÉÉES	2006	TOULON-VAR
BATTILANA (JULIE)	L'ENTREPRENEURIAT INDIVIDUEL : LE RÔLE DES INDIVIDUS DANS LES PROCESSUS DE CHANGEMENT INSTITUTIONNEL	2006	ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE CACHAN
ARASTI (ZAHRA)	L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ IRANIEN : LE CAS DES FEMMES DIPLÔMÉES	2006	TOULON-VAR

La tribune



Améliorer le dialogue universités - petites et moyennes entreprises

par **Christian de Boissieu**

Même si elle a de nombreux défis à relever, l'Université française est, heureusement, dans la vie, et la vie économique et sociale la pénètre. Les passerelles universités-entreprises doivent encore être multipliées et approfondies, dans l'intérêt réciproque bien compris. Pendant trop longtemps, certains enseignants ont cru qu'ils allaient « se compromettre » ou perdre leur indépendance en s'ouvrant sur l'entreprise. Un sentiment qui participait d'une attitude plus générale de méfiance vis-à-vis de l'économie de marché, du profit, en un mot du capitalisme.

Fort heureusement, les choses ont changé, même si le monde extérieur met, à mon avis, trop de temps à s'en rendre compte ou ne veut pas le réaliser pleinement. Les universitaires voyagent à l'intérieur et à l'extérieur de la France; ils proposent des formations de plus en plus professionnelles (masters, etc.), tout en conservant les atouts de la démarche universitaire.

De cette évolution, on prend facilement la mesure à la lumière de la remarquable synthèse présentée ici par Olivier Torrès. La recherche académique française en matière de PME existe. Elle se développe rapidement et embraye sur la réalité du terrain; elle est par nature pluridisciplinaire, car elle remet en cause des frontières forcément arbitraires entre la micro et la macroéconomie, entre l'éco-

nomique, le financier, le social, le fiscal, le comptable, etc.

Les enjeux de la recherche académique sur les PME sont évidents. Ils touchent à la compétitivité des entreprises et du pays, donc à la croissance et à l'emploi. Les travaux menés au Conseil d'analyse économique depuis deux à trois ans soulignent tous le manque de « gazelles » en France, la nécessité de combler cette lacune et les moyens d'y parvenir. Et le défi relève tout autant de l'affinement nécessaire des concepts et des analyses que de la pertinence des politiques publiques mises en œuvre.

Pour approfondir la recherche sur les PME, chacun doit faire un bout de chemin. Du côté des universités, il leur faut se débarrasser définitivement de certains préjugés hors d'âge, et améliorer les structures de dialogue et de partenariat avec les entreprises. Le financement n'est qu'un aspect parmi d'autres de ce partenariat, pas nécessairement le plus décisif. Du côté des PME, il faut abandonner d'autres préjugés et probablement mieux s'organiser et se coordonner entre elles pour faciliter les échanges gagnants-gagnants avec les universitaires du secteur. Une mutualisation d'un certain nombre d'objectifs et de moyens, de la part des PME, mais également du côté des universités et des écoles, est probablement la voie à privilégier.

La recherche académique française en PME

REGARDS SUR LES PME
N° 14

LA TRIBUNE

Christian de Boissieu

107

La PME : un terrain à fort potentiel de découvertes pour le chercheur

par Jean-François Roubaud

La recherche académique française en PME

REGARDS SUR LES PME
N° 14

LA TRIBUNE

Jean-François Roubaud

108



Confédération
générale
des petites
et moyennes
entreprises

En matière de recherche académique en PME, je reprendrai le constat de M. Olivier Torrès : « *En progrès mais doit mieux faire* ». Cette étude nous démontre que malgré l'évolution constante des thèses effectuées « en PME », ces dernières ne constituent qu'une infime partie des travaux réalisés sur les entreprises dans leur ensemble.

Dès lors, peut-être le moment est-il venu de compléter cet état des lieux en indiquant qu'il est temps de faire autrement. Pour cela, nous devons à la fois faire évoluer les habitudes des chercheurs et des dirigeants de PME.

Les chercheurs sont surtout attirés par les grandes entreprises

En effet, pour les thésards, les grandes entreprises sont, dans un premier temps, plus attractives. Ces dernières possèdent en effet des modes de gestion identifiables, répertoriés et qui ont fait l'objet de réflexions ; leur étude en est donc facilitée. De plus, en raison de leur structure, les sociétés de taille conséquente peuvent plus aisément qu'une PME se permettre d'accueillir des chercheurs dans de bonnes conditions.

À l'inverse, les PME sont hétérogènes et moins structurées, de plus elles manquent de moyens et de temps pour accueillir un chercheur. Malgré cela, elles

ont l'avantage d'avoir une taille leur permettant d'être plus réactives à leur environnement économique. Certaines d'entre elles figurent d'ailleurs parmi les entreprises les plus innovantes.

Les PME constituent pourtant un terrain à fort potentiel de découverte... pour les chercheurs

Les études en PME doivent donc être privilégiées. Elles composent en effet la majorité des entreprises françaises et, à ce titre, il n'est pas compréhensible qu'elles soulèvent si peu d'intérêt auprès des chercheurs. Cet état des lieux relève une inadéquation entre la recherche académique et le monde des PME.

À notre sens, chacun des deux doit évoluer : les entreprises, en faisant en sorte de développer l'intérêt des chercheurs et en facilitant leur intégration ; et ces derniers, en menant des études en concordance avec les besoins des PME et qui permettent des applications pratiques.

Les PME sont un puissant vivier pour la recherche pour peu que celle-ci se rapproche de leurs préoccupations et apporte des solutions à leurs attentes.

D'ailleurs, lorsque l'on parle de la recherche en PME, il convient de ne pas uniquement s'attacher aux recherches réalisées sur les PME mais à celles menées au sein de ces entreprises.

Inventons de nouveaux champs de recherche « en PME »

Ainsi, il est nécessaire de s'interroger sur les modalités qui permettraient d'inciter les chercheurs à effectuer leurs travaux en PME. Il ne s'agit plus de mener des réflexions sur les aspects de management, d'organisation ou de gestion, mais de s'intéresser au métier, à l'activité de base de la PME et au développement des produits et services.

Au regard de l'étude menée, une question doit être posée : comment attirer les chercheurs vers nos PME ?

C'est une réflexion que mène notre Confédération, notamment pour favoriser le développement des PME innovantes. La CGPME souhaite en effet généraliser l'apport d'étudiants en thèse au sein de PME-PMI.

Pour cela, le travail débute au sein même de l'institution éducative en sensibilisant les différents acteurs, tels que les maîtres de stages et les étudiants, aux attentes des entreprises et aux bénéfices que la recherche peut en tirer. Mais c'est aussi aux PME de savoir se rendre attractives.

Avec l'étude de l'Observatoire des PME, nous avons un constat : la recherche académique française en PME est en progrès mais doit mieux faire. Il convient désormais de trouver les solutions appropriées au comblement de ce retard.

Un bilan inédit

Jean-Christophe Martin

La recherche académique française en PME

REGARDS SUR LES PME
N° 14

LA TRIBUNE

Jean-Christophe Martin

110



Direction du commerce, de l'artisanat, des services et des professions libérales

Un bilan inédit de la recherche sur les PME...

L'étude de l'Observatoire des PME, menée par Olivier Torrès, est très instructive. Il convient tout d'abord de saluer la qualité remarquable du travail de prospection accompli ainsi que la pédagogie avec laquelle il est restitué. Ce bilan, extrêmement complet, fait découvrir, pour la première fois à notre connaissance, l'étendue du savoir accumulé après une trentaine d'années de recherche sur les PME. Mais on découvre également la complexité qui subsiste pour définir la nature même de la PME. Comme le souligne l'auteur, il convient d'ailleurs davantage de parler des PME que de la PME tant le sigle recouvre de diversités. Parce qu'elle peut nourrir la recherche opérationnelle, la recherche académique est indispensable pour enrichir le cadre de réflexion nécessaire à l'action publique en faveur des PME. La PME, symbole de pragmatisme, peut apparaître antinomique avec la notion de recherche académique, empreinte de théorie. C'est précisément l'intérêt de l'étude que de réduire cette antinomie : les PME ont en effet besoin de « consommer » de la connaissance. La production de biens et services ne peut se faire sans interaction avec la production de connaissances, d'autant que l'accès à l'information est un facteur déterminant du succès économique du créateur ou du repreneur de PME.

La recherche académique en PME présente un intérêt incontestable en matière d'avancée de la connaissance : ses principaux thèmes croisent souvent les problématiques auxquelles sont soumises

les PME, tels le développement, le financement, l'internationalisation, l'innovation... et explorent ainsi parfois, en amont, les pistes de connaissance de leur compétitivité.

... qui sont un acteur économique majeur

Les PME occupent aujourd'hui dans l'économie une place de tout premier plan. Au niveau national, nos 2 millions de PME représentent aujourd'hui 99,5 % de l'appareil productif du champ de l'industrie, du commerce et des services. Elles concentrent plus de 60 % de l'emploi total, plus de 50 % de la valeur ajoutée et représentent près de 25 % des exportations et 35 % des investissements.

L'économie moderne, adossée à un développement des services, repose de plus en plus sur les PME : leur potentiel élevé en matière d'embauche place naturellement les PME au cœur de nos préoccupations dans la bataille actuelle pour l'emploi en France.

Le rôle des pouvoirs publics vis-à-vis des PME consiste notamment à assurer à leurs dirigeants un environnement juridique, fiscal, social et économique propice à la création, au développement et à la reprise de leur entreprise.

L'enjeu pour ces dirigeants, préoccupés par la bonne marche au quotidien de leurs entreprises, est d'être informés de toutes les potentialités offertes par ce cadre, aux fins d'appropriation.

Je forme le vœu que cette étude de l'Observatoire des PME soit largement diffusée auprès des dirigeants de PME pour les aider dans cette démarche d'appropriation.

La recherche académique doit être utile aux PME

par Robert Paturel

Une étude importante

Pour avoir, à une époque, travaillé sur l'état des thèses en management stratégique (voir actes du Congrès des IAE de Nantes, 1998), je sais quel niveau d'investissement exige une recherche telle que celle conduite par Olivier Torrès. Je dois donc le féliciter chaleureusement pour l'importante tâche réalisée afin de proposer son étude sur « La recherche académique française en PME ». Il convient également de remercier l'Observatoire des PME d'avoir pris l'initiative de lancer une telle investigation, qui n'avait jamais été effectuée jusqu'ici. Selon une approche méthodologique rigoureuse, Olivier Torrès propose notamment un état quasi exhaustif des recherches doctorales soutenues depuis une trentaine d'années. Outre le sérieux et la grande valeur pédagogique et scientifique qui la caractérisent, il a su s'arrêter à un moment donné, quitte à sacrifier quelques thèses délicates à connaître, ne remettant pas en cause ses grandes conclusions, auxquelles je souscris sans difficulté. Il est clair que le perfectionnisme est davantage une tare qu'une qualité lors de la réalisation d'un tel travail et que la raison doit l'emporter sur la passion, même en dépit de l'éloignement d'un idéal dans tous les cas délicat à obtenir.

La lecture de l'étude d'Olivier Torrès nous amène à réagir, d'une part, par un commentaire en relation directe avec son travail et, d'autre part, au moyen de trois propositions pour, peut-être, mieux rapprocher le monde académique travaillant sur les PME et les praticiens œuvrant

dans des organisations reconnues comme de plus en plus indispensables dans notre tissu économique.

Des conclusions particulièrement édifiantes

Il ne s'agit pas de reprendre les résultats, commentaires et conclusions du travail d'Olivier Torrès très bien exposés, mais de compléter ou de prolonger par quelques remarques la réflexion proposée par l'auteur. J'en retiendrai essentiellement cinq, touchant : la communication sur les recherches universitaires, les barrières à l'entrée dans le monde académique, les raisons de la mainmise des sciences de gestion sur la recherche en PME, l'idée de constitution d'une discipline scientifique consacrée aux PME et le problème de la succession des collègues pionniers en matière d'investigations sur les PME. Ces divers points seront repris successivement ci-dessous.

1. *Les chercheurs doivent mieux faire connaître leurs travaux*

Je voudrais insister sur la **très mauvaise communication du monde académique sur ses travaux de recherche**. Il est certain que les lecteurs seront surpris par le nombre de thèses soutenues portant sur les PME (sachant que les statistiques fournies dans l'étude sont un minimum du fait des choix méthodologiques retenus¹) et par les sujets abordés sur lesquels ils

1. Seules les thèses dont le titre comprend soit directement le mot PME, soit l'un de ses équivalents, sont recensées, ce qui élimine toutes celles portant sur le terrain des PME, mais annonçant prioritairement en couverture le thème traité et non les organisations observées.

La recherche académique française en PME

REGARDS SUR LES PME
N° 14

LA TRIBUNE

Robert Paturel

111

s'interrogeaient peut-être à un moment ou à un autre, sans obligatoirement obtenir de réponses claires à leurs questions. Il est effectivement dommage de constater que les thèses, une fois soutenues, ne font pas l'objet (sauf dans de très rares cas) d'une autre affectation que celle d'une place dans un rayon de bibliothèque dont l'accès restera limité à un nombre de lecteurs potentiels relativement faible, appartenant quasi exclusivement au monde universitaire. Pourtant, ces travaux de longue haleine (ne pas oublier qu'une thèse occupe à temps complet plus de trois ans) participent à la construction de la connaissance se rapportant aux PME en proposant notamment de nouveaux outils de management, des réflexions sur des méthodes de gestion qui ont montré leur efficacité, des recommandations face à certains problèmes que rencontrent les PME, etc. Bref, c'est une mine d'informations qui échappent à ceux qui pourraient en faire le meilleur usage et qui se trouvent confinée dans les méandres des centres de documentation universitaire.

2. La participation de représentants des PME dans certaines instances ou manifestations de recherche serait fructueuse

La fermeture voulue ou non **de nos congrès spécialisés sur la PME aux praticiens** ne favorise pas la diffusion de nos travaux. Pourtant, les colloques sont une formidable tribune de communication sur les recherches en cours ou abouties, et les échanges qui pourraient avoir lieu avec un public en partie composé de praticiens feraient incontestablement progresser les deux mondes tout en les rapprochant. Ainsi, le vocabulaire employé par les universitaires serait inévitablement révisé afin de faciliter ces échanges, ce qui ferait tomber une des

barrières souvent citées quant à l'absence des dirigeants de PME lors de nos congrès, à savoir le langage abscons employé par les chercheurs.

3. Les sciences de gestion sont sans surprise à l'origine d'une grande partie de la recherche académique consacrée aux PME

La prépondérance des thèses en sciences de gestion portant sur les PME ne doit pas étonner. En effet, s'il est possible de travailler sur les PME lorsqu'on est juriste, sociologue, économiste, voire géographe, seules les recherches en sciences de gestion se préoccupent d'entrer nécessairement dans la boîte noire de l'organisation investie, mais aussi d'apporter une contribution effective au management des PME. Longtemps, les PME sont restées mystérieuses pour le chercheur du fait de la faiblesse des informations disponibles et d'un secret des affaires développé, contrairement aux grandes entreprises (notamment celles cotées) qui sont soumises, depuis longtemps, à des obligations de publication d'informations (par exemple au BALO). En revanche, depuis quelques années, les chefs de PME sont beaucoup plus ouverts aux chercheurs, qui peuvent d'ailleurs mieux saisir et voir ce qui est souvent caché et délicat à interpréter dans une grande entreprise, du fait de sa complexité organisationnelle. Le souci de l'action qui caractérise la recherche en sciences de gestion constitue aussi une de ses particularités qui devrait attirer les praticiens désireux de trouver des solutions à certains de leurs problèmes.

4. Faut-il créer une discipline académique de recherche en PME ?

Sur l'idée de défendre une **discipline de recherche spécialisée sur les PME**, avec toutes ses conséquences en matière aca-

démique, on peut s'interroger. S'il s'agit de verrouiller la recherche en PME uniquement avec des chercheurs qui apporteraient des contributions comprises uniquement par eux-mêmes, comme certains définissent de façon ironique la particularité d'une discipline académique, l'objectif précédent est raté. En revanche, s'il est question de mobiliser et de faire travailler des acteurs d'origines variées (sociologues, économistes, juristes, géographes...), alors l'idée pourrait être positive et particulièrement prometteuse pour tous ceux qui s'intéressent aux PME. Malheureusement, les travers des universitaires et les cloisonnements qu'impose la gestion de leur carrière sont tels qu'il semble encore loin le temps où une telle suggestion pourrait voir le jour avec efficacité...

5) La recherche académique en PME est fragilisée par sa concentration sur quelques personnalités

Outre la prépondérance de la province sur Paris en matière de recherche doctorale sur les PME, **la dépendance de la recherche académique française envers certains centres de recherche et vis-à-vis de certaines personnes** qui se sont totalement investies sur ce champ est inquiétante pour l'avenir.

Si une forte masse de collègues se sont intéressés, à un moment ou un autre, aux PME (233), pour une très grande majorité d'entre eux, aucune expertise réelle en la matière ne peut être dégagée du fait d'une dispersion trop élevée sur d'autres thèmes. En revanche, on constate une prédominance des centres de recherche de Montpellier, Bordeaux et Paris 9, centres très dépendants eux-mêmes de une, deux ou trois personnes essentiellement. Ce qui frappe est la moyenne d'âge élevée des 16 premiers

directeurs de thèses portant sur les PME. S'il semble assez normal que figurent en haut de l'échelle les collègues les plus anciens, il paraît beaucoup plus inquiétant de ne pas voir poindre (avec au moins quatre thèses encadrées) de jeunes collègues qui s'intéressent aux PME. On pourrait même avancer que la succession des anciens n'est pas assurée en 2005. En effet, pratiquement la moitié des collègues cités par Olivier Torrès sont à la retraite et les autres avoisinent les 60 ans... On ajoutera que, souvent, une université apparaît comme un centre de recherche reconnu sur les PME du fait de la présence d'une personne, au point qu'en cas de départ de cet élément moteur la spécialisation disparaît ou a du mal à survivre. C'est le cas avec Toulouse 1 et Lille 1, d'une part, et de Grenoble 2 et Toulon, d'autre part, du fait de la mutation obtenue de deux personnes ayant animé la recherche sur les PME dans un établissement avant de transférer leur savoir-faire dans leur nouvelle université d'accueil, au point de faire disparaître leur ancienne affectation de la carte des centres réputés travailler sur les PME. Un important problème de succession reste donc à solutionner dans nombre d'universités du fait des départs récents ou programmés de collègues reconnus comme experts en PME, si ces établissements ne veulent pas perdre leur leadership sur ce terrain.

Que faire pour améliorer la situation ?

En plus des propositions d'Olivier Torrès, nous pensons qu'il serait bon d'intervenir dans plusieurs domaines afin de traiter le problème du remplacement des chercheurs pionniers, de suivre régulièrement les travaux académiques portant

sur les PME et d'ouvrir les manifestations consacrées aux PME aux deux communautés que constituent les praticiens et les universitaires-chercheurs.

1. Il convient d'assurer le renouvellement des équipes ainsi que leur stabilité

Le remplacement des anciens, des pionniers de la recherche académique en PME passe par une politique de transfert de connaissances et l'apprentissage, en matière d'encadrement de thésards, des jeunes docteurs qui ont travaillé sur les PME afin qu'ils obtiennent leur HDR (Habilitation à diriger des recherches), suite logique de leur thèse, et/ou le statut de professeur. Mais les règles de nomination des jeunes collègues (avec, par exemple, le choix des postes proposés selon le rang de réussite aux concours quel que soit le profil dudit poste) provoquent cette dispersion qui peut assurer l'arrivée de nouveaux établissements dans la recherche sur les PME sans obligatoirement maintenir ceux qui ont fait leurs preuves auparavant. Peut-être que l'idée actuellement en vogue d'avoir des centres de recherche d'excellence, de notoriété internationale, au sein d'universités différenciées en la matière, pourrait (si elle était appliquée...) aider à maintenir la réputation des laboratoires focalisés sur les PME par des recrutements de candidats au profil adapté au champ, et non liés à une place obtenue lors d'un concours (agrégation) critiqué, même s'il reste la solution la moins subjective pour obtenir le statut de professeur des universités.

2. Une synthèse annuelle des travaux de recherche sur les PME et sa publication seraient une étape significative d'une meilleure communication du monde académique

Un suivi annuel des travaux sur les PME

réalisés dans les divers centres de recherche français serait utile. Par exemple, pourquoi ne pas concevoir qu'une revue affecte une partie de son volume à une rubrique consacrée à ces thèses avec une analyse de leur contenu, des informations sur l'auteur et le lieu de leur disponibilité, afin que toute personne intéressée puisse y avoir accès? D'énormes possibilités existent aujourd'hui avec Internet et avec la création de l'Observatoire des PME, qui, avec la constitution du groupe OSEO, s'est vu confirmer la mission de constituer le pôle de référence nationale en matière de connaissances sur les PME. Nous pourrions encore envisager de distinguer les thèses sur les PME françaises et celles qui s'intéressent à un pays étranger (*a priori* assez nombreuses – près d'une centaine – parmi celles analysées par Olivier Torrès), comme cela semble être un souhait des praticiens. Cet effort et cette analyse, dont la responsabilité pourrait être confiée par la revue, qui en assumerait la diffusion, à un collègue spécialiste du champ, participeraient à cette obligation de communication de nos travaux auprès des praticiens de la PME. Une autre piste serait de conduire un tel travail lors de congrès comme celui des IAE, qui se tient tous les deux ans, ou celui de l'AIREPME, qui a lieu avec la même régularité.

Une approche complémentaire des divers travaux doctoraux, selon les méthodologies employées et le type de terrain exploité, serait aussi utile, mais exigerait un investissement temps considérable, car nécessitant une lecture de chaque thèse afin de distinguer les recherches action-intervention des études cliniques, les travaux à orientation hypothético-déductive de ceux plus inductifs, infor-

matifs ou illustratifs, les recherches instantanées de celles « instantanées-dynamiques » ou longitudinales, les travaux quantitatifs de ceux plus qualitatifs ou mixtes, le choix d'échantillon, de données exhaustives ou d'études de cas, les thèses à tendance exploratoire, confirmatoire, descriptive ou cherchant une certaine validation, etc. Toutes ces informations permettraient d'alimenter le jugement quant à la validité des résultats issus de l'investigation et, donc, de leur généralisation éventuelle.

3. Une valorisation des résultats de la recherche auprès des PME, de leurs dirigeants, de leurs instances représentatives serait judicieuse

Une **action auprès des chefs de PME** devrait être entreprise afin de rapprocher les deux groupes complémentaires qui s'ignorent actuellement, à savoir les praticiens et les chercheurs. Pourquoi ne pas prévoir des congrès avec, d'une part, des communications académiques et, d'autre part, des interventions à orientation plus pratique afin de favoriser les contacts entre les deux populations passionnées par le même terrain que sont les PME? De la même façon, il serait possible d'attirer les praticiens dans les associations afin qu'ils participent à nos réflexions, à nos travaux. À quoi sert la recherche en gestion portant sur les PME si elle n'aboutit à aucune application finale? On peut même se demander si la seule véritable légitimité du chercheur en PME n'est pas ce qu'en retirent notamment les praticiens... Dans le même sens, l'ouverture des laboratoires et des jurys de thèses (ce que font déjà quelques collègues trop peu nombreux) aux responsables de PME faciliterait le rapprochement et l'intégration de deux mondes aux cultures très différentes.

Les pistes d'actions à suivre semblent claires et... impératives

Comme le dit avec justesse Olivier Torrès, la recherche en PME a beaucoup progressé ces dernières années, mais elle peut faire mieux. Outre les orientations que donne l'auteur de l'étude publiée par l'Observatoire des PME, on peut résumer le propos en affirmant que de gros efforts sont à réaliser dans les années à venir en matière :

- de communication sur nos travaux surtout auprès des praticiens au sein des PME et des experts auprès de ces entités;
- d'ouverture des diverses institutions académiques aux dirigeants de PME (colloques, revues, laboratoires, jurys de thèse, etc.);
- de travaux en collaboration intelligente entre les deux populations sur des sujets correspondant à une demande sociale connue des praticiens de la PME;
- de transmission de savoirs par les collègues proches de la retraite auprès des jeunes afin que le champ perdure en matière de recherche académique;
- de recherche sur les TPE, peu investie d'après le constat d'Olivier Torrès, alors qu'elles représentent l'essentiel de nos entreprises;
- de maintien de la pression afin de poursuivre les travaux sur la création et la reprise d'entreprise, qui constituent les deux pratiques de l'entrée dans les affaires de l'entrepreneur potentiel;
- de reconnaissance du champ de la PME comme un véritable espace scientifique par nos collègues à la tête des instances de la recherche scientifique française... Il existe sans conteste une spécificité du management des PME qu'il convient de continuer à mieux connaître par le biais de recherches sérieuses, rigoureuses,

approfondies, dépassant la simple histoire d'entreprise, dont l'empilage pourrait à terme faire ressortir quelques tendances permanentes. Le développement important sur les trente dernières années de la recherche sur les PME a logiquement abouti, de la part des pionniers, à la création de revues spécialisées afin de tenter de diffuser les résultats des travaux entrepris. Mais, là encore, l'effort est à faire afin de ne pas laisser nos recherches dans le seul monde académique et d'assurer leur diffusion auprès d'un public plus large et, notamment, celui des dirigeants de PME et de leur représentation patronale, qui pourrait, comme le dit Olivier Torrès, impulser des programmes de recherches appliquées correspondant aux préoccupations du moment. On voit ce genre de comportement s'amorcer ces dernières années au niveau des instances propres à l'artisanat... Pourquoi ne serait-ce pas le cas également pour les structures s'intéressant aux entreprises d'une dimension dépassant le stade artisanal ?

Une recherche plus académique et plus actionnable, chiche !

par **Hamid Bouchikhi**

Au terme d'une visite guidée, remarquablement organisée et commentée, d'un champ académique dont les contours et les reliefs n'ont rien d'évident pour le non initié, Olivier Torrès plaide pour plus d'académisme et plus d'actionnabilité de la recherche en PME. La prescription, que l'on pourrait d'ailleurs étendre à l'ensemble de la recherche en gestion, ne peut difficilement être contestée. Au contraire, elle mérite réflexion sérieuse et débat sur les conditions à réunir pour concilier deux exigences, en apparence, contradictoires.

Toutefois, la promotion d'une recherche en PME, plus académique et plus utile à l'action, ne peut pas se faire sans une évaluation préalable et lucide de l'existant. En effet, le plaidoyer formulé par Olivier Torrès pourrait être interprété comme le constat, implicite, que la recherche en PME ne serait aujourd'hui ni reconnue dans le champ académique ni sollicitée par les acteurs de la gestion ou des politiques publiques orientées vers les PME. Formulée ainsi, la double affirmation peut paraître excessive. Mais n'a-t-elle pas au moins le mérite d'exprimer fortement et clairement ce que beaucoup, dans les milieux de la recherche et de l'action, pensent tout bas ?

La suite de cette tribune mettra en évidence quelques raisons de la faible présence de la recherche en PME dans la sphère de l'action et du déficit de reconnaissance académique. Ensuite, on

énoncera quelques pistes pour promouvoir une recherche plus académique et plus actionnable.

Les raisons d'un faible engagement dans l'action

La nécessité, pour la recherche scientifique, de produire des résultats utiles à des acteurs déterminés n'est pas un postulat partagé par tous les chercheurs dans tous les domaines de la recherche scientifique. Sans vouloir reproduire ici le débat entre partisans d'une recherche fondamentale libérée des contingences de la société et ceux d'une recherche appliquée et tirée par une demande sociale, convenons que ces deux positions ne sont pas forcément antinomiques. Une bonne recherche, *a fortiori* en gestion, ne peut pas s'abstraire de l'action mais ne peut pas se laisser entièrement guider par elle.

Force est de constater, cependant, que la recherche en PME est peu présente dans l'action ; mais la responsabilité de cette situation n'incombe pas uniquement aux chercheurs. Les dirigeants de PME et les décideurs publics, les deux clients naturels de la recherche en PME, ont leur part à assumer.

Les dirigeants de PME sont peu demandeurs vis-à-vis de la recherche en gestion pour des raisons à la fois culturelles et pragmatiques. Ils évoluent dans des univers socioculturels différents de ceux des chercheurs et ne parlent pas leur langage.

La recherche académique française en PME

REGARDS SUR LES PME
N° 14

LA TRIBUNE

Hamid Bouchikhi

117

En outre, le dirigeant de PME dispose de peu de ressources et agit presque toujours dans l'urgence. Or, la recherche demande investissement de temps et d'argent et ne peut pas répondre instantanément aux questions qui lui sont posées.

Les décideurs publics, autres clients naturels de la recherche en PME, n'y montrent pas plus d'intérêt que les dirigeants d'entreprises. Il suffit, pour nous en convaincre, de rappeler que la préparation des lois successives sur les PME n'a sollicité les chercheurs ni en amont, dans la phase de diagnostic, ni en aval, pour évaluer les résultats des politiques publiques. L'ignorance des possibilités de contribution de la recherche n'est pas spécifique aux responsables dans les ministères. On la rencontre aussi dans des instances telles que le Conseil économique et social, dont la mission consiste précisément à enrichir la réflexion du gouvernement sur des sujets de politique publique. Ainsi, la commission qui a rédigé le rapport de la section Finance du CES sur « La transmission des PME artisanales, commerciales, industrielles et des services » n'a pas commandité de recherche sur le sujet ni auditionné des chercheurs spécialisés dans les PME.

Les raisons du peu d'intérêt des décideurs publics envers la recherche en gestion, en général, et la recherche sur les PME en particulier a probablement plusieurs raisons. Les politiques, comme les dirigeants d'entreprise, agissent de plus en plus dans l'urgence. En outre, leurs décisions découlent, plus souvent, de considérations idéologiques ou électorales que de l'analyse scientifique. Enfin, les rapports entre chercheurs et décideurs politiques en France sont encore plus imprégnés de la méfiance mutuelle

que du désir de coopération.

La réflexion sur le peu d'appétit des dirigeants d'entreprise et des décideurs publics pour la recherche en PME ne peut pas être complète si elle n'interroge pas la responsabilité des chercheurs eux-mêmes dans cette situation. Pour intéresser les dirigeants et les décideurs publics, les chercheurs auraient besoin de produire des travaux difficiles, voire impossibles, à valoriser dans le champ académique sous forme de thèses de doctorat reçues avec la mention « Très honorable avec les félicitations du jury » ou d'articles publiés dans des revues académiques prestigieuses, qui comptent beaucoup dans la carrière d'un chercheur. Le désir de reconnaissance académique n'est pas si facile à concilier avec l'actionnabilité.

Les raisons du déficit de reconnaissance académique

Comme d'autres branches des sciences de gestion, la recherche en PME se développe dans l'isolement par rapport à l'action, mais elle n'a pas encore, contrairement à d'autres disciplines, gagné sa légitimité académique. Certes, la recherche en PME donne lieu à un flux non négligeable de production de thèses et d'articles dans des revues plus nombreuses. Il n'en reste pas moins que ces revues ne font pas partie du petit groupe de revues prestigieuses où la publication d'un article fait beaucoup de bien à une carrière académique. La position des chercheurs en PME au sein de la communauté des chercheurs en gestion reste fragile. En France, le concours d'agrégation des professeurs des universités en sciences de gestion ne comporte toujours pas une option PME. Les candidats « PMistes » tentés par l'agrégation doi-

vent présenter le concours dans une spécialité plus établie, telle que la stratégie, la gestion des ressources humaines, la finance ou le marketing. La situation n'est pas différente dans les grandes *business schools* américaines, où il est quasiment impossible de décrocher la fameuse *tenure* en se spécialisant dans la recherche sur les PME.

Les raisons du déficit de reconnaissance académique sont multiples. Olivier Torrès souligne la difficulté de définir la recherche en PME comme un champ distinct de la recherche en entrepreneuriat et sur la gestion des entreprises familiales. L'association courante, voire la confusion, entre ces trois domaines de recherche ne sert le standing académique d'aucun d'eux. Le fait de retrouver des travaux relevant de ces trois domaines dans les mêmes revues, sociétés savantes et colloques scientifiques relève davantage de l'alliance de courants marginaux cherchant à peser plus lourd ensemble que d'une unité scientifique qui, si elle était vraie, aurait logiquement abouti à une fusion au sein d'un même courant de recherche.

Olivier Torrès pointe aussi l'hétérogénéité des travaux de recherche menés sous la bannière PME. La diversité des questions et des approches de la recherche complique la constitution d'un champ homogène permettant le dialogue entre participants et l'accumulation des connaissances, comme c'est le cas dans les grandes disciplines de la gestion.

Le déficit de légitimité académique de la recherche en PME tient également à la minceur des contributions théoriques proposées. Comme dans d'autres domaines de la recherche en gestion, la recherche en PME est surtout caractérisée par l'emprunt de questions, de concepts et de méthodes de recherche forgés dans

les grandes disciplines de la gestion et des sciences économiques et sociales, sans production de connaissances nouvelles. Par conséquent, la PME paraît davantage comme un simple contexte d'application de théories fondamentales. Enfin, la recherche française en PME est caractérisée par un retard sur le mouvement d'internationalisation, en comparaison avec d'autres disciplines telles que la finance, le marketing ou la stratégie, où les chercheurs français sont mieux intégrés dans la communauté académique internationale même s'ils doivent encore faire des progrès énormes dans cette direction.

Quelques pistes pour une recherche plus académique et plus actionnable

De ce qui précède, il est facile d'imaginer la longueur du chemin à parcourir et les défis que la recherche française en PME doit relever pour asseoir sa légitimité académique tout en produisant des connaissances utiles à l'action privée et publique.

Dans cette double quête, les chercheurs français en PME devraient :

1. Concentrer leurs efforts sur des thèmes spécifiques à la PME au détriment de questions de recherche relevant d'autres disciplines de la gestion ou de l'économie. Cela signifie l'acceptation, par les « PMistes », qu'une recherche en marketing produite à partir d'une enquête auprès d'un échantillon de PME ne soit pas considérée comme relevant de leur domaine de recherche quand bien même la thèse ou l'article qui en résultent comporteraient le mot *PME*. Ce faisant, le périmètre sera nécessairement réduit et les chercheurs en PME encore moins

nombreux. En contrepartie, l'identité du champ de recherche sera plus claire et plus facile à expliquer.

2. Cultiver leur différence par rapport à l'entrepreneuriat et à l'entreprise familiale au lieu de se satisfaire de la commodité d'une alliance source de confusion identitaire pour les trois univers.

3. Accroître les efforts de participation à une communauté académique internationale spécialisée. Ainsi, les chercheurs français et francophones se sentiraient moins seuls et pourraient unir leurs forces avec d'autres spécialistes de la PME travaillant aux quatre coins de la planète. Opérer dans une niche internationale, plus large, permet de mieux faire valoir la spécificité et la qualité des productions d'un champ scientifique spécialisé.

4. Ancrer leurs recherches dans des pré-occupations concrètes d'acteurs privés ou publics et prendre la peine d'interagir avec ces « clients », même s'il faut, pour cela, produire des travaux qui ne seront pas valorisables immédiatement en publications académiques traditionnelles. L'expérience d'autres domaines de recherche, tels que la médecine, l'ingénierie ou le droit, montre qu'un champ peut forcer la respectabilité académique lorsqu'il prouve sa capacité à résoudre des problèmes pratiques et à créer de la valeur pour la société.

5. Être guidés par le souci permanent de nourrir leurs recherches par des concepts et modèles forgés dans d'autres disciplines et, en retour, de produire des connaissances susceptibles d'intéresser des chercheurs dans d'autres domaines. Ce faisant, les chercheurs en PME mon-

treront que leur champ peut aussi contribuer au mouvement général de production d'idées et de connaissances sur le fonctionnement de la sphère économique de notre société.

Mieux connaître pour mieux accompagner

par **Françoise Cocuelle**

J'ai eu beaucoup de plaisir à participer au groupe de réflexion qui s'est constitué, pour cette étude, autour d'Olivier Torrès. Ceci pour deux raisons :

Tout d'abord, cela nous a permis de confirmer notre intuition concernant le peu d'intérêt suscité jusqu'à présent par les PME. Sans doute, comme cela est illustré dans cette étude, car leur réalité est diverse et complexe, et car on a tendance à croire trop souvent, et à tort, que la PME est une réduction de la grande entreprise, alors qu'elles sont de nature différente. En France, tout est mis en place pour la grande entreprise, les PME étant d'abord vécues comme variables d'ajustement des grandes entreprises.

La deuxième raison, c'est la richesse induite par la rencontre de deux mondes qui s'ignorent trop souvent : le monde économique et celui de la recherche. Je peux témoigner de ce que ces rencontres nous ont permis de faire, tant pour le CJD (Centre des Jeunes Dirigeants d'entreprise) que pour moi-même dans ma fonction de chef d'entreprise.

- Pour le CJD, nous avons construit un parcours de formation spécifique pour nos adhérents, en partant du constat suivant : Être chef d'entreprise, ce n'est pas inné, cela s'apprend ! Face à la complexité grandissante de notre environnement économique, avoir un dirigeant performant est indéniablement source de performance pour son entreprise. Ce parcours de formation est constitué de 5 modules, permettant de développer ce

que nous considérons comme les savoir-être indispensables de demain. Pour déterminer ces savoir-être, ainsi que pour développer les formations correspondantes, le CJD a fait appel non seulement à des formateurs, des dirigeants, mais aussi à des chercheurs comme Jacques Bonnet et Alain Asquin de l'IAE de Lyon ou Didier Vinot de l'Université de Lyon III. Ces derniers nous ont permis d'enrichir notre vision dans un esprit de prospective qui leur est propre. Cette diversité d'approche est sans nul doute le facteur clef de succès de ce parcours de formation.

- Pour ma part, j'ai été frappée par le regard si pertinent d'Olivier Torrès sur nos entreprises. Au-delà de son dynamisme et de sa pétulance, je me souviens de la première conférence à laquelle j'ai assisté. Olivier nous a décrit ce qu'il appelle le management de proximité ou management sensoriel. Il a, ce jour là, conceptualisé le management que je vivais de manière intuitive au quotidien dans mon entreprise, en me donnant des clefs de lectures inattendues. Depuis, je ne dis plus « bonjour » à mes collaborateurs de la même façon qu'avant ! Mais plus encore que cela, Olivier nous a fait faire, un jour, un test pas aussi anodin qu'il n'y paraissait. Il a demandé aux 300 chefs d'entreprises que nous étions de bien vouloir nous projeter dans notre entreprise, en nous demandant d'imaginer que nous multiplions par deux notre effectif. Il nous a alors posé des questions qui éclairaient notre attitude positive ou négative vis-à-vis de la croissance.

La recherche
académique
française en PME

REGARDS SUR LES PME
N° 14

LA TRIBUNE

Françoise Cocuelle

121

Est-ce que doubler notre nombre de salariés nous permet de réduire notre charge de travail et de nous consacrer ainsi à des tâches plus intéressantes ? Ou nous permet de gagner en indépendance vis-à-vis de nos partenaires ? Son objectif, nous aider à penser grand et loin.

Je suis convaincue que la diversité est une source d'innovation et de richesse et cette ouverture ne peut qu'être bénéfique pour nos entreprises. J'espère donc que ce rapport suscitera de nombreuses vocations car mieux nous connaissons la nature de nos petites et moyennes entreprises, qui représentent plus de 98 % des entreprises françaises et 64 % de l'emploi, plus nous serons à même de favoriser leur développement et celui de l'économie de notre pays.

Les compléments

AUTEUR

Olivier Torrès est maître de conférences habilité à diriger des recherches à l'université de Montpellier et chercheur associé à l'EM Lyon. Il est membre depuis 1992 de l'Équipe de recherche sur la firme et l'industrie (ERFI), l'une des principales équipes de recherche françaises en PME. Il a été élu en 2000 secrétaire de l'Association internationale de recherche en entrepreneuriat et PME (AIREPME) et exerce depuis 2004 la fonction de vice-président au titre de la France à l'European Council for Small Business.

La recherche
académique
française en PME

REGARDS SUR LES PME
N° 14

LES COMPLÉMENTS

Auteur
et contributeurs

123

CONTRIBUTEURS

Les personnalités suivantes ont contribué très utilement à la présente publication en exprimant leur point de vue dans la partie « Tribune » :

Christian de Boissieu, président du Conseil d'analyse économique,

Jean-François Roubaud, président de la CGPME, Confédération générale des petites et moyennes entreprises,

Jean-Christophe Martin, directeur de la DCASPL, Direction du commerce, de l'artisanat, des services et des professions libérales du ministère des PME,

Robert Paturel, professeur, université de Toulon,

Hamid Bouchikhi, professeur, Essec,

Françoise Cocuelle, présidente nationale du Centre des Jeunes Dirigeants (CJD) de 2004 à 2006,

Annabelle Jaouen, professeur au Groupe Sup de Co Montpellier, nous a également apporté un très intéressant témoignage sur le parcours d'un docteur « en PME ».

REMERCIEMENTS

Pour réaliser ce travail, nous avons sollicité le concours de l'infomédiathèque de l'EM Lyon. Nous tenons à remercier sa directrice, Isabelle Audebeau, et tout particulièrement Khatira Odin et Émilie Rousseau pour leur patient travail de collecte des données et leur constante et aimable disponibilité. De même, Philippe Albert et Alain Fayolle nous ont facilité la tâche d'actualisation de certaines informations concernant les réseaux de recherche. Nous avons également une pensée amicale pour Marc Alvarado, qui nous incita à nous mettre en contact avec OSEO à la suite d'un appel à coopération avec le monde universitaire. Nous souhaitons enfin très sincèrement remercier le président Christian Marbach ainsi que Claire Genevey, Didier Havette et Henry Savajol pour leurs conseils avisés durant la rédaction de ce *Regards sur les PME*.

SOURCES DOCUMENTAIRES ET MÉTHODOLOGIE

La recherche
académique
française en PME

REGARDS SUR LES PME
N° 14

LES COMPLÉMENTS

Méthodologie

124

Le travail de recensement doctoral s'est fondé sur deux banques de données : **DOC THÈSES** et **DOGE** (Documentation en gestion des entreprises). DOC THÈSES, aujourd'hui SUDOC, est une base de données bibliographique qui identifie et localise les thèses soutenues dans les universités françaises depuis 1972, pour le droit, les lettres, les sciences humaines et sociales, la théologie, l'économie, et la gestion, depuis 1983, pour la médecine et la pharmacie et, depuis 1991, pour les sciences vétérinaires. Elle émane de l'Agence bibliographique de l'enseignement supérieur (ABES), organisme rattaché au ministère chargé de l'enseignement supérieur. Quant à DOGE, c'est une base de données bibliographiques qui recense les documents de recherche dans tous les domaines de la gestion de l'entreprise.

Concernant notre méthode d'investigation, seules ont été retenues les thèses faisant référence de manière explicite dans leur titre au champ des PME. La recherche dans les moteurs de recherche s'est faite sur la base des mots clés suivants : petite(s) entreprise(s), moyenne(s) entreprise(s), petite(s) et moyenne(s) industrie(s), PMI, PME, TPE, toute(s) et très petite(s) entreprise(s), microentreprise(s), entreprise(s) (uni)personnelle(s), petite(s) et/ou moyenne(s) taille(s), hypofirme(s), hypogroupe(s), PMisation. En recoupant les résultats des deux banques de données, il a été possible d'identifier 383 thèses.

Une règle stricte mais homogène

Tout choix nécessite renoncement. Nous n'avons pas jugé opportun d'ajouter d'autres termes comme *artisan* ou *artisanat*, *entrepreneuriat* ou *création d'entreprise*, *reprises* et *transmissions*, *sous-traitance*, *innovation*, *entreprises familiales* (sauf quand le titre faisait référence explicitement à la notion de PME familiale). Tous ces thèmes sont certes proches de notre recherche mais ne se confondent pas au champ des PME. Si l'artisanat est pour l'essentiel composé d'entreprises de très petite taille, il révèle de nombreuses particularités. De même, les travaux en entrepreneuriat sont aujourd'hui en pleine expansion. Paturol (2004) recense, sur la période 2000-début 2004, 22 thèses qui sont consacrées à cette discipline de recherche. Mais l'entrepreneuriat peut aussi se développer dans un contexte de grandes entreprises ou de groupes. Il correspond davantage à un état d'esprit et, de ce fait, peut se développer indépendamment de la taille de l'entreprise. Enfin, si le caractère familial est fréquent en PME (le *family business* est une branche très développée dans le monde académique anglo-saxon), on le retrouve aussi

parmi les grandes entreprises françaises. Du fait de cette ambiguïté, nous avons écarté ce thème¹.

Enfin, nous n'avons pas non plus retenu les thèses ou les articles qui ne mentionnent pas de manière explicite le terme *PME*. Nous sommes conscients que certains articles ou thèses se fondent empiriquement sur le champ des PME sans que le sigle ne soit mentionné dans le titre. Mais nous avons estimé, en accord avec le comité de pilotage, que le fait de ne pas évoquer explicitement les PME dans le titre atteste aussi de l'absence de lisibilité du champ. Si un auteur travaille en PME sans l'expliciter dans le titre, cela suggère que le champ PME ne constitue pas pour lui un élément de l'identification de son travail. Travailler en « PME » n'a pas toujours été valorisant en France, expliquant en cela que de nombreux chercheurs ont préféré faire référence à des notions plus ancrées dans les logiques disciplinaires (relation d'agence, capital-risque, sous-traitance...) ou fonctionnelles (GRH, marketing, finance, stratégie...).

Exhaustivité ?

Bien que ce soit l'objectif final, ce travail ne saurait fournir un recensement exhaustif. D'une part, parce qu'il est dépendant des données enregistrées dans les sources interrogées. Nous avons remarqué que les deux banques de données donnaient des résultats différents, même s'ils restent très proches. Certaines thèses répertoriées dans l'une ne l'étaient pas forcément dans l'autre.

D'autre part, notre recherche s'est limitée à une période allant de 1975 jusqu'au début de l'année 2006. Les thèses plus récemment soutenues ne sont pas encore enregistrées. Les délais peuvent atteindre plusieurs mois. De même, plusieurs thèses ont été soutenues avant 1975, comme par exemple la thèse de Pierre-Yves Barreyre, soutenue en 1967 à l'université de Grenoble sur « l'horizon économique des petites et moyennes entreprises ». Mais les banques de données interrogées n'ont pas permis d'élargir la période d'investigation en deçà de 1975. Cette limite n'est toutefois pas trop contraignante car nous avons vu lors de l'étude des revues que ce n'est qu'à partir des années 1980 que la recherche en PME prend véritablement son essor.

Néanmoins, il demeure encore de nombreuses thèses non répertoriées. Seules sont recensées les thèses où l'auteur a fait le nécessaire pour enregistrer son travail doctoral. Ainsi, par oubli ou par négligence, certaines thèses n'apparaissent pas. De plus, la production des thèses est dispersée. Il existe en France plus de 80 universités auxquelles il faut ajouter les nombreux établissements d'enseignement supérieur et grandes écoles qui disposent aussi de laboratoires de recherche. Cet émiettement ne facilite pas la

1. Nous avons toutefois recensé ces thèses dans l'annexe 2.

recherche d'informations. D'autant plus que les universités et les établissements ne fournissent pas tous régulièrement et dans le détail de l'information sur les thèses soutenues en leur sein. C'est dire tout l'intérêt de ce travail puisqu'il n'existait à ce jour aucun recensement doctoral dans le domaine des petites et moyennes entreprises.

Conscient des limites de tout travail de recensement, nous invitons tous les docteurs ayant soutenu une thèse dans le champ des PME, et non répertoriée dans le présent travail, à se manifester auprès de l'Observatoire des PME en indiquant le titre de leur thèse, le directeur de thèse, l'année de soutenance ainsi que l'université de rattachement. Il est également recommandé de fournir un résumé du travail doctoral. On peut supposer qu'avec le temps la liste se complétera.

ÉLÉMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

Allouche J. et Amann B., 2000, « L'entreprise familiale : un état de l'art », *Finance, contrôle, stratégie*, vol. 3, n° 1, p. 33-79.

Argyris C., 1993, *Knowledge for Action*, San Francisco, Jossey-Bass Inc., traduction française *Savoir pour agir*, Paris, Interéditions, 1995.

Barreyre P.-Y., 1967, *L'Horizon économique des petites et moyennes entreprises*, thèse de doctorat de l'université de Grenoble.

Boissin J.-P., Castagnos J.-C. et Guieu G., 1999, « La place de la PME dans les travaux de stratégie », *Cahier de recherche du CERAG*, 32 p.

Dandridge T.C., 1979, « Children are not « little grown-ups » : small business needs its own organizational theory », *Journal of Small Business Management*, vol. 17, n° 2, p. 53-57.

Fayolle A., 2005, *Introduction à l'entrepreneuriat*, éditions Dunod, coll. « Topos ».

Gervais M., 1978, « Pour une théorie de l'organisation-PME », *Revue française de gestion*, n° 15, p. 37-48.

Guillaume S., 2005, *Le Petit et Moyen Patronat dans la nation française de Pinay à Raffarin, 1944-2004*, Presses universitaires de Bordeaux.

Hernandez E.M., 2001, *L'Entrepreneuriat, approche théorique*, éditions L'Harmattan.

Hertz L., 1982, *In Search of a Small Business Definition : An Exploration of the Small Business Definitions of US, the UK, Israel and the People's Republic of China*, University Press of America.

Jaouen A., 2005, *Les Alliances stratégiques entre très petites entreprises : un cadre d'analyse*, thèse de doctorat de l'université Montpellier-I.

Joffre P. et Wickam S. (sous la dir. de), 1997, « Entreprises moyennes : le retour? », *Revue française de gestion*.

Julien P.A., 1998, *PME : bilan et perspectives*, éditions Economica.

Julien P.A., 2004, « Actionnabilité de la recherche universitaire : du temps long au temps allongé. Le cas de la Chaire Bombardier », *Revue internationale PME*, vol. 17, n° 3-4, p. 69-94.

La recherche
académique
française en PME

REGARDS SUR LES PME
N° 14

LES COMPLÉMENTS

Éléments
bibliographiques

127

Julien P.A. et Marchesnay M., 1988, *La Petite Entreprise*, éditions Vuibert.

Julien P.A. et Marchesnay M., 1992, « Des procédures aux processus stratégiques dans les PME », dans *Perspectives en management stratégique*, tome 1 (sous la dir. De A. Noël), éditions Economica, p. 97-129.

Katz J.A., 2005, « The chronology and intellectual trajectory of American entrepreneurship education, 1876-1999 », dans *Keystones of Entrepreneurship Knowledge*, Blackwell publishing, p. 264-281.

Marchesnay M., 1982, « Pour un modèle de l'hypofirme », dans *Entreprise et organisation*, éditions Economica.

Marchesnay M., 1993, « PME, stratégie et recherche », *Revue française de gestion*, n° 95, p. 70-76.

Marchesnay M., 2003, « La petite entreprise : sortir de l'ignorance », *Revue française de gestion*, n° 144, p. 107-118.

Mintzberg H., 1982, *Structure et dynamique des organisations*, Éditions d'organisation.

Ouellet P., 2004, « Les nouveaux modes de production de connaissances, la recherche en PME et le développement économique : l'inévitable tension entre "pertinence sociale" et "scientificité" », *Revue internationale PME*, vol. 17, n° 3-4.

Paturel R., 2004, « La recherche doctorale française en entrepreneuriat – années 2000-2004 », XVII^{es} Journées des IAE, Lyon.

Porter M., 1986, *L'Avantage concurrentiel. Comment devancer ses concurrents et maintenir son avance*, InterEditions.

Pugh D.S., Hickson D.J., Hinings C.R. et Turner C., 1968, « Dimensions of organization structure », *Administrative Science Quarterly*, vol. 13, n° 1, - p. 65-105.

Puthod D., 1998, « L'alliance, une option stratégique permettant de contourner les dilemmes classiques de la PME », dans *PME : de nouvelles approches*, éditions Economica, p. 95-104.

Savajol H., 2003, « PME : clés de lecture », *Regards sur les PME*, n° 1.

Schmitt C., 2004, (éditorial) « Actionnabilité et recherche en entrepreneuriat et PME », *Revue internationale PME*, vol. 17, n° 3-4.

Torrès O., 1998, *PME : de nouvelles approches*, éditions Economica.

Torrès O., 2003, « Petitesse des entreprises et grossissement des effets de proximité », *Revue française de gestion*, n° 144.

Torrès. O. et Julien P.A., 2005, « Specificity and denaturation of small business », *International Small Business Journal*, vol. 23, p. 355-377.

Verstraete T., 2000-a, *Histoire d'entreprendre*, éditions EMS.

Verstraete T., 2000-b, *Entrepreneuriat et sciences de gestion*, Habilitation à diriger des recherches, sous la dir. d'Alain Desreumaux, université de Lille 1, 98 p.

La recherche
académique
française en PME

REGARDS SUR LES PME
N° 14

LES COMPLÉMENTS

Éléments
bibliographiques

129

TABLE DES ILLUSTRATIONS

La recherche
académique
française en PME

REGARDS SUR LES PME
N° 14

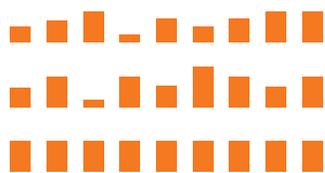
LES COMPLÉMENTS

Table des illustrations

130

<i>Tableau 1</i>	Nombre de thèses soutenues en France dans le champ de la PME (1975-2005)	24
<i>Graphique 1</i>	Nombre de thèses soutenues en France dans le champ de la PME (1975-2005)	25
<i>Tableau 2</i>	Nombre de thèses par discipline	27
<i>Tableau 3</i>	Nombre de thèses par thèmes principaux	28
<i>Tableau 4</i>	Nombre de thèses par thèmes importants	29
<i>Tableau 5</i>	Nombre de thèses par thèmes secondaires	30
<i>Tableau 6</i>	Nombre de thèses par thèmes peu traités	31
<i>Tableau 7</i>	Répartition spatiale des thèses	33
<i>Tableau 8</i>	Nombre de thèses par catégorie d'entreprises	36
<i>Tableau 9</i>	Nombre de thèses par directeur de thèses	36
<i>Tableau 10</i>	Articles en PME (1995-2004)	42
<i>Tableau 11</i>	Nombre d'articles en PME par revue	44
<i>Tableau 12</i>	Revue spécialisée en PME et entrepreneuriat	46
<i>Graphique 2</i>	Évolution du nombre de revues	48
<i>Tableau 13</i>	Principales caractéristiques du nouvel ordre scientifique post-académique	71

observatoire des pme



PRÉSENTATION

Activité et missions

La recherche
académique
française en PME

REGARDS SUR LES PME
N° 14

L'OBSERVATOIRE
DES PME

Présentation, méthode

132

L'Observatoire des PME d'OSEO constitue un pôle de développement des connaissances sur les PME dont l'action se réalise en partenariat avec les différents organismes qui participent de l'action publique en faveur des PME.

Recenser les informations disponibles sur les PME, clarifier les concepts utilisés, comparer les situations en France et à l'étranger, combler les lacunes de la connaissance, diffuser les informations, telles sont les missions de l'Observatoire des PME.

Le travail de l'Observatoire repose d'une part sur une approche quantitative de la réalité des petites et moyennes entreprises, et d'autre part sur des démarches d'études plus qualitatives.

MÉTHODE

Le conseil scientifique

L'Observatoire s'est doté d'un conseil scientifique composé de personnalités dont les qualités et expériences professionnelles assurent la plus grande pertinence dans la détermination des sujets d'étude ainsi que dans les modalités de réalisation des travaux. Le conseil scientifique se compose de :

- Jean-Marc Béguin, directeur des statistiques d'entreprise à l'INSEE ;
- Michel Berry, directeur de l'École de Paris du management ;
- Christian de Boissieu, professeur à l'université Paris-Sorbonne, président du conseil d'analyse économique du Premier ministre ;
- Bernard Brunhes, vice-président du groupe BPI et président de France Initiative Réseau ;
- Jean-Jacques Duby, président de l'Observatoire des sciences et techniques ;
- Jacques Lesourne, président de Futuribles International.

Les membres du conseil scientifique sont appelés à réagir sur le programme d'études de l'Observatoire qui leur est soumis chaque année, ainsi que sur les cahiers des charges des études et les résultats d'étape.

Le comité d'orientation

La mise en œuvre du programme d'études est suivie en cours d'année au sein du comité d'orientation de l'Observatoire de PME, qui réunit des représentants de l'INSEE, de la Banque de France, du ministère des PME (Direction du commerce, de l'artisanat, des services et des professions libérales) et de l'APCE (Agence pour la création d'entreprises), de la CGPME, de la Caisse des Dépôts et d'OSEO.

Les comités de pilotage

Chaque étude de l'Observatoire est pilotée par un groupe de travail spécifique : le comité de pilotage. Les participants à ce comité sont les membres de l'Observatoire et des acteurs parmi les plus compétents pour le domaine traité. Les études s'appuient, notamment, sur des enquêtes réalisées directement auprès des entreprises.

Les études sont publiées depuis le début de l'année 2003, dans le cadre de la collection de l'Observatoire des PME : **Regards sur les PME**.

LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE

L'Observatoire s'est rapproché du monde universitaire : plusieurs des études publiées ont été confiées à des chercheurs.

L'Observatoire des PME se tient à la disposition des chercheurs afin d'étudier toute coopération permettant de valoriser les projets de recherche en cours ou les travaux récemment achevés mais insuffisamment connus du monde économique, et d'impulser de nouveaux axes de recherche. Pour tout contact à ce sujet, envoyer un courriel à : observatoiredespme@oseo.fr

PUBLICATIONS

La recherche
académique
française en PME

REGARDS SUR LES PME
N° 14

L'OBSERVATOIRE
DES PME

Publications

La publication des études thématiques est assurée sous format papier dans le cadre de la collection **Regards sur les PME**. À compter de 2006, un **Rapport annuel OSEO sur l'évolution des PME** est également publié. Les collections **Regards sur les PME** et **Rapport OSEO sur l'évolution des PME** sont diffusées par La Documentation française, les achats peuvent être faits en ligne sur le site : www.ladocumentationfrancaise.fr

Regards sur les PME

La collection **Regards sur les PME** est destinée principalement aux personnes et organismes, publics et privés, dont le travail et les missions concourent à la création, au développement et à la transmission des PME, et à tous ceux qui, à un titre ou à un autre, ont la capacité d'améliorer les services de toute nature, administratifs ou commerciaux, qui sont rendus aux PME.

Pour toute question sur la diffusion de cette revue : observatoiredespme@oseo.fr

Numéros parus

- 1 PME : clés de lecture
- 2 PME : l'appui à la création
- 3 Gestion du personnel et de l'emploi dans les petites entreprises
- 4 Les PME et l'Environnement. Enjeux et opportunités
- 5 PME et marchés publics
- 6 Connaissance de l'entreprise par les élèves.
Contribution du collège et du lycée
- 7 Entreprises artisanales du bâtiment. Pratiques bancaires et besoins de financement
- 8 Dirigeant de PME, un métier? Éléments de réponse
- 9 L'accès aux métiers et à l'exercice d'activités dans les PME.
Typologie et recensement des réglementations
- 10 PME et innovation technologique. Pour une relation plus naturelle
- 11 L'appui à la création : trois ans après. Regards de chefs d'entreprise
- 12 Dirigeants de PME. Au-delà du métier, la vie au quotidien
- 13 TIC et PME. De l'hésitation à la performance

Rapport annuel sur l'évolution des PME

Le deuxième rapport annuel OSEO sur l'évolution des PME, nommé « PME 2006 » a été publié fin 2006. Avec cette deuxième livraison, l'Observatoire souhaite continuer à fournir à tous ceux qui sont intéressés par la population des petites et moyennes entreprises françaises les moyens de les connaître plus en détail.

oseo.fr

oseo.fr, le site du groupe OSEO, s'adresse aux PME et à leurs partenaires (réseaux d'accompagnement, établissements financiers...) pour leur offrir les informations, conseils et services utiles, pour créer son entreprise, se développer, innover, s'internationaliser, gérer au quotidien, reprendre ou transmettre son entreprise.

Les études de l'Observatoire sont consultables sur le site Internet oseo.fr, menu Notre mission/Publications

La recherche
académique
française en PME

REGARDS SUR LES PME
N° 14

L'OBSERVATOIRE
DES PME

Publications

135



OSEO regroupe depuis début 2005, au service des PME et de l'innovation, OSEO innovation (ex-anvar) et OSEO financement (ex-bdpme et sofaris). OSEO a pour mission d'accompagner la croissance des petites et moyennes entreprises tout au long de leur cycle de vie.

OSEO s'attache notamment à :

- renforcer l'efficacité de la politique de soutien public aux PME et à l'innovation, et devenir, à moyen terme, une référence européenne en la matière;
- assurer la continuité du financement de l'entreprise, quels que soient son activité ou le stade de son développement, en partenariat avec les établissements bancaires et les intervenants en fonds propres ;
- proposer aux PME une gamme élargie de services d'accompagnement ;
- accroître la faculté du nouvel ensemble à devenir le relais des politiques de développement économique conduites par les collectivités territoriales, notamment à l'échelle régionale.

Quelle est la place des PME dans la recherche universitaire ?

L'objectif du numéro 14 de « Regards sur les PME » est de répondre à cette question en dressant un panorama inédit de la production des thèses sur les PME et, ce faisant, d'expliquer le mode de fonctionnement de la recherche académique (ses règles et ses pratiques).

Le recensement des thèses universitaires soutenues sur ce thème au cours des trente dernières années fait apparaître que, si les connaissances en PME ne cessent de progresser, ce champ demeure encore largement minoré au sein des deux disciplines que sont l'économie et la gestion.

Mais la recherche académique ne se limite pas à la seule thèse de doctorat. Elle se mesure aussi et surtout par l'activité de publication d'articles dans des revues. Sont donc également recensés et analysés dans une deuxième partie, d'une part, les articles publiés dans les revues généralistes d'économie et de gestion et, d'autre part, les revues spécialisées.

La recherche académique est également une activité sociale qui fonctionne avec ses propres règles, ses propres institutions, ses propres usages, ses propres rythmes. C'est la raison pour laquelle une troisième partie a été consacrée au recensement des réseaux.

Comment développer la recherche sur les PME ? Comment rapprocher la recherche en PME des PME elles-mêmes ? Des pistes de réponse sont tracées dans la conclusion et dans les points de vue exprimés dans la partie « Tribune ».

*La collection **Regards sur les PME** est destinée principalement aux personnes et organismes, publics et privés, dont le travail et les missions concourent à la création, au développement et à la transmission des PME, et à tous ceux qui, à un titre ou à un autre, ont la capacité d'améliorer les services de toute nature, administratifs ou commerciaux, qui sont rendus aux PME.*

*Acheter en ligne les publications **Regards sur les PME** :
www.ladocumentationfrancaise.fr*

**En diffusion
à La Documentation française**

29, quai Voltaire
75344 Paris Cedex 07
Tél. 01 40 15 70 00
Télécopie 01 40 15 72 30
ISSN : 1761-1741
Réf. 1331400000000
Imprimé en France
Prix : 19 euros

1^{re} édition, juin 2007, 8000 14
© OSEO, 2007
oseo.fr

